This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

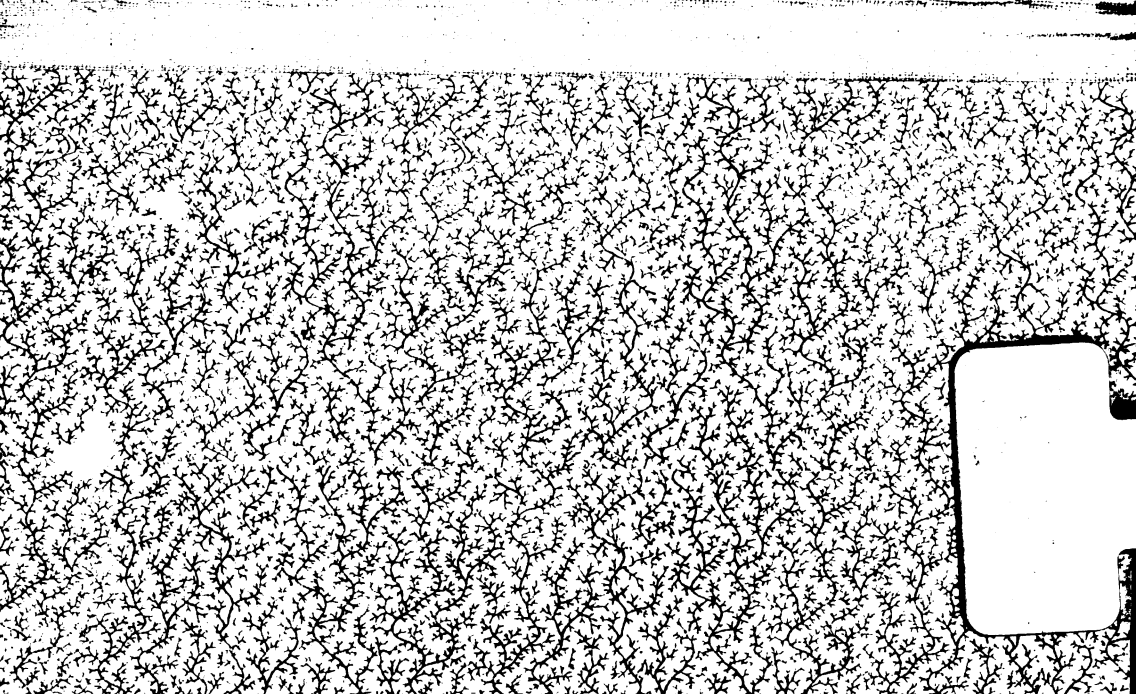
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
REFERENCE DEPARTMENT

This book is under no circumstances to be taken from the Building

MAY 4 1915

2-16-09

MÉMOIRES,

CORRESPONDANCE ET MANUSCRITS

DU GÉNÉRAL

LAFAYETTE,

PUBLIÉS

PAR SA FAMILLE.

TOME SECOND.

Bruxelles.

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE, ETC.

HAUMAN, CATTOIR ET COMPie.

1837

MÉMOIRES,

CORRESPONDANCE ET MANUSCRITS

DU GÉNÉRAL

LAFAYETTE.

TOME SECOND.

MÉMOIRES,

CORRESPONDANCE ET MANUSCRITS

DU GÉNÉRAL

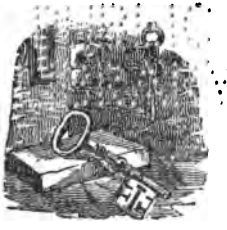
LAFAYETTE,

PUBLIÉS

PAR SA FAMILLE.

TOME SECOND.

NEW YORK

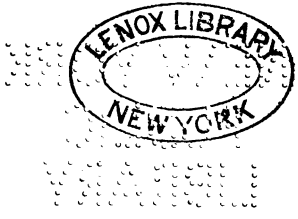


Bruxelles.

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE, ETC.

HAUMAN, CATTOIR ET COMP^ie.

1837


LENOX LIBRARY
NEW YORK

RÉVOLUTION
D'AMÉRIQUE.

NEW YORK
PUBLIC
LIBRARY

SECOND VOYAGE

EN AMÉRIQUE,

ET CAMPAGNES DE 1780 ET 1781.

MÉMOIRES HISTORIQUES

SUR LES

ANNÉES 1779, 1780 ET 1781 *.

Lafayette, parti de France en rebelle et en fugitif, y revint favori et triomphant. A peine se donna-t-on le temps de punir par huit jours d'arrêts sa désobéissance au roi; encore ne fut-ce qu'après avoir eu une conversation avec le premier ministre Maurepas. Lafayette se trouvait le lien entre les États-Unis et la France; il avait la confiance des deux pays et des deux gouvernements. Sa faveur à la cour et dans la société fut employée à servir la

* Ces Mémoires sont extraits de la biographie américaine de M. de Lafayette écrite par lui-même, que nous avons désignée sous le nom de *Manuscrit* n° 1. Nous les avons complétés par des extraits du *Manuscrit* n° 2, contenant des observations sur les historiens de l'Amérique.

cause des Américains, à détruire les mauvaises impressions qu'on cherchait à donner contre eux, à obtenir pour eux des secours de tout genre. Il éprouva néanmoins beaucoup de difficultés; les amis de l'alliance autrichienne voyaient avec humeur que cette guerre eût servi au refus de quarante mille auxiliaires stipulés par le traité de Vienne; le ministère français craignait déjà le trop grand agrandissement des États-Unis, et se refusa décidément à la conquête du Canada, sous prétexte qu'avant d'ajouter un quatorzième État à ceux qui s'étaient déclarés indépendants, il convenait de délivrer les treize autres du joug des Anglais. M. Necker craignait tout ce qui pouvait augmenter les dépenses ou prolonger la guerre. Maurepas lui-même, qui y avait été entraîné, en était très-fatigué; il espérait obtenir la paix par une tentative sur l'Angleterre. Lafayette, profitant de cette disposition, avait organisé une expédition où le célèbre Paul Jones aurait commandé la marine, et qui aurait transporté sous pavillon américain un corps de troupes sur les côtes d'Angleterre, pour y lever des contributions destinées à fournir aux Américains l'argent qu'on ne pouvait pas tirer du trésor de France. Liverpool et quelques autres villes auraient été justement punies de la part qu'elles avaient prise aux vexations exercées contre les colonies auxquelles elles avaient dû leur prospérité; mais l'économie, la timidité des ministres français, firent encore manquer cette entreprise. Lafayette,

désespérant de faire réussir l'expédition du Canada, prit un parti très-hardi sans doute, mais qui fut justifié par le succès. Il lui avait été enjoint de ne point demander de troupes auxiliaires pour les États-Unis, parce que la jalousie populaire contre les étrangers, et particulièrement les Français, non seulement éloignait le congrès lui-même de cette idée, mais lui avait persuadé qu'elles exciteraient de l'inquiétude et du mécontentement. Lafayette prévit qu'avant que le secours pût être prêt, les États-Unis en sentiraient le besoin, et qu'il pourrait arriver, comme il arriva en effet, dans un moment décisif pour le salut de la cause. Il prit donc sur lui seul, ne pouvant obtenir les troupes pour le Canada, de solliciter au nom du congrès ce qu'il lui avait été positivement interdit de demander, un secours de troupes auxiliaires envoyé dans un port des États-Unis, et il fit choix de celui de Rhode-Island, qui, ayant été évacué par les Anglais et se trouvant dans une île aisée à défendre, était plus propre que tout autre à prévenir tous les inconvénients. Il obtint six mille hommes; on n'en envoya dans la suite que quatre mille, sous le comte de Rochambeau; mais quelque peu considérable que fût ce nombre, Lafayette savait qu'en y employant de jeunes officiers de la cour, en attirant l'attention des Français sur ce petit corps, les ministres seraient forcés tôt ou tard de le rendre utile en lui donnant sur les côtes d'Amérique une supériorité maritime qui était le principal objet de

Lafayette, et que les autres plans d'opération rendaient très-difficile à obtenir; aussi ne l'eut-on qu'en 1781, et pour quelques semaines. L'événement a prouvé combien Lafayette avait raison d'en prêcher tous les jours la nécessité. Ce ne fut qu'au commencement de l'année 1780 que le secours fut prêt à partir. En attendant, Lafayette fut employé dans l'état-major de l'armée qui se préparait à une descente en Angleterre sous les ordres du maréchal de Vaux. C'est là que le petit-fils du docteur Franklin lui présenta officiellement l'épée que le congrès lui avait décernée. On y voyait représentés Monmouth, Barren-Hill, Gloucester et Rhode-Island; l'Amérique, délivrée de ses chaînes, offrait une branche de laurier à un jeune guerrier; le même guerrier était représenté faisant une blessure mortelle au lion britannique. Franklin avait placé dans une autre partie une devise ingénieuse de l'Amérique; c'était un croissant de lune avec ces mots: *Crescam ut prosim;* de l'autre côté était la devise *Cur non?* que le jeune homme avait prise en partant pour l'Amérique.

Lafayette, à la fin de la campagne, renouvela ses instances pour l'accomplissement des espérances qu'on lui avait données; il obtint pour les États-Unis des secours pécuniaires qui furent remis à la disposition du général Washington, car c'était sur ce général que reposaient toute la confiance du gouvernement et les espérances de la nation française. On avait promis des habits pour toute l'ar-

mée, mais ils restèrent avec la division de deux mille hommes, qui devait compléter le corps de Rochambeau; et l'amiral Ternay, au lieu d'amener, comme il aurait dû, une supériorité maritime, ne partit pour Rhode-Island qu'avec sept vaisseaux. Cette expédition fut tenue très-secrète *. Lafayette l'avait précédée à bord de la frégate française *l'Hermione;* il arriva à Boston avant que les Américains et les Anglais eussent la moindre connaissance de ce renfort auxiliaire.

(1780) L'arrivée de Lafayette à Boston produisit la plus vive sensation; elle tenait uniquement à sa popularité personnelle, car personne ne se doutait de ce qu'il avait obtenu pour les États-Unis. Tout courut au rivage, il fut reçu avec de grandes acclamations et conduit en triomphe chez le gouverneur Hancock, d'où il partit pour le quartier général. Washington apprit avec une vive émotion l'arrivée de son jeune ami; on remarqua

* « Il fut réglé que ce corps de six mille hommes, commandé par le lieutenant général Rochambeau, serait entièrement aux ordres du commandant en chef américain, et ne ferait qu'une division de son armée. L'ordre du service fut réglé de manière à ce que les Français ne fussent jamais regardés que comme auxiliaires, prenant la gauche des troupes américaines, et le commandement appartenant, à parité de grade et de date, à l'officier américain. En un mot les droits et les avantages du gouvernement, du général et des militaires américains furent stipulés d'avance de manière à prévenir toute discussion future. » (Manuscrit no 2.)

qu'à la réception du courrier qui lui apporta cette nouvelle, des larmes de joie coulèrent de ses yeux, ce qui, pour quiconque a connu le caractère de Washington, est le témoignage le plus certain d'une tendresse vraiment paternelle. Lafayette fut reçu avec la plus vive joie par l'armée; il était aimé des officiers et des soldats qu'il payait du retour le plus affectionné. Après ces premiers moments, le général Washington et lui s'enfermèrent pour causer de la situation des affaires. Celle de l'armée était très-mauvaise : elle manquait d'argent, il devenait presque impossible de la recruter; enfin il fallait un événement qui rendît de l'énergie aux différents États, et qui donnât à l'armée des moyens d'exercer la sienne. Ce fut là que Lafayette apprit au commandant en chef ce qui avait été fait et l'arrivée du secours qu'il pouvait attendre. Le général Washington en sentit toute l'importance, et regarda cette heureuse nouvelle comme décisive pour le succès des affaires. On prépara tout ce qu'il fallait; le secret fut bien gardé, malgré les préparatifs qu'il fallut faire pour l'arrivée de ces troupes, qui débarquèrent heureusement à Rhode-Island, et qui, malgré leur longue inaction, formèrent, en contenant les Anglais, une diversion nécessaire et puissante.

Pendant la campagne de 1780, le corps français resta à Rhode-Island. Après la défaite de Gates, Greene alla commander en Caroline; Arnold fut placé à West-Point, l'armée principale sous les

ordres immédiats de Washington avait pour avant-garde l'infanterie légère de Lafayette, à laquelle était joint le corps de l'excellent partisan colonel Lee. C'est ici le lieu de parler de cette infanterie légère. Les troupes américaines n'avaient point de grenadiers; leurs chasseurs ou *riflemen* formaient un régiment à part sous les ordres du colonel, depuis brigadier général, Morgan, et étaient pris, non dans les différents corps, mais dans les pays frontières des sauvages parmi des hommes que leur manière de vivre et leur adresse à tirer leurs longues carabines rendaient singulièrement propres à ce service. Mais tous les régiments de la ligne fournissaient des hommes de choix dont on choisissait aussi les officiers, et qui composaient la troupe d'élite d'environ deux mille hommes sous les ordres de Lafayette. L'attachement mutuel de ce corps et de son chef était passé en proverbe en Amérique. De même qu'un voyageur rapporte des pays lointains des présents à sa famille et à ses amis, il avait rapporté de France pour une somme considérable d'ornements pour les soldats, d'épées pour les officiers et sous-officiers, de drapeaux * pour les bataillons. Cette troupe d'hommes choi-

* Un de ces drapeaux portait un canon avec cette devise : *Ultima ratio* retranchant le mot *regum* usité en Europe; l'autre, une couronne de laurier unie à une couronne civique, et pour devise *No other* (point d'autre); et ainsi des autres emblèmes. (*Note de M. de Lafayette.*)

sis, bien exercée et disciplinée, quoique mal habillée, et reconnaissable à ses hautes plumes noires et rouges, avait une agréable apparence et était excellente. Mais excepté ce petit nombre d'objets dus à Lafayette, on ne vit point arriver les effets que la France devait envoyer; l'argent prêté par elle fut du plus grand secours à l'armée.

Il y eut pendant cette année à Hartford, en Connecticut, une conférence entre les généraux français et le général Washington accompagné du général Lafayette et du général Knox; il fut décidé qu'on enverrait à Paris le colonel américain Laurens, chargé de solliciter de nouveaux secours et surtout une supériorité maritime. C'est en revenant de cette conférence que fut découverte la conspiration d'Arnold. Le général Washington aurait encore trouvé ce général à son quartier, si le hasard ou plutôt le désir de montrer à Lafayette le fort de West-Point, construit pendant son absence, ne l'avait point porté à s'y rendre avant d'arriver à Robinson's House où logeait le général Arnold *.

* West-Point, fort sur une langue de terre qui s'avance dans l'Hudson, et qui en domine le cours, est une position tellement importante qu'elle est appelée par un historien le Gibraltar de l'Amérique. Arnold y commandait, et sa trahison, n'eût-elle eu d'autre but que de la livrer, aurait porté, si elle avait réussi, un coup mortel à la cause des États-Unis. Il avait formé depuis dix-huit mois des relations secrètes avec sir Henry Clinton, qui confia tout le soin de cette affaire à un aide de camp, le major André. Arnold manqua une première en-

Les historiens rendent un compte détaillé de la trahison d'Arnold. Lorsqu'à sa propre demande on lui confia le commandement de West-Point, il pressa le général Washington de lui faire connaître les moyens d'intelligence qu'il avait à New-Yorck. Il fit les mêmes instances à Lafayette que sa fortune mettait à même d'en avoir pour son compte, et aux autres officiers qui avaient commandé près des lignes ennemies. Heureusement que chacun

trevue avec celui-ci le 11 septembre, à Dobbs's Ferry. Une seconde fut projetée à bord du sloop de guerre *le Vautour*, que le 16, Clinton envoya à cet effet à Teller's-Point, environ 15 ou 20 milles au-dessous de West-Point. Cependant, le général Washington, qui se rendait avec M. de Lafayette à la conférence d'Hartford, passa l'Hudson le 18, et vit Arnold, qui lui montra une lettre du colonel Robinson, embarqué sur *le Vautour*, prétendant que cet officier lui demandait un rendez-vous pour l'entretenir de quelque affaire privée. Washington lui dit de refuser le rendez-vous. Arnold se ménagea alors une entrevue secrète; et quittant New-Yorck, le major André vint à bord du sloop, et de là avec un faux passe-port à Long-Clove, où il vit Arnold le soir du 21. Ils se séparèrent le lendemain. André, en retournant à New-Yorck, fut pris à Tarrytown par trois miliciens, et conduit au poste de North Castle où commandait le lieutenant colonel Jameson qui en rendit compte le 23 à son supérieur le général Arnold. Celui-ci reçut la lettre le 25, le jour même où il attendait chez lui le général Washington qui revenait d'Hartford. Il prit aussitôt la fuite; quelques moments après, le général en chef arriva, et ne reçut que quatre heures plus tard les dépêches qui lui révélèrent le complot. (*Washington's writings*, tome VII, *Appendice* n° 7.)

de ces généraux se crut lié par la loi du secret qu'ils avaient promis, d'autant mieux que plusieurs des correspondants agissaient par un sentiment de patriotisme. Si Arnold avait pu parvenir à les connaître, ces malheureuses personnes eussent été perdues et tout moyen d'intelligence supprimé.

Arnold manqua recevoir le billet du lieutenant colonel Jameson, en présence du commandant en chef; il s'était détourné avec Lafayette et Knox pour voir une redoute; les lieutenants colonels Hamilton et Mac-Henry, aides de camp, l'un de Washington, l'autre de Lafayette, étaient allés en avant pour prier madame Arnold de ne pas retarder son déjeuner. Ils y étaient, et Arnold avec eux, lorsqu'il reçut le billet; il pâlit, monta chez lui, fit appeler sa femme qui s'évanouit. Il la laissa dans cet état sans qu'on s'en doutât, ne rentra pas dans la salle, mais monta sur un cheval de son aide de camp qui se trouvait prêt. Il chargea celui-ci de dire au général qu'il allait l'attendre à West-Point, et gagnant le bord de la rivière, il prit son canot et se fit conduire au *Vautour*. Cependant le général, en arrivant et apprenant qu'Arnold était à West-Point, crut que c'était pour préparer sa réception, et sans entrer dans la maison, s'embarqua avec les deux généraux qui l'accompagnaient. Arrivés sur l'autre rive, ils furent étonnés de n'être pas attendus; ce ne fut qu'au retour que le mystère fut expliqué, parce que les dépêches du lieute-

nant colonel Jameson étaient arrivées dans l'intervalle.

Un historien parle de la générosité avec laquelle madame Arnold fut traitée. Il est en effet honorable pour le caractère américain que, dans la plus grande effervescence d'indignation contre son mari, elle ait pu aller à Philadelphie, y prendre ses effets et se rendre avec un parlementaire à New-Yorck, sans éprouver la moindre insulte. Le même historien (M. Marshall) aurait pu dire que, le soir même de l'évasion d'Arnold, le général recevant de lui une lettre insolente, datée à bord du *Vautour*, chargea un de ses aides de camp d'aller dire à madame Arnold, qui était dans les convulsions de la douleur, qu'il avait fait ce qui dépendait de lui pour arrêter son mari, mais que, n'y ayant pas réussi, il trouvait du plaisir à l'informer que son mari était en sûreté *.

* Le général Arnold est le seul officier américain qui ait jamais pensé à se faire de son commandement un moyen de fortune. Le désintéressement de ces militaires dans un temps de révolution qui facilite tellement les abus, forme un singulier contraste avec les reproches d'avidité que des gouvernements, qui n'ont pas produit la même modération, ont jugé à propos de faire aux citoyens des États-Unis. Les officiers, les généraux américains ont fait presque toute la guerre à leurs dépens; les affaires d'un grand nombre ont été ruinées par leur absence. Ceux qui avaient des professions, en ont perdu l'exercice. Il a été prouvé par des comptes exigés en France dans des temps de proscription et de terreur, que Lafayette

On ne saurait donner trop d'éloges et de regrets au major André. Les quatorze officiers généraux qui eurent le pénible devoir de prononcer sur son sort, le commandant en chef de toute l'armée américaine, furent pénétrés d'admiration et de sympathie pour lui. La conduite des Anglais dans une occasion précédente n'avait pas été pareille. Le capitaine Hale, du Connecticut, jeune homme très-distingué, et chéri de sa famille et de ses amis, avait été pris sur Long-Island dans des circonstances du même genre que celles qui perdirent le malheureux André; mais au lieu d'être traité avec la con-

avait dépensé au service de la révolution américaine, outre ses revenus, plus de sept cent mille francs de son capital. La conduite de Washington a eu quelque chose de plus simple et de plus louable à notre gré : c'est de n'avoir voulu avoir ni le mérite des sacrifices ni le profit des émoluments, se faisant payer ses dépenses nécessaires, et n'augmentant ni ne diminuant sa fortune que de ce qu'elle a dû souffrir par son absence. Et pendant que la totalité des officiers américains se conduisait avec le désintéressement le plus patriotique, qu'une compensation de sept années de paye a satisfait, après la guerre, toutes les prétentions de l'armée, on ne peut citer que le seul exemple du traître Arnold, pour avoir tiré des circonstances la moindre spéculation pécuniaire. Quelques présents de terre ont été faits par les États du sud aux généraux Greene et Wayne, au colonel Washington, mais depuis la révolution. Les actions du Potomac données aussi depuis la révolution au général Washington ont été employées par lui dans son testament à la fondation d'un collége : en un mot, on peut affirmer que la délicatesse et le désintéressement ont été universels dans l'armée américaine. (*Note de M. de Lafayette.*)

sidération dont le major André se loua hautement, l'aimable capitaine Hale fut insulté jusqu'au dernier moment. « Voilà une belle mort pour un militaire, lui dit un des officiers anglais qui entouraient la charrette d'exécution. » Les yeux de Hale étaient déjà couverts du bonnet que les Anglais ont coutume d'avancer sur le visage au moment de l'exécution : « Monsieur, lui dit Hale en relevant son bonnet, il n'y a point de mort qui ne soit ennoblie par une si belle cause. » Il replaça tranquillement son bonnet, et la fatale charrette marchant, il mourut avec un sang-froid admirable.

Il y eut dans l'hiver suivant une révolte de la ligne de Pensylvanie. Lafayette était à Philadelphie; le congrès et le pouvoir exécutif de l'État, qui connaissaient son influence sur les troupes, l'engagèrent à y aller avec le général Saint-Clair. Ils furent reçus par les troupes avec beaucoup de respect, ils entendirent leurs plaintes qui n'étaient que trop bien fondées. Le général Wayne était déjà au milieu d'eux, et avait entrepris une négociation concertée avec le gouvernement de l'État de Pensylvanie. Lafayette n'eut donc qu'à se rendre au quartier général. L'affaire des Pensylvaniens fut apaisée par la voie de conciliation qui avait été entamée; mais une révolte pareille dans une brigade du Jersey fut comprimée avec plus de vigueur par le général en chef qui, partant avec quelques bataillons de l'infanterie légère de Lafayette, mit les mutins à la raison, de manière que les géné-

raux, n'étant pas gênés par l'intervention du pouvoir civil, rétablirent dans un instant la discipline militaire qui était au moment de se dissoudre *.

(1781) Le général Arnold était en Virginie à Portsmouth ; Washington forma un projet combiné avec les Français pour l'y attaquer et prendre cette garnison. Lafayette partit du quartier général avec douze cents hommes d'infanterie légère; il feignit une attaque contre Staten-Island, et marchant ensuite rapidement par Philadelphie jusqu'à Head-of-Elk, il s'embarqua sur de petits bâteaux et arriva heureusement à Annapolis. Il partit de là dans un canot avec quelques offi-

* Les ouvrages rendent compte de la révolte des soldats de Pensylvanie ; les plaintes de la plupart d'entre eux étaient fondées. Lorsque le général Saint-Clair, Lafayette et Laurens, se rendant de Philadelphie au quartier général, s'arrêtèrent à Princetown, comme ils en avaient été priés par le conseil de l'État de Pensylvanie, ils trouvèrent une négociation entamée par le général Wayne et les colonels Stewart et Butler, tous trois fort aimés des soldats pensylvaniens ; des comités du congrès et de l'État arrivaient pour traiter la chose civilement; ils ne restèrent que quelques heures à Princetown, et l'affaire ne tarda pas à être arrangée de la manière qui avait été commencée. Mais lorsque des soldats de la ligne de Jersey voulurent imiter la révolte des Pensylvaniens, le général Washington l'étouffa dès sa naissance par une mesure vigoureuse. Au reste, les souffrances et les désappointements de cette vertueuse et brave armée étaient faits pour lasser toute patience humaine; la conduite des troupes continentales pendant la révolution a été vraiment admirable. (*Manuscrit n°* 2.)

ciers, et malgré les frégates anglaises qui étaient dans la baie, il parvint à Williamsburg pour y rassembler les milices, tandis que son détachement attendait l'escorte que les Français devaient lui envoyer. Lafayette avait déjà bloqué Portsmouth, repoussé les piquets ennemis, lorsque l'issue du combat entre l'amiral Arbuthnot et M. Destouches, commandant l'escadre française, fut de laisser les Anglais maîtres de la Chesapeake. Lafayette n'eut donc qu'à revenir d'Annapolis pour reconduire son détachement au camp. Il le trouva bloqué par de petites frégates anglaises qui étaient en force beaucoup trop considérable pour ses bateaux; mais ayant placé du canon sur deux vaisseaux marchands, et ayant mis des troupes à bord, il éloigna par cette manœuvre les frégates, et profitant d'un bon vent, il arriva avec son embarcation à Head-of-Elk où il reçut d'importantes dépêches du général Washington. Le plan de campagne des ennemis venait d'être connu; il paraissait que la Virginie devait en être l'objet. Le général Phillips était parti de New-Yorck avec un corps de troupes pour renforcer Arnold. Le général mandait à Lafayette d'aller au secours de la Virginie. La tâche n'était pas facile; les hommes qu'il commandait étaient partis pour une courte expédition; ils tenaient aux États du nord où il existait encore de grands préjugés sur l'insalubrité de ceux du midi; on n'avait ni souliers ni chemises. Des négociants de Baltimore prêtèrent à

Lafayette sur son billet une somme d'argent suffisante pour avoir de la toile, deux mille guinées. Les dames de Baltimore, qu'il alla trouver à un bal donné pour son passage, se chargèrent de faire ces chemises. Les jeunes gens de la même ville formèrent une compagnie de dragons volontaires. La désertion se mettait dans son corps; Lafayette mit à l'ordre qu'il partait pour une opération difficile et dangereuse, qu'il espérait que les soldats ne l'abandonneraient pas, mais que quiconque voudrait s'en aller le pouvait à l'instant; et il renvoya deux soldats qui devaient être punis pour des fautes graves. Dès ce moment, la désertion cessa, pas un seul homme ne voulut le quitter; ce fut au point qu'un sous-officier, qu'un mal de jambe empêchait de suivre le détachement, loua à ses dépens un chariot pour ne pas s'en séparer. Cette anecdote fait honneur aux troupes américaines et mérite d'être citée.

Lafayette avait jugé que la capitale de la Virginie serait le principal objet de l'attaque des ennemis. Richmond était encombré de magasins; le pillage en eût été fatal. Lafayette marcha avec une telle rapidité que lorsque le général Phillips, arrivant devant Richmond, apprit que Lafayette y était de la veille au soir, il ne le voulut pas croire. Cependant, ayant été forcé de reconnaître la vérité, il n'osa pas attaquer les hauteurs de Richmond. Lafayette avait un convoi à faire passer dans les États du sud; il fit une forte reconnaissance sur

Petersburg; la menace d'une attaque y réunit les Anglais, et ce mouvement fait avec du canon et des préparatifs d'attaque, servit à faire filer un convoi de munitions et d'habillements dont le général Greene avait un besoin urgent. Après la mort du général Phillips qui expira le jour même de cette reconnaissance, Arnold écrivit par un parlementaire à Lafayette, qui refusa de recevoir sa lettre; il fit venir l'officier anglais, et avec beaucoup de politesses pour l'armée britannique lui dit qu'il ne consentirait jamais à correspondre avec son général actuel. Ce refus fit grand plaisir au général Washington et au public, et mit Arnold dans une situation très-pénible avec sa propre armée.

Lord Cornwallis, en entrant en Virginie par la Caroline, s'était débarrassé de tous ses équipages; il en fit de même pour toute l'armée réunie sous ses ordres. Lafayette se mit au même régime, et pendant toute cette campagne les deux armées couchèrent au bivac, ne portant que l'absolu nécessaire. De cette lutte active et décisive allait dépendre le sort de la guerre; car si les Anglais, qui portaient là tous leurs efforts de la campagne, se rendaient maîtres de la Virginie, non-seulement l'armée de Lafayette, mais celle de Greene qui tirait de là toutes ses ressources, étaient perdues; non-seulement la Virginie, mais tous les États au sud de la Chesapeake. Aussi les lettres du commandant en chef, en disant à Lafayette qu'il ne se dis-

simulait pas toutes ses difficultés, se bornaient-elles à lui demander de prolonger la défense de l'État le plus longtemps possible. Le résultat fut bien plus heureux que les vœux mêmes qu'on s'était permis de former dans le temps où tous les yeux et toutes les pensées commencèrent à se porter sur ce point décisif.

La scène militaire en Virginie allait donc devenir encore plus intéressante. Le général Greene avait marché par sa droite pour attaquer les postes de la Caroline méridionale, tandis que lord Cornwallis était dans la Caroline du nord. Cornwallis le laissa aller, et marchant également par sa droite, brûlant ses équipages et ses tentes pour marcher plus légèrement, il se porta rapidement sur Petersburg et transporta en Virginie le siége principal de la guerre. Le général Washington écrivit à Lafayette qu'il ne pouvait lui envoyer d'autre renfort que huit cents de ces Pensylvaniens révoltés qu'on avait formés de nouveau du côté de Lancaster. Lord Cornwallis avait eu, et généralement par le secours des nègres, les meilleurs chevaux de la Virginie. Il avait monté une avant-garde de Tarleton sur des chevaux de course qui, semblables à des oiseaux de proie, arrêtaient tout ce qu'ils pouvaient voir. Le corps actif de Cornwallis était de plus de quatre mille hommes, huit cents hommes montés. Les commandements se divisèrent de la manière suivante : le général Rochambeau restait à Rhode-Island avec son corps français ; Washing-

ton commandait en personne les troupes américaines devant New-Yorck; il appela quelque temps après le corps de Rochambeau. Ce lieutenant général français était à ses ordres comme les majors généraux américains; car Lafayette, en demandant ce secours de troupes, avait eu soin de stipuler de la manière la plus positive qu'il serait entièrement aux ordres de Washington. Les Américains avaient la droite; l'officier américain, à égalité de grade et de date, commandait l'officier français. Lafayette avait voulu donner à la république naissante tous les avantages et toute l'importance des puissances les plus grandes et les plus anciennement établies. Washington avait envoyé l'année précédente le général Greene pour commander dans les États du sud; la Virginie se trouvait nominalement dans ce commandement, et n'était point encore devenue le théâtre de la guerre; mais la distance entre les opérations de la Caroline et celles de la Virginie était si grande, les communications si difficiles, qu'il était impossible que Greene dirigeât ce qui se passait en Virginie. Lafayette y prit donc le commandement en chef, correspondant directement avec le général Washington, et dans l'occasion avec le congrès. Cependant il voulut que Greene conservât le titre de suprématie, et il n'envoya au quartier général que des copies de lettres au général Greene qui était son ami intime, de même que tous les deux avaient toujours été intimement et constamment liés avec

le général Washington. Aussi pendant cette campagne l'harmonie entre les généraux fut-elle parfaite et contribua-t-elle beaucoup au succès.

Lafayette, après avoir sauvé les magasins de Richmond, s'était hâté de les faire évacuer; il avait pris lui-même une position à Osborn, et mandait au général Washington qu'il y resterait, tant qu'on ne menacerait pas le côté faible qui était sa gauche. Lord Cornwallis ne tarda pas à le reconnaître, et Lafayette se retira avec son petit corps qui, en comptant les recrues et les milices réunies par le baron de Steuben, ne passait pas deux mille cinq cents hommes. Les jeunes gens les plus riches de la Virginie et du Maryland étaient venus le joindre comme dragons volontaires, et par leur intelligence, ainsi que par la supériorité de leurs chevaux, lui avaient rendu de grands services. Les Américains se retiraient de manière à ce que l'avant-garde de l'ennemi arrivât sur le terrain au moment où ils venaient de le quitter, et sans se compromettre, ils retardèrent le plus possible ses progrès. Wayne s'avançait avec le renfort de Pensylvaniens. Lafayette avait tout calculé pour que sa jonction pût être formée sans se mettre hors de portée de couvrir les magasins militaires des États du sud, qui étaient à la naissance des montagnes au haut de la Fluvana. Mais les Pensylvaniens tardèrent, il fallut que Lafayette choisît. Il alla joindre son renfort à Raccoon-Ford, et courut ensuite par marche forcée se mettre en mesure avec lord

Cornwallis qui avait eu le temps de faire un détachement à Charlottesville, et un au Fork de James-River. Le premier avait dissipé l'assemblée de Virginie, le second n'avait fait aucun mal important; mais le coup principal allait être frappé. Lord Cornwallis avait une bonne position à une marche des magasins, lorsque Lafayette arriva près de lui sur le chemin qui y conduisait. Il fallait passer contre l'armée anglaise en lui prêtant le flanc, et s'exposer à une défaite certaine; heureusement, il découvrit un chemin plus court inconnu depuis longtemps, qu'il fit réparer dans la nuit, et le lendemain, à la grande surprise du général anglais, il se trouva dans une position inexpugnable, entre lui et les magasins dont la perte aurait entraîné celle de toute l'armée du sud dont ils étaient toute la ressource; car il y avait une route derrière les montagnes que les Anglais n'interceptèrent jamais et par laquelle on pourvoyait aux besoins du général Greene. Lord Cornwallis, en se mettant à la poursuite de Lafayette, avait écrit une lettre qui fut interceptée, et où il se servait de cette expression : *The boy cannot escape me* *. Il s'était flatté de terminer par ce seul coup la guerre dans toute la partie méridionale des États-Unis, car il lui eût été facile de s'emparer de Baltimore et de marcher ensuite vers Philadelphie. C'est ainsi qu'il vit échouer la principale partie de son plan, et se re-

* L'enfant ne peut m'échapper.

tira sur Richmond où Lafayette qui, dans sa nouvelle position, avait été joint par un corps de *riflemen*, avertis d'avance de s'y rendre tel jour, ainsi que par quelques milices, suivit pas à pas le général anglais, sans cependant compromettre dans une affaire l'infériorité de ses forces. Elles augmentaient peu à peu. Lord Cornwallis crut devoir évacuer Richmond; Lafayette le suivit et fit attaquer son arrière-garde par le colonel Butler, près de Williamsburg. Il se passa encore quelques manœuvres de ce côté, dont le but principal, de la part de Lafayette, fut de persuader à lord Cornwallis que ses forces étaient plus considérables qu'elles ne l'étaient en effet. Les Anglais évacuèrent Williamsburg, et passèrent James-River à James-Island. Il y eut là une action assez vive entre l'armée anglaise et l'avant-garde que Lafayette avait prise pour les attaquer au passage de la rivière. Lord Cornwallis avait disposé les premières troupes de l'autre côté, de manière à persuader que la plus grande partie de ses troupes avait passé. Quoique tous les rapports fussent unanimes à cet égard, Lafayette se douta de cette feinte, et pour mieux reconnaître lui-même, il quitta son détachement pour aller sur une langue de terre d'où il était plus facile de voir le passage des ennemis. Pendant ce temps, une pièce de canon, exposée sans doute à dessein, tenta le général Wayne, officier plein de bravoure et très-entreprenant. Lafayette trouva à son retour l'avant-garde engagée contre des forces

très-supérieures; il la retira néanmoins après un combat court mais très-vif, en bon ordre et sans échec. On répandit qu'il avait eu un cheval tué sous lui, mais c'était le cheval de main que l'on conduisait à ses côtés *. L'armée anglaise poursuivit sa route jusqu'à Portsmouth; elle vint ensuite par eau prendre poste à Yorcktown et à Glocester sur la rivière d'Yorck. Il restait encore une garnison à Portsmouth. Lafayette fit des démonstrations d'attaque, et cette garnison se réunit au corps d'armée à Yorcktown.

C'est là que Lafayette souhaitait passionnément

* M. Marshall rend compte de l'affaire de Jamestown. Il n'y eut d'autre milice que les *riflemen*, jetés en avant dans le bois. Ils jetèrent à bas trois commandants successifs de l'avant-poste placé par Cornwallis pour qu'on ne vît pas ce qui se passait derrière. Cette obstination à couvrir la position donna du soupçon à Lafayette, malgré l'unanimité des avis qu'il ne restait plus là qu'une arrière-garde. Dès qu'il eut vu de la langue de terre avancée que ceux qui avaient passé étaient disposés de manière à paraître nombreux, il revint à toutes jambes; mais le général Wayne s'était laissé tenter. Heureusement que voyant son erreur il s'y était présenté de bonne grâce, étant un brave et bon officier; heureusement aussi Lafayette n'avait poussé en avant que les Pensylvaniens, et avait laissé l'infanterie légère à portée de les secourir. La première moitié de ses troupes continentales se retira sur l'autre, et le tout fut placé de manière à ce que lord Cornwallis craignît une embuscade, d'autant mieux, comme l'observe M. Marshall, qu'il avait toujours été trompé sur la force de l'armée de Lafayette. (*Manuscrit* n° 2.)

de réunir l'armée anglaise. Tel était le but de tous ses mouvements depuis qu'un peu d'accroissement de ses forces lui avait permis de penser à autre chose qu'à se retirer sans être détruit et à sauver les magasins. Il savait qu'une flotte française devait arriver des îles sur la côte américaine. Son principal objet avait été de repousser lord Cornwallis du côté de la mer, et de l'enlacer dans les rivières de manière à ce qu'il ne pût avoir de retraite. Les Anglais au contraire se croyaient dans une bonne position, en étant possesseurs d'un port de mer où ils pouvaient recevoir des secours de New-Yorck, et communiquer avec les différentes parties de la côte. Une circonstance fortuite, mais bien heureuse, augmenta leur sécurité. Tandis que Lafayette, plein d'espérances, mandait au général Washington qu'il prévoyait pouvoir pousser lord Cornwallis dans une situation où il serait facile, avec une assistance maritime, de lui couper toute retraite, le général, qui avait toujours cru que Lafayette serait bien heureux de sauver la Virginie sans être entamé, lui parlait du projet d'attaque contre New-Yorck, lui permettant d'y venir prendre part, s'il le voulait, mais représentant en même temps que l'armée de Virginie avait grand besoin qu'il restât à sa tête. Les deux lettres se croisèrent, celle de Lafayette arriva à bon port, et Washington se prépara d'avance à profiter de la situation de lord Cornwallis. La lettre du général Washington fut interceptée, et les Anglais, voyant cette

communication confidentielle, ne doutèrent pas que New-Yorck ne fût l'objet des Américains; aussi leur sécurité à Yorcktown fut-elle entière *.

Cependant le comte de Grasse arrivait avec une armée navale et trois mille hommes de troupes de débarquement **. Il trouva aux atterrages du cap

* James Moody rendit un mauvais service à ceux qui l'employaient en s'emparant dans les Jerseys de la malle des lettres. Il s'y trouva entre autres celles où le général Washington informait Lafayette des projets contre New-Yorck. Elles contenaient une communication confidentielle, amicale, de la main du général, qui ne pouvait laisser aucun doute; on trouve ces lettres dans les publications des généraux Clinton et Cornwallis l'un contre l'autre, qui contiennent aussi des lettres de Lafayette interceptées. Mais les ennemis ne prirent pas celles où le général Lafayette rendait compte au général Washington de ses manœuvres, de ses espérances et de tout ce qui détermina le commandant en chef à adopter le projet de Virginie, ni les réponses faites en conséquence par Washington; de manière que lorsque les troupes combinées firent leurs premières marches vers le sud, le général Clinton resta encore dans l'illusion produite par ce singulier hasard de la capture de la malle des lettres par James Moody. (*Manuscrit* n° 2.)

** « Les instances du comte de Rochambeau contribuèrent beaucoup à déterminer le parti que prit le comte de Grasse de venir avec la totalité de sa flotte, d'y embarquer les trois mille deux cents hommes qui se joignirent en arrivant à l'armée de Lafayette, et de se porter droit sur le cap Henry en Virginie. C'est une obligation de plus que la cause commune des alliés eut au général Rochambeau, qui d'ailleurs par ses talents, son expérience, sa modération, sa subordination au com-

Henry le colonel Gimat, Français de naissance et commandant de bataillon américain, chargé des dépêches de Lafayette. Il rendait compte à l'amiral de sa position militaire, de celle des ennemis, et le conjurait d'entrer à pleines voiles dans la Chesapeake ; de pousser des frégates dans le James-River pour garder ce passage ; de bloquer la rivière d'Yorck ; de faire remonter deux bâtiments au-dessus de la position de lord Cornwallis, avant que les batteries du côté de l'eau eussent été mises en état à Yorcktown et à Gloucester. Le comte de Grasse adhéra à ces propositions, excepté à celle de faire forcer les batteries par deux vaisseaux, ce qui eût rendu le blocus de Cornwallis par les troupes de terre encore plus facile. Le marquis de St.-Simon débarqua avec trois mille hommes à James-Island. Lafayette réunit un petit corps dans le comté de Gloucester, se porta lui-même avec les forces américaines sur Williamsburg, où il fut joint par le corps du marquis de St.-Simon, qui vint se ranger sous ses ordres, de manière que lord Cornwallis se trouva tout à coup comme par enchantement bloqué par mer et par terre. L'armée combinée aux ordres de Lafayette était placée dans une excellente position à Williamsburg. On ne pouvait y arriver

mandant en chef, son respect pour le pouvoir civil, son maintien de la discipline, prouva que c'était un excellent choix du roi de France pour le commandement du corps auxiliaire envoyé aux États-Unis. (*Note de M. de Lafayette.*)

que par deux passages difficiles et bien gardés. Lord Cornwallis s'y présenta pour tâcher d'échapper par une attaque de vive force; mais ayant reconnu l'impossibilité de les forcer, il ne s'occupa plus que d'achever promptement les fortifications de Yorcktown; ses espérances diminuèrent encore, lorsque le comte de Grasse, n'ayant laissé que les vaisseaux nécessaires au blocus, et étant sorti pour combattre l'amiral Graves, eut forcé les Anglais à s'éloigner, et revint prendre sa place dans la baie. L'amiral français était néanmoins impatient de retourner aux îles; il voulait qu'on prît Yorcktown de vive force. Le marquis de St.-Simon était du même avis; tous deux représentèrent vivement à Lafayette qu'il était juste, après une campagne si fatigante, si longue et si heureuse, que la gloire de faire mettre bas les armes à Cornwallis appartînt à celui qui l'avait réduit à cette position. L'amiral lui offrit d'envoyer pour l'attaque non-seulement les garnisons des vaisseaux, mais tous les matelots qu'il voudrait demander. Lafayette fut sourd à cette tentation, et répondit que le général Washington et le corps du général Rochambeau ne tarderaient pas à arriver; qu'il valait mieux accélérer ce moment que de le prévenir par une attaque meurtrière qui, pour une vaine gloire personnelle, ferait verser beaucoup de sang, tandis qu'on était sûr, après l'arrivée des secours, de prendre l'armée ennemie par une attaque régulière, en épargnant la vie des soldats qu'un bon général doit

ménager autant qu'il est en lui, et surtout dans un pays où les remplacements étaient si difficiles. Le général Washington et le comte de Rochambeau arrivèrent les premiers; ils furent bientôt suivis de leurs troupes; mais dans ce moment même, l'amiral de Grasse écrivit qu'il était forcé de retourner aux îles. Toute l'expédition allait manquer, le général Washington pria Lafayette d'aller dans la baie à bord de l'amiral pour le faire changer d'avis; il y réussit, et le siége de Yorcktown commença. Le comte de Rochambeau y commandait les Français, y compris le corps de St.-Simon; les Américains étaient partagés en deux divisions; l'une sous le major général Lincoln qui était venu du nord avec quelques troupes, l'autre sous le général Lafayette qui avait été joint par deux bataillons de plus de l'infanterie légère sous les ordres du colonel Hamilton. Il devint nécessaire d'attaquer deux redoutes. Une de ces attaques fut confiée au baron de Viomenil, l'autre au général Lafayette. Le premier ayant témoigné avec un peu de jactance l'idée qu'il avait de la supériorité des Français pour une attaque de ce genre, Lafayette, un peu piqué, lui dit : « Nous sommes de jeunes soldats, et n'avons » qu'une tactique en pareil cas; c'est de décharger » nos fusils et d'entrer tout droit, à la baïonnette. » Il conduisit les troupes américaines dont il donna le commandement au colonel Hamilton, ayant sous lui les colonels Laurens et Gimat. Les troupes américaines enlevèrent la redoute à la baïonnette.

Comme le feu des Français durait encore, Lafayette envoya un aide de camp demander au baron de Viomenil s'il avait besoin d'un secours américain *; mais les Français ne tardèrent pas à s'emparer de la redoute, et ce succès détermina bientôt après la capitulation de lord Cornwallis (19 octobre 1781). On doit rappeler ici un trait qui fait honneur à l'humanité américaine. Les Anglais s'étaient souillés plusieurs fois, et récemment à New-London, par le meurtre de garnisons prisonnières. Le détachement du colonel Hamilton n'abusa pas un instant de la victoire; et dès que les ennemis eurent mis bas les armes, ils ne reçurent aucun mauvais traitement. Le colonel Hamilton se distingua beaucoup à cette attaque **.

* Les Français furent à cette occasion très-frappés du sang-froid d'un des officiers que Lafayette avait envoyés au baron de Viomenil, peut-être avec le plaisir secret de constater cet avantage des troupes américaines. Quoi qu'il en soit, le major Barber fut blessé par le vent d'un boulet qui lui fit une contusion au côté, mais il ne consentit à se laisser panser que lorsqu'il eut été rendre compte de sa commission. (*Manuscrit n°* 2.)

** L'humanité des soldats américains dans cet assaut est attestée par tous les historiens. La lettre suivante doit être citée :

« A l'éditeur du journal *the Evening Post*. New-Yorck, 2 août 1802.

» Monsieur, trouvant qu'une anecdote dès longtemps répandue, et dans des circonstances qui, on pouvait du moins l'attendre, devaient la condamner à l'oubli, a été récemment

Lord Cornwallis avait demandé dans la capitulation de sortir tambours battants et drapeaux déployés; le comte de Rochambeau et les officiers français étaient d'avis de le lui accorder; les généraux américains ne combattaient point cette opinion; Lafayette se rappelant que les mêmes ennemis avaient forcé le général Lincoln, lors de la

renouvelée et a acquis une sorte d'importance en étant répétée dans différentes publications tant en Europe qu'en Amérique, c'est un devoir pour moi à qui dans cette occasion on a fait des compliments aux dépens des généraux Washington et Lafayette, d'en arrêter la propagation et le crédit par un explicite désaveu.

» Ce conte porte en substance que le général Lafayette, avec l'approbation ou la connivence du général Washington, m'ordonna, comme commandant l'attaque d'une redoute anglaise dans le cours du siége de Yorcktown, de mettre à mort tous ceux des ennemis qui seraient pris dans la redoute, et que par des motifs d'humanité je m'abstins d'exécuter cet ordre. Je déclare positivement, et sans équivoque, que je n'ai jamais reçu ni jamais entendu dire qu'on ait donné un ordre semblable, ni aucune *intimation* ou insinuation qui y ressemble. Il est inutile d'entrer dans l'explication des circonstances du fait dont on veut parler, et qui selon toute apparence a donné lieu à cette calomnie; il suffit de dire qu'elles n'avaient aucun rapport avec un acte quelconque de l'un ou de l'autre des deux généraux qui ont été accusés.

» Je suis avec considération, Monsieur, votre très-obéissant serviteur.

» A. Hamilton. »

Le fait auquel il est fait allusion dans cette lettre a été raconté dans la Vie de Hamilton publiée par son fils. Peu de

capitulation de Charlestown, à tenir ployés les drapeaux américains, et à ne pas jouer une marche anglaise, insista fortement pour qu'on usât de représailles à leur égard, et obtint que la capitulation exigerait ces deux conditions. Lord Cornwallis ne défila point avec les troupes. Les généraux Washington, Rochambeau et Lafayette l'envoyèrent complimenter par leurs aides de camp. Il retint celui de Lafayette, le jeune George Washington, et lui dit, qu'ayant fait cette longue campagne contre le général Lafayette, il souhaitait, d'après le prix qu'il mettait à son estime, lui rendre un compte particulier des motifs qui l'avaient forcé à se rendre. Il lui dit une partie des choses qui depuis se sont retrouvées dans sa discussion avec le général Clinton. Lafayette alla le lendemain le voir. « Je connais, lui dit lord Cornwallis, votre humanité envers les prisonniers, je vous recommande ma pauvre armée. » Cette recommandation étant faite d'un ton de confiance purement personnelle, et qui affectait d'en témoigner peu

temps avant la prise de Yorcktown, un colonel Scammell, surpris dans une reconnaissance par les Anglais et fait prisonnier, avait été blessé mortellement. A la prise de la redoute, lorsque le colonel Cambell qui commandait s'avança pour se rendre, un capitaine qui avait servi sous Scammell, saisit une baïonnette et voulut le frapper; Hamilton détourna le coup et Cambell s'écriant : « Je me place sous votre sauvegarde », fut fait prisonnier par Laurens. (*The life of A. Hamilton*, t. I, chap. 14.)

pour les Américains, Lafayette lui répondit : « Vous savez, Milord, que les Américains ont tou- » jours été humains envers les armées prisonniè- » res ; » faisant allusion à la prise du général Burgoyne à Saratoga *. En effet, l'armée anglaise fut traitée avec tous les égards possibles.

Quoique les troupes françaises eussent sous tous les rapports l'état d'auxiliaires, les Américains s'empressèrent de leur accorder les préférences de nourriture et tous les autres soins qui dépendaient

* Lord Cornwallis prétexta une indisposition pour ne pas sortir à la tête de ses troupes; elles furent commandées par le général O'Hara, et après avoir passé les deux haies de l'armée américaine et française, elles mirent bas les armes à l'ordre du général Lincoln. Les généraux Washington, Rochambeau et Lafayette, envoyèrent chacun un aide de camp complimenter lord Cornwallis. Il retint l'aide de camp de Lafayette, le major Washington, neveu du général, pour lui dire qu'il mettait du prix à ce que le général contre lequel il avait fait cette campagne fût persuadé qu'il ne s'était rendu que par l'impossibilité de se défendre plus longtemps. Les généraux américains et français et les Anglais se visitèrent, et tout se passa avec toutes sortes d'égards, principalement envers lord Cornwallis, un des caractères les plus estimés en Angleterre, et qui passait pour leur meilleur général... O'Hara ayant dit un jour à la table des généraux français, faisant semblant de ne pas vouloir être entendu du général Lafayette, qu'il regardait comme heureux de n'avoir pas été pris par les Américains seuls : « C'est apparemment, repartit celui-ci, » que le général O'Hara n'aime pas les répétitions. » En effet il avait été pris avec Burgoyne, et l'a été une troisième fois à Toulon. (*Manuscrit* n° 2.)

d'eux. Il est assez remarquable que lorsque les troupes du marquis de St.-Simon joignirent celles de Lafayette, le jeune général, quoique Français, prit sur lui d'ordonner qu'on ne délivrât de farine aux troupes américaines que lorsque les Français auraient reçu trois jours de provisions complets. Aussi les Américains n'avaient-ils presque jamais que de la farine de maïs. Il fit prendre les chevaux des *gentlemen* du pays pour monter les hussards français, et les officiers supérieurs eux-mêmes cédèrent leurs propres chevaux; et cependant il ne s'éleva pas la moindre plainte sur ces préférences que les soldats américains reconnaissaient devoir être accordées à des étrangers qui venaient de loin combattre pour leur cause *.

La nouvelle de la prise de Yorcktown fut portée en France par une frégate française qui fit le trajet en dix-huit jours. Les Anglais furent consternés de cette nouvelle; elle détermina la chute du ministère de lord North. On sentit à Londres, comme dans toute l'Europe, que cet échec décisif avait déterminé le sort de la querelle entre l'Angleterre et les États-Unis, et depuis cette époque il ne fut plus question que de reconnaître l'indépendance à des conditions avantageuses pour la Grande-Bretagne. Le général Washington et La-

* Voyez à la fin du volume un précis stratégique de toute cette campagne de Virginie, rédigé également par les soins de M. de Lafayette. (*Pièces n° 1*).

fayette avaient voulu profiter de la supériorité du comte de Grasse pour attaquer Charlestown, et ce qui restait d'anglais dans les États du sud. Lafayette devait prendre son infanterie légère, les grenadiers et chasseurs français, ainsi que le corps de St.-Simon, et aller débarquer du côté de Charlestown, pour coopérer avec le général Greene qui commandait toujours dans la Caroline. Il est évident que ce projet eût réussi. On a su depuis que lord Cornwallis, voyant Lafayette monter dans un canot pour se rendre à la flotte du comte de Grasse, dit à quelques officiers anglais : « Il va décider la perte de Charlestown. » Mais l'amiral se refusa obstinément à toute opération sur la côte de l'Amérique septentrionale *.

* Le général Lafayette aurait pris deux mille Américains et le corps de St.-Simon, qui en débarquant près de Charlestown du côté de la mer, bien moins défendu que le côté de terre, aurait coopéré avec les troupes du général Greene, aurait assuré la prise de cette capitale de la Caroline, et de tout ce qui restait d'Anglais au sud de New-Yorck. On se rabattit à la demande que Lafayette avec ces cinq mille hommes prît les mille hommes qui étaient à Wilmington, et qui furent tellement frappés du danger qu'ils avaient couru, qu'ils ne gardèrent pas ce poste. Enfin, on se borna à demander à l'amiral de conduire le général Wayne et son détachement envoyé pour renforcer l'armée de Greene; il ne le voulut pas. On a su depuis que lorsque Lafayette revenant de sa dernière visite à l'amiral, débarqua à Yorcktown, lord Cornwallis, qui y était encore, dit à ses officiers : « Je parie qu'il vient de machiner notre ruine à Charlestown. » Les Anglais sont convenus

Le général Lafayette se rendit ensuite au congrès. L'heureuse issue de cette campagne, à l'âge de vingt-quatre ans, était un succès aussi flatteur pour lui qu'il avait été déterminant pour la cause américaine. Il prit les instructions du congrès relativement aux affaires des États-Unis en Europe, et alla s'embarquer à Boston, sur la frégate *l'Alliance*. Il arriva en vingt-trois jours en France. La réception qu'on lui fit, et le crédit dont il jouissait à la cour et dans le monde, furent constamment et utilement employés au service de la cause qu'il avait embrassée.

que cette expédition était immanquable, mais le comte de Grasse ne crut pas devoir perdre plus de temps sur la côte de l'Amérique du nord avant de retourner à la défense des Antilles. (*Manuscrit* n° 2.)

CORRESPONDANCE.

1779, 1780, 1781.

A M. DE VERGENNES *.

Ce 14 février 1779.

MONSIEUR,

Le désir de suivre les ordres du roi avec l'exactitude la plus ponctuelle, me fait prendre la liberté de vous importuner pour mieux connaître mon devoir. La défense que m'a fait M. le Maréchal de Noailles n'avait point d'exclusion en faveur d'un homme dont cependant je ne crois pas que la visite me soit interdite. M. le docteur Franklin devait me joindre ce matin à Versailles, si j'y eusse été,

* Pour cette période de trois années, nous ne possédons pas, comme pour la précédente, un grand nombre de lettres de famille et d'intimité. Nous avons inséré toutes celles de ce genre qui ont pu être retrouvées. En revanche plus de deux cents lettres politiques, diplomatiques ou militaires, sont dans nos mains. Nous n'en publions pas le tiers, quoiqu'il y en ait bien peu qui ne pussent avoir quelque prix pour l'historien de la révolution d'Amérique. Nous rappellerons une dernière fois que toutes les lettres écrites à des Américains ou par des Américains sont des traductions.

pour me communiquer des affaires qu'il dit être importantes. Je lui ai mandé les raisons qui me retenaient à Paris, mais je n'ai pas cru devoir refuser une conversation qui peut n'être pas entièrement inutile au service du roi. Il doit venir demain matin, et j'espère que vous joindrez à vos bontés celle de me faire mander quelle doit être ma conduite à cet égard.

Permettez-moi, Monsieur, de vous apprendre que j'ai entendu plusieurs personnes parler d'une expédition qui avait des rapports avec le projet proposé par le congrès. J'ose me flatter que je ne vous suis pas assez inconnu, pour croire qu'aucun lien de sang ou d'amitié pût me faire oublier le profond secret qu'on doit à tout ce qui peut intéresser les affaires de l'État; j'ai joint un peu d'habitude sur cet article à mon caractère naturel. Ma seule raison en vous prévenant est donc d'ajouter ici que l'indiscrétion de plusieurs membres du congrès et le nombre d'officiers revenant d'Amérique répandront toujours des bruits impossibles à étouffer. La vérité ne pourra rester cachée qu'en se perdant dans la foule des fausses nouvelles; c'est la seule ressource qui a pu sauver nos secrets en Amérique de quelques inconvénients de la forme du gouvernement.

J'ai l'honneur, etc.

DU GÉNÉRAL WASHINGTON

A M. DE LAFAYETTE *.

Au camp de Middlebrook, 8 mars 1779.

MON CHER MARQUIS,

Je regrette extrêmement que ma lettre de Philadelphie et les pièces y incluses n'aient pas atteint Boston avant votre départ de ce port. Elle a été écrite aussitôt que le congrès eut décidé les différentes questions qui faisaient le sujet de la lettre que le président vous adressait, et elle avait été confiée au messager chargé de ses dépêches pour cette ville.

M. de La Colombe m'a fait l'honneur de me remettre vos lettres, et sera probablement porteur de mes remercîments pour la manière affectueuse dont vous m'avez exprimé vos sentiments dans vos derniers adieux. Rien pour moi ne peut être plus flatteur ni plus doux; et il n'est rien que je désire plus que les occasions de vous donner des preuves réelles de mon affection et de mon dévouement.

* Nous croyons que cette lettre ne parvint pas à M. de Lafayette.

Il n'est rien arrivé d'important depuis que vous nous avez quittés, si ce n'est l'entrée de l'ennemi dans la Géorgie et la prise de la capitale, et qui peut bien augmenter ses ressources du côté des provisions, mais ajoutera très-peu à l'éclat de ses armes. Car, semblable à l'île sans défense de Sainte-Lucie, ce pays n'exige qu'une force apparente pour en effectuer la conquête, la milice entière de l'État n'excédant pas douze cents hommes, dont beaucoup sont désaffectionnés. Le général Lincoln rassemble des forces pour reprendre cette conquête, et ma seule crainte est qu'il ne précipite son entreprise, sans attendre d'être complétement prêt pour l'exécution. A New-Yorck et à Rhode-Island, l'ennemi est demeuré tranquille jusqu'au 25 du mois dernier, jour où il a fait une tentative pour surprendre le poste d'Élisabethtown; mais en tombant dans ce poste, se trouvant étroitement pressé et mis en danger par les détachements de mon armée qui marchaient sur lui, il a fait une retraite précipitée à travers un marais profond et fangeux, après avoir abandonné tout son butin; mais non sans avoir auparavant, suivant sa coutume, mis le feu à deux ou trois maisons. Le régiment d'Anspack et quelques autres troupes sont partis de Rhode-Island pour New-Yorck.

Nous sommes heureux des assurances et des preuves répétées de l'amitié de notre grand et bon allié, qui, nous en avons l'espoir et la confiance, aura pu, avant l'arrivée de cette lettre, se féliciter

de la naissance d'un prince et ressentir toute la joie que doit donner à la nation le spectacle de la félicité royale. Nous nous flattons aussi qu'avant la même époque, les rois d'Espagne et des Deux-Siciles auront pu être salués du titre d'alliés des États-Unis, et nous ne sommes pas peu satisfaits d'apprendre par de bonnes autorités que les sollicitations et les offres de la Grande-Bretagne à l'impératrice de Russie ont été rejetées. Nous ne sommes pas non plus fort mécontents de voir que les ouvertures de la ville d'Amsterdam, pour entrer en relation commerciale avec nous aient été faites en des termes si nets et si précis. Ces favorables sentiments témoignés par des princes et des États si puissants ne peuvent être qu'intéressants, honorables et rassurants aux yeux de gens qui ont lutté contre l'obstacle et le malheur pour maintenir les droits et assurer les libertés de leur patrie. Mais malgré ces flatteuses apparences, le roi d'Angleterre et ses ministres continuent de nous menacer de la guerre et de ses ravages. Quelques mois cependant décideront si c'est la guerre ou la paix que nous devons attendre. Nous nous préparons pour toutes deux. Si la première se prolonge, je ne désespère pas d'en partager encore avec vous en Amérique les fatigues et les dangers; mais si la seconde a lieu, je conçois bien peu l'espérance de voir les amusements champêtres d'un monde enfant et la scène étroite d'un théâtre américain détourner votre attention et vos services des plaisirs d'une

cour, et de la part active que vous serez sans doute appelé à prendre aux affaires de votre gouvernement. Le soldat alors aura fait place à l'homme d'État; et les occupations de cette nouvelle carrière ne vous laisseront le temps ni de revoir ce continent, ni de penser aux amis qui gémiront de votre absence.

Les troupes américaines sont encore sous des huttes, mais dans un pays plus agréable et plus fertile que l'hiver dernier à Valley-Forge; et elles sont mieux portantes et mieux vêtues qu'elles n'ont jamais été depuis la formation de l'armée. Madame Washington est actuellement avec moi et vous offre ses sincères compliments; et si ceux d'étrangers inconnus peuvent être convenablement offerts et doivent être accueillis, nous désirons également que les nôtres soient présentés à votre aimable femme. Nous espérons avec confiance que votre passage a été court, agréable et sûr, et que vous jouissez de tout le bonheur que peut donner le sourire d'un gracieux prince, d'une femme chérie, d'amis dévoués, et l'attente d'un grand avenir. A présent que j'ai satisfait à votre demande, en vous écrivant une longue lettre, j'ajouterai seulement qu'avec les plus purs sentiments d'attachement, avec l'estime et l'amitié la plus vive, je suis, mon cher marquis, etc.

P. S. Harrison et Meade sont en Virginie. Tous les autres officiers de mon état-major se réunissent

bien cordialement pour vous offrir leurs plus sincères compliments.

10 mars 1779. Je reçois au moment même les lettres qui étaient dans les mains du major Nevill, accompagnées des vôtres du 7 et du 11 janvier. Le major lui-même n'est pas encore arrivé au quartier général, étant, m'a-t-on dit, très-malade. J'ai encore à vous remercier, mon cher ami, des sentiments répétés d'affection et d'amitié qui respirent si visiblement dans votre lettre d'adieu, et à vous assurer que j'en garderai toujours un souvenir profond et reconnaissant. Le major Nevill aura mon consentement pour retourner en France, si sa santé le lui permet, et si la sanction du congrès peut être obtenue; car il en est référé à lui pour toutes les demandes de permission de sortir des États-Unis formées par des officiers.

A M. DE VERGENNES.

Paris, ce 1er avril 1779.

Monsieur,

D'après ce que m'avait dit M. de Sartine, j'ai prié hier M. de Chaumont d'envoyer chercher le capitaine Jones, et quoique le lieu de sa demeure

actuelle soit inconnu, notre courrier fera son possible pour l'amener bientôt. Je l'ai chargé d'une lettre assez pressante pour Jones, et comme le docteur Franklin n'était pas chez lui, j'y en ai laissé une, où je donnais à notre désir de voir le capitaine, l'air d'une consultation plutôt que d'un projet formé. Le temps que j'ai passé avec M. de Chaumont m'a mis à portée de connaître ce que je vais avoir l'honneur de vous confier *.

L'armement du *Bonhomme Richard* (le vaisseau de 50 canons) s'avance le plus lentement possible.

* On a vu dans le récit quelques mots relatifs à cet armement. Deux frégates sous pavillon américain devaient être mises sous les ordres de Paul Jones, et M. de Lafayette eût commandé la petite armée destinée à descendre à l'improviste sur la côte occidentale de l'Angleterre, et à rançonner au profit des finances américaines Bristol, Liverpool, et d'autres places de commerce. Mais cette expédition ne tarda pas à être jugée au-dessous de la position de M. de Lafayette; et l'idée en fut abandonnée pour le plan d'une descente en Angleterre qui eût été opérée par les forces combinées de la France et de l'Espagne. Les lenteurs de cette dernière puissance firent plus tard manquer ce projet; et tout se réduisit à la course de Paul Jones, et au combat du *Bonhomme Richard* et du *Serapis*. Voyez plus bas les premières lettres au congrès et à Washington. On trouve aussi dans un recueil de lettres familières de Franklin une lettre relative à cette affaire, et le billet écrit par M. de Lafayette à Paul Jones au moment où elle fut abandonnée. (*A Collection of the familiar letters and miscellaneous papers of B. Franklin.* Boston, 1833. *Washington's writings*, t. VI, *Appendice*, VIII.)

Le refus de ce qu'on trouverait dans les magasins du roi, et principalement des canons, retardera notre expédition d'un grand mois, parce qu'il en sera de même de tous les autres bâtiments. La seule manière d'obvenir à tant de lenteur serait de charger un seul homme de cet armement, et de l'envoyer dans les ports avec l'ordre de prendre tout ce qui sera nécessaire.

J'ai découvert que Jones avait un petit plan d'entreprise tramé sous la direction de M. Garnier et où M. de Chaumont était mêlé. La manière dont M. de Sartine l'a fait venir mettant M. de Chaumont dans une demi-confidence, la plus dangereuse de toutes, parce qu'elle éclaire sans engager, je pense qu'il vaudrait autant à présent de lui communiquer le secret de l'armement sans dire celui de l'expédition, et le charger d'y employer toute son activité. L'autre personne n'aurait plus alors à s'en mêler, et d'après des ordres reçus de M. de Sartine, il m'a paru par ce que disait M. de Chaumont que *le Bonhomme Richard* et d'autres bâtiments, si l'on voulait, seraient en état avant trois semaines.

Je compte avoir l'honneur de vous faire ma cour samedi après dîner; si vous approuvez mon idée, Monsieur le comte, on pourrait faire venir chez vous M. de Chaumont ou tel autre qu'il vous plaira, car par la voie ordinaire nous ne finirons jamais. J'espère qu'en faveur de l'aversion que m'inspirent les délais en affaires militaires, et en faveur d'un projet que vous appréciez, vous voudrez bien

pardonner l'importunité que ma confiance vous donne.

J'ai l'honneur d'être avec un respect et un attachement bien sincères, etc.

Permettez-moi de vous confier sous le même secret la crainte où je suis qu'on n'ait pas encore expédié des ordres dans tous les ports.

A M. DE VERGENNES.

Paris, ce 26 avril 1779.

Monsieur,

Permettez-moi d'avoir l'honneur de vous communiquer une idée dont le succès, tout incertain qu'il est encore, dépendrait peut-être de votre approbation. Nos moyens d'attaque ou de défense étant calculés sur nos forces maritimes, ne serait-ce pas rendre un service à la cause commune, que d'augmenter pour un temps celles de nos alliés? Acheter des vaisseaux serait bien cher pour une nation aussi dénuée d'argent; en louer remplirait l'objet désiré et nous mettrait à portée de faire telles diversions ou entreprendre telles opérations dont, suivant mes très-faibles lumières, je crois voir la nécessité.

Ne pensez-vous pas, Monsieur le comte, que si, sans faire tort à sa petite flotte d'observation, le roi de Suède prêtait à l'Amérique quatre vaisseaux de ligne avec la moitié de leur équipage, que les États-Unis s'engageraient à rendre dans un an à telles ou telles conditions, ce marché pourrait nous devenir avantageux? Les bâtiments nous arriveraient sous pavillon suédois, la France ne se mêlerait de rien, nous les achèterions dans le port, nous les ferions commander par des officiers bleus, et ils prendraient le pavillon américain au moment de leur sortie. Il faudrait seulement savoir si la France s'engagerait à répondre de telle somme pour le loyer, et à donner des secours pour la perfection de l'armement. Si même le premier article souffrait des difficultés, le gouvernement ne s'engagerait que dans les cas qui excéderaient le montant de ma fortune.

Je n'ai point encore parlé de ce projet à M. le docteur Franklin, mais j'ai tâté l'ambassadeur de Suède dont j'ai été fort content. Il m'a demandé une lettre écrite à lui, qu'il enverrait à son roi; et lorsque j'ai vu que cette idée d'un moment pouvait avoir des suites, je me suis empressé de vous la confier en demandant vos ordres. M. l'ambassadeur de Suède dit que les bâtiments seraient ici dans deux mois et demi; par conséquent, en préparant le reste de l'armement, le tout pourrait être en mer au mois d'août, et arriver à Rhode-Island, aux Bermudes ou partout ailleurs en Amé-

rique, dans le mois d'octobre qui est encore assez beau.

Il faudrait alors, Monsieur le comte, que le docteur Franklin envoyât un homme sûr, ou ce qui serait mieux, que vous voulussiez lui en donner un sur lequel il pût compter. L'engagement proposé renfermant des promesses et surtout des espérances de commerce, diminuerait l'article de l'argent qu'il faudrait sacrifier. Mandez-moi, je vous prie, Monsieur le comte, si ce petit roman a des inconvénients, et s'il faut que je suive ou arrête ma proposition.

J'ai l'honneur, etc.

Si pendant que nous arrangeons la négociation de Suède, les contributions d'Angleterre nous rendaient quelque chose, je pourrais rappeler encore un projet favori.

AU PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Saint-Jean-d'Angely, près Rochefort, 12 juin 1779.

MONSIEUR,

Je ne puis mieux exprimer au congrès combien je me trouve heureux toutes les fois qu'il se présente une occasion sûre de lui écrire, qu'en lui rappelant cette affection et cette reconnaissance

sans bornes dont je serai toujours pénétré. Ces sentiments sont si profondément gravés dans mon cœur, que je m'afflige chaque jour de la distance qui me sépare de l'Amérique, et je ne désire rien aussi passionnément que de retourner dans ce pays dont je me regarderai toujours comme citoyen. Aucun plaisir n'égale celui que j'éprouverais en me retrouvant au milieu de cette libre et libérale nation dont l'affection et la confiance me sont si honorables, pour combattre de nouveau avec ces frères d'armes, à qui je dois tant. Mais le congrès sait que les premiers plans ont été changés par lui-même, d'autres jugés impossibles parce qu'ils étaient présentés trop tard *. Je ferai usage en conséquence du congé qu'il a bien voulu m'accorder, pour servir la cause commune auprès de mes concitoyens ses alliés, jusqu'au moment où d'heureuses circonstances me ramèneront aux rivages américains, d'une façon qui puisse rendre ce retour plus utile aux États-Unis. Les intérêts de l'Amérique, je les regarderai toujours comme ma principale affaire tant que je serai en Europe. Toute confiance du roi et des ministres, toute popularité parmi mes compatriotes, tous les moyens dont je pourrai disposer, seront, de mon mieux et jusqu'à la fin de ma vie, employés pour une cause si chère à mon cœur. Je crois inutile de rappeler

* Il s'agit d'un projet d'expédition en Canada et d'autres plans du même genre.

ce que j'ai fait et dit jusqu'à présent; mon zèle ardent est, je l'espère, bien connu du congrès; mais j'ai besoin de lui expliquer que si dans mes instances vives et répétées pour obtenir des vaisseaux, de l'argent, des secours de tout genre, je n'ai pas toujours trouvé le ministère aussi pressé que je l'étais moi-même, il ne m'opposait que la *crainte naturelle* d'inconvénients qui pouvaient résulter pour les deux pays, ou la conviction que la chose était impossible pour le moment; jamais je n'ai pu mettre en doute sa bonne volonté. Si le congrès croit que mon influence puisse être utile en quelque façon, je le prie de vouloir bien m'adresser ses ordres, afin que j'emploie avec plus de certitude les moyens que ma connaissance de la cour et du pays me donnent d'obtenir un succès si intéressant pour mon cœur.

Son Excellence le docteur Franklin vous informe sans doute, Monsieur, de la situation de l'Europe et de l'état de nos affaires. Le chevalier de la Luzerne y ajoutera les détails qui lui avaient été confiés au moment de son départ. Vous apprendrez par le docteur tout ce qui a été dit ou pensé sur l'article des finances. L'Allemagne, la Prusse, la Turquie et la Russie ont fait une paix telle que la France la souhaitait. Toutes les puissances du nord, la Hollande même comprise, semblent dégoûtées par l'orgueil et les vexations des Anglais; elles prennent des mesures pour protéger leur commerce de tout genre avec la France. On vous

fera connaître particulièrement l'affaire d'Irlande. Ce qui regarde l'Espagne vous sera aussi expliqué, et je n'ai rien à ajouter si ce n'est que nos affaires semblent marcher assez vite vers une prompte et honorable fin. L'Angleterre fait à présent ses derniers efforts, et j'espère qu'un grand coup avant qu'il soit longtemps fera tomber cette grandeur soufflée, cette puissance fantastique, et montrera les étroites limites de sa force réelle.

Depuis que nous avons pris le Sénégal, je n'ai appris aucun événement militaire à citer. Une expédition en course contre l'île de Jersey a été arrêtée par la difficulté d'aborder. Ce petit essai tenté par quelques volontaires particuliers a été honoré par l'Angleterre du nom d'expédition de la marine française, et a fort peu sagement occupé l'amiral Arbuthnot, ce qui retardera beaucoup son départ annoncé. Le congrès entendra parler d'une expédition contre nos amis de Liverpool et d'autres points de la côte, afin d'y montrer des troupes françaises sous les couleurs américaines, projet qu'à raison des contributions qu'on eût pu lever sur l'ennemi, l'intérêt que je prends aux finances des États-Unis avait enfin fait entrer dans ma tête. Mais le plan a été réduit à un si petit pied qu'on a jugé que le commandement ne pouvait plus me convenir; et l'expédition elle-même a été différée jusqu'à de plus importantes opérations qui en tiendront lieu. Là j'espère être employé, et s'il se passe quelque chose d'intéressant, je m'em-

presserai en fidèle officier américain d'en rendre compte au congrès et au général Washington.

L'affection si flatteuse dont le congrès et la nation américaine veulent bien m'honorer me donne le désir de leur faire connaître, et si j'ose m'exprimer ainsi, partager en amis l'agrément de ma situation personnelle. Heureux de revoir ma famille et mes amis, après avoir dû à votre attentive bonté la sûreté de mon retour dans ma patrie, j'y ai trouvé une honorable réception et des sentiments de bienveillance qui surpassent tous les vœux que j'eusse osé former. Cette inexprimable satisfaction que me cause la faveur de mes concitoyens, je la dois à leur ardente sympathie pour l'Amérique, pour la cause de la liberté et pour ses défenseurs leurs nouveaux alliés, à l'idée enfin que j'ai eu le bonheur de servir les États-Unis. A ces mêmes motifs, Monsieur, et à la lettre que le congrès a bien voulu écrire, je dois les faveurs que j'ai reçues du roi. Il n'y a pas eu un moment de perdu pour me donner le commandement de son régiment de dragons ; tout ce qu'il pouvait faire, tout ce que je pouvais désirer, je l'ai obtenu, grâce à votre bienveillante recommandation.

Depuis quelques jours je suis dans cette petite ville, près du port de Rochefort où j'ai joint le régiment du roi, et où d'autres troupes que je commande dans ce moment sont stationnées. Mais j'espère quitter bientôt ce lieu, pour jouer un rôle plus actif et me rapprocher de l'ennemi commun.

Avant mon départ de Paris j'ai envoyé au ministre des affaires étrangères, qui d'ailleurs est un de nos meilleurs amis, des renseignements sur un emprunt hollandais que je voudrais voir faire ou cautionner à la France en faveur de l'Amérique; mais je n'en ai rien su depuis. M. le chevalier de la Luzerne vous portera des nouvelles plus détaillées et plus fraîches; car il a mission pour le faire, et viendra directement de Versailles. Je demande la permission de recommander avec instance au congrès ce nouveau ministre plénipotentiaire, non-seulement pour son caractère public, mais comme particulier. D'après la connaissance que j'ai de lui, je le tiens un homme sensé, modeste, bien intentionné, vraiment digne de jouir du spectacle de la liberté américaine; j'espère que ses qualités et ses talents lui obtiendront la confiance publique et l'amitié particulière.

Toutes les fois que les intérêts d'amis bien chers sont sérieusement compromis, une affection vive et franche ne sait pas calculer et surmonte toutes les considérations. Je vous dirai avec sincérité, Monsieur, que rien ne porte autant de préjudice à nos intérêts, à notre importance et à notre réputation en Europe, que les récits qui font supposer telle chose que des disputes et des divisions entre les whigs. Rien ne pouvait me déterminer à toucher un sujet si délicat que la fâcheuse expérience que je fais tous les jours, depuis que je peux entendre moi-même ce qu'on dit de ce côté de l'Atlan-

tique, et les arguments que j'ai à combattre.

Permettez, Monsieur, que je termine cette longue lettre en vous priant d'offrir au congrès des États-Unis l'hommage de l'attachement et du zèle sans bornes, du profond respect et de la sincère gratitude dont je serai animé jusqu'au dernier moment de ma vie.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Saint-Jean-d'Angely, près Rochefort, 12 juin 1779.

Mon cher Général,

Voici à la fin une occasion sûre de vous écrire, et je puis vous exprimer le sincère chagrin que j'éprouve de notre séparation. Il n'y a jamais eu d'ami, mon cher général, tant et si tendrement aimé et respecté que vous l'êtes par moi. Heureux par notre union, par le plaisir de vivre près de vous, dans cette douce satisfaction de partager tous les sentiments de votre cœur, tous les événements de votre vie, j'avais pris une telle habitude d'être inséparable de vous, que je ne puis m'accoutumer à votre absence, et je suis de plus en plus affligé de cette énorme distance qui m'éloigne de mon ami le plus cher. Et surtout dans ce moment où la

campagne est ouverte, où je souhaiterais si ardemment être près de vous et contribuer, s'il était possible, à vos succès et à votre gloire! Pardonnez ce que je vais dire, mais je ne puis m'empêcher de vous rappeler qu'un général en chef ne doit jamais se trop exposer; que si le général Washington était tué, même sérieusement blessé, aucun officier dans l'armée ne pourrait remplir sa place, nous perdrions certainement toutes les batailles, toutes les affaires, et l'armée, la cause américaine elle-même seraient entièrement ruinées.

Je joins ici la copie de ma lettre au congrès; vous y trouverez les nouvelles comme je puis les donner.

Le chevalier de la Luzerne doit se rendre auprès du congrès en passant par le quartier général; je lui ai promis une lettre d'introduction auprès de Votre Excellence, et je lui ai demandé de vous instruire des choses qui lui auront été confiées. Sa conversation vous en apprendra plus que la plus longue lettre. Le ministre m'a dit qu'avant son départ, il lui ferait parfaitement connaître la situation actuelle des affaires. Vous verrez, mon cher général, que les nôtres prennent une bonne tournure, et j'espère que l'Angleterre recevra un rude coup avant la fin de la campagne. Outre les bonnes dispositions de l'Espagne, l'Irlande est très-fatiguée de la tyrannie anglaise. Je vous dirai, en confidence, que le projet de mon cœur serait de la rendre libre et indépendante comme l'Amérique :

j'y ai formé quelques relations secrètes. Dieu veuille que nous puissions réussir, et que l'ère de la liberté commence enfin pour le bonheur du monde. J'en saurai davantage sur l'Irlande dans quelques semaines, et je vous informerai aussitôt. Quant au congrès, ce corps est trop nombreux pour qu'on puisse s'épancher avec lui comme avec son plus cher ami.

En vous renvoyant à M. le chevalier de la Luzerne pour tout ce qui concerne les nouvelles du moment, la situation des affaires et les projets de notre ministère, je vous dirai seulement un mot sur le grand objet, l'argent. Je m'en suis bien occupé, et j'ai tellement insisté, que le directeur des finances me craint comme le diable. La France a fait dernièrement de grandes dépenses ; ces Espagnols ne donnent pas facilement leurs dollars ; cependant le docteur Franklin a obtenu l'argent nécessaire pour acquitter les billets du congrès, et j'espère déterminer le gouvernement à faire de plus grands sacrifices. Servir l'Amérique, mon cher général, est pour mon cœur un bonheur inexprimable.

Il y a un autre objet bien important, qui demanderait l'emploi de toute votre influence et de toute votre popularité. Pour l'amour de Dieu, empêchez ces bruyantes querelles intérieures dont le récit nuit plus que tout aux intérêts et à la réputation de l'Amérique. D'un autre côté, il y a aussi deux partis américains en France ; MM. Adams et Lee

d'une part, le docteur Franklin et ses amis de l'autre. Ces divisions m'affligent tellement que je ne vais pas chez ces messieurs autant que je le voudrais, par la crainte d'occasionner des discussions et de les faire éclater davantage. Je confie tout cela à votre amitié, et n'ai pu m'empêcher de toucher cette corde dans ma lettre au congrès.

Depuis que j'ai quitté l'Amérique, mon cher général, pas une ligne de vous ne m'est parvenue; je l'attribue aux vents, aux accidents, au manque d'occasions *, car le général Washington ne perdrait pas celle de rendre son ami heureux. Au nom de cette même amitié, mon cher général, ne manquez aucune occasion de me donner de vos nouvelles. Je ne puis exprimer combien je suis inquiet de votre santé et des dangers auxquels vous vous exposez dans ce moment. Peut-être allez-vous vous moquer de moi, et appeler cela des idées de femme; mais, mon cher ami, j'éprouve ces craintes, et je ne pourrai jamais cacher les sentiments de mon cœur.

Je ne sais ce que sont devenus le colonel Nevill et le chevalier de La Colombe; je vous prie de prendre des informations sur eux, et de faire tout ce

* La conjecture était fondée : on voit par la correspondance du général Washington, qui gardait copie de toutes ses lettres, qu'il écrivait souvent à M. de Lafayette, dont les lettres au contraire, pendant ce voyage, se réduisent à deux, parce qu'on n'a pu retrouver que celles qui étaient parvenues en Amérique.

qui sera en votre pouvoir pour obtenir leur prompt échange, s'ils ont été faits prisonniers. Je joins ici un petit billet pour M. Nevill. Permettez-moi de vous recommander notre nouveau ministre plénipotentiaire, qui paraît tout à fait propre à s'assurer l'estime et l'affection de tous.

Je sais, mon cher général, que vous voulez que je vous entretienne de mes affaires personnelles; j'en parle dans ma lettre au congrès, et j'ajouterai seulement que je suis aussi heureux qu'il est possible de l'être. Ma famille, mes amis, mes compatriotes m'ont fait une réception et me montrent chaque jour une affection telles que je n'aurais osé l'espérer. Je suis depuis quelques jours dans cette ville où se trouve le régiment du Roi dragons que je commande, et quelques régiments d'infanterie qui sont pour le moment sous mes ordres; mais j'espère commencer bientôt à mener une vie plus active, et par conséquent mon retour à Paris est très-prochain. De là, je serai employé dans l'expédition projetée contre l'ennemi commun. Ce que je voudrais, mon cher général, ce qui me rendrait le plus heureux des hommes, serait de rejoindre les drapeaux américains, ou de mettre sous vos ordres une division de quatre ou cinq mille de mes compatriotes. Dans le cas où soit une telle coopération, soit une expédition particulière serait désirée, je pense que si la paix n'est pas décidée cet hiver, une demande présentée *à temps* serait accordée pour la prochaine campagne.

Notre ministère est assez lent dans ses opérations, et il a grande propension à la paix, pourvu qu'elle soit honorable. L'Amérique doit donc se montrer très-vive pour la guerre, jusqu'à ce que ces conditions honorables soient obtenues. L'indépendance est un point certain, indubitable; mais je la voudrais reconnue avec des conditions avantageuses. Tout ceci entre nous, mon général; car pour ce qui regarde la bonne volonté du roi, des ministres, du public, à l'égard de l'Amérique, je suis comme citoyen des États-Unis pleinement satisfait, et j'ai la certitude que l'amitié des deux nations sera établie de manière à durer à jamais.

Soyez assez bon, mon cher général, pour offrir mes respects à madame Washington, et lui dire combien je serais heureux de pouvoir me trouver près d'elle, dans sa propre maison. J'ai une femme, mon cher général, qui a de l'amour pour vous, et son affection me semble trop bien justifiée pour que je puisse m'y opposer. Elle vous prie d'agréer ses compliments et de les offrir à madame Washington. J'espère, mon cher général, que vous viendrez nous voir en Europe, et pour moi, je vous donne bien ma parole que si je ne suis pas assez heureux pour être envoyé avant la paix en Amérique, je m'y rendrai à tout prix aussitôt que je pourrai m'échapper. Je ne veux pas manquer de vous dire, mon cher ami, que j'ai l'espoir d'être bientôt père encore une fois.

Toute l'Europe a tant d'envie de vous voir, mon

cher général, que vous ne pourrez lui refuser ce plaisir. J'ai hardiment affirmé que vous m'aviez promis une visite aussitôt que la paix serait conclue ; si donc vous y manquez, vous perdrez la réputation de votre ami dans le monde.

Je vous prie de faire tous mes compliments aux officiers de l'état-major en leur rappelant ma tendre affection pour eux tous. Offrez-les aussi aux officiers généraux, à tous les officiers de l'armée, à chacun depuis le premier major général jusqu'au dernier soldat.

Je vous en conjure, mon cher général, écrivez-moi ce que vous faites, où en sont les affaires ; les moindres détails seront remplis d'intérêt pour moi. N'oubliez rien de ce qui vous concerne, et soyez sûr que tout événement, quelque petit qu'il soit, toute observation, quelque légère qu'elle vous paraisse, dès que vous y serez nommé, exciteront ma plus vive curiosité. Adieu, mon cher général, je ne puis quitter la plume, et goûte le plus grand plaisir à griffonner cette longue lettre. Ne m'oubliez pas, soyez toujours aussi affectueux pour moi que vous l'avez été ; je mérite ces sentiments par la vivacité de ceux qui remplissent mon cœur.

C'est avec le plus profond respect, avec la plus tendre amitié que jamais cœur humain ait éprouvée, que j'ai, etc.

Saint-Jean-d'Angely, 13 juin 1779.

Je viens de recevoir, mon cher général, un courrier qui m'apporte l'ordre de me rendre immédiatement à Versailles, où je dois trouver M. le comte de Vaux, lieutenant général, qui commande les troupes destinées à une expédition. Je serai employé comme aide-maréchal général des logis, ce qui, dans notre service, est un poste très-important et très-agréable. Je servirai d'une manière qui me plaira, et me mettra en position de tout savoir et de me rendre utile. L'obligation de partir à l'instant m'empêche d'écrire au général Greene, aux officiers de votre état-major, et à mes autres amis dans l'armée. Ils accepteront mes excuses à cause de cet ordre que je n'attendais pas sitôt. Vous serez tenu par moi au courant, et je finis aujourd'hui par l'expression de mon profond respect et de ma plus tendre amitié. Adieu, mon cher général, que notre mutuelle affection soit à jamais durable.

Pour l'amour de Dieu, écrivez-moi de longues et fréquentes lettres, et parlez-moi surtout de vous et de vos intérêts particuliers.

A M. DE VERGENNES.

Au Hâvre, le 30 juillet 1779.

J'ai reçu, Monsieur le comte, la lettre que vous avez eu la bonté de m'écrire, et où vous m'en promettez une autre après avoir lu mon mémoire à M. le comte de Maurepas *. C'est être bien indulgent, que d'employer à me répondre une partie d'un temps si précieux. J'attends avec empressement la lettre future dont vous me flattez. Convaincu qu'il n'y a pas de temps à perdre pour les mesures que je propose, l'amour de ma patrie me rend peut-être impatient jusqu'à l'importunité. Mais vous excuserez un défaut dont la cause est chère à tout honnête citoyen.

M. le prince de Montbarrey vous donnera sur le Hâvre tous les détails que vous pouvez désirer; et d'ailleurs ils ne sont pas de mon département. Vous avez raison, Monsieur le comte, de juger que mon sang est en fermentation. On n'entend point parler de M. d'Orvilliers; quelques personnes disent qu'il est aux Açores, pour intercepter la flotte

* Cette lettre en forme de mémoire, contenant un plan d'expédition en Amérique, a été renvoyée à la fin du volume. Voyez pièce II.

des îles, et se joindre à M. d'Estaing, que vous ou M. de Sartine m'avez dit devoir revenir ici; d'autres assurent qu'il a été en Amérique.

Ce dernier raisonnement, Monsieur le comte, ne m'a point persuadé; peut-être même, si notre flotte avait été envoyée où ces nouvellistes la supposent, je ne serais pas aujourd'hui en Normandie. Au reste, vous savez, j'espère, que tous les arrangements et tous les pays me conviendront. Sans vouloir des grades, des moyens, ni de reconnaissance quelconque, si M. d'Orvilliers ou un détachement est dans l'Amérique indépendante, si ma présence peut y être moins inutile qu'ici, je passerai, si l'on veut, sur une frégate américaine, que je me donnerai de ma propre autorité, et sous le prétexte naturel de rejoindre mes anciens drapeaux, j'irai tâcher d'y employer mon influence au service de ma patrie. Plusieurs personnes disent aussi qu'on a envoyé des dollars espagnols aux Américains; je le désire vivement, et les dernières nouvelles m'en prouvent encore la nécessité.

J'ai reçu, Monsieur le comte, une lettre de Boston, qui m'envoie beaucoup de papiers, je vais les parcourir; ce qu'on me mande n'est qu'une répétition du discrédit toujours augmentant du papier, et du découragement peut-être dangereux que ce discrédit donne à toute l'armée. On me parle aussi du succès de la Géorgie, dont les gazettes font une mention plus fraîche, de la prise du fort Lafayette, et d'un projet qu'ont les ennemis de s'emparer de

West-Point et de la navigation de la rivière d'Hudson. Au reste cette lettre est d'un Français, et par conséquent moins intéressante. On m'annonce un jeune homme de Boston qui part huit jours après, et qui m'en dira davantage. D'ailleurs M. Gérard nous donnera autant de lumières qu'un ambassadeur en peut avoir; et M. Carmichael, qui est dans le secret, nous parlera peut-être avec confiance. Ce Français me parle aussi d'un prétendu bruit d'évacuation de New-Yorck, auquel je ne crois aucunement.

Si lorsque ce détachement anglais était en Virginie ou sur la rivière du Nord, un détachement français se fût présenté devant New-Yorck, cette ville eût été bien embarrassée.

La prise du fort West-Point, en coupant la communication entre les États de la Nouvelle-Angleterre et ceux du sud, apporterait à l'armée et au peuple d'immenses inconvénients. Les farines sont déjà d'un prix exorbitant à Boston; que sera-ce, lorsque la Pensylvanie et le Jersey n'en pourront plus fournir qu'avec un grand détour ou de grands risques? L'armée ne tire ses bœufs que de la Nouvelle-Angleterre, et ne pourrait aucunement s'en passer. Je crains pour l'Amérique un autre inconvénient; c'est qu'elle sera tourmentée pendant l'hiver par des incursions des sauvages iroquois et des pays d'en haut, qui, dans le temps des glaces et des neiges, s'avanceront jusqu'à Albany, et d'un autre côté jusqu'au Minisinks et au fort Pitt.

Si le projet n'était pas accepté pour cette année, faute de moyens suffisants, je crois, Monsieur le comte, qu'il est de mon devoir de vous présenter une idée qui pourrait y suppléer en grande partie.

En attendant que nous puissions commencer l'année prochaine des opérations combinées avec une escadre, pourquoi ne jetteriez-vous pas dans Boston trois mille, et même deux mille hommes, qui, avec trois cents dragons, au printemps, seraient joints par des vaisseaux de guerre et un renfort terrestre? Ce détachement serait convoyé par deux vaisseaux de cinquante canons, un vaisseau de la compagnie des Indes servant de transport, des vaisseaux espagnols, si'vous voulez. Pour éviter la dépense, faites-les accompagner par des bâtiments qu'on enverrait aux îles, par l'escorte de navires marchands, par *le Bonhomme Richard,* et toutes ces frégates de Lorient. On laisserait les troupes de terre en Amérique jusqu'à la campagne prochaine, et voici les effets qui pourraient en résulter; bien entendu que le convoi irait aux îles, ou à toute autre destination, après avoir déposé le détachement.

1° Nous redonnerions, par notre présence, de la valeur au papier; article fort intéressant pour le commerce français. 2° Nous serions à portée de prendre des connaissances, et remuer les premiers ressorts qui prépareront la prise d'Halifax. 3° Un tel détachement rendrait de la vigueur à l'armée américaine, ferait une tête d'attaque pour

la reprise des forts de la rivière du Nord, et porterait les Américains à tenter une entreprise suivant les circonstances.

Vous m'avez demandé, Monsieur le comte, toutes mes idées; il est de mon devoir de vous donner encore celle-là qui ne me paraît souffrir aucun inconvénient. Dans le commencement, je craignais de me laisser aller à mon opinion, de crainte qu'on ne me soupçonnât des motifs et des inclinations particulières; à présent que je dois être connu et que vous avez toute ma confiance, je parle plus hardiment, et je vous jure sur mon honneur, que si la moitié de ma fortune était employée à envoyer aux Américains un secours de troupes, je croirais rendre à ma patrie un service plus que digne de ce sacrifice.

Vous me direz peut-être que ce corps serait difficile à nourrir pendant l'hiver; mais avec de l'argent monnayé, nous trouverions des vivres, à bon marché, et ne ferions pas un grand effet par comparaison à la population du pays.

Permettez-moi, Monsieur le comte, de vous présenter ici l'assurance de mon attachement.

A M. DE VERGENNES.

Paris, ce lundi matin (août 1779).

Ce n'est en aucune manière, Monsieur le comte, au ministre du roi que je vais écrire, et ma confiance en vos bontés me fait penser que c'est simplement à un homme qui veut bien être mon ami, que je fais part de ce qui m'intéresse. Vous pouvez me rendre un grand service; vous en rendrez peut-être un à la cause publique, en employant moins inutilement le peu de talents d'un soldat assez heureux à la guerre et qui supplée à son défaut de connaissance par le zèle le plus pur.

J'ai vu M. le comte de Maurepas, et je lui ai dit ce que j'avais eu l'honneur de vous communiquer; il n'est pas convenu des projets en question, et a sûrement bien fait, quoiqu'il n'ait rien changé à mon opinion; mais il a pensé qu'ayant parlé un des premiers de l'expédition avec quinze cents ou deux mille hommes, il fallait que je commandasse la houzarderie de six cents, et que ce changement me ferait tort. Il a peut-être imaginé que je regarderais, ainsi que beaucoup d'autres ont la bonté de le faire en ma faveur, ce commandement comme au-dessous de moi. D'ailleurs, il ne faut pas, dit-il, donner le certain contre l'incertain.

A cela je réponds, premièrement, que d'après les bontés du public pour moi, rien (j'entends de ce qui est dans mon cœur) ne peut me faire tort ; que même on aurait attribué peut-être à ses véritables motifs, et par conséquent excusé mon départ avec six cents hommes. Secondement, soupçonner que je calcule avec ma patrie et que je méprise les occasions quelconques de la servir, serait manquer ou de discernement, ou de mémoire; et à la troisième objection, je répondrai que l'expédition dont je vous ai parlé hier est tout aussi certaine que la mienne.

Si les troupes étaient restées dans un état de stagnation, il était simple que mon zèle me fît faire le métier de corsaire; il était même simple d'aller faire la course avec un bateau armé; mais lorsqu'il y a des occasions d'employer un peu en grand les talents d'un homme qui n'a jamais exercé le métier que sur une grande échelle, il serait fâcheux pour lui de perdre une occasion de se signaler, de rendre peut-être des services importants à sa patrie, et il serait mal fait au gouvernement de ne pas essayer la vérité de cette réputation gagnée dans des armées étrangères.

Voulez-vous que je vous parle franchement, Monsieur le comte? Ce qui me convient est une avant-garde de grenadiers et chasseurs, et un détachement de dragons du roi, le tout faisant quinze cents à deux mille hommes, qui me mette hors de la ligne, et à portée de m'exercer. Il n'y a pas un

grand nombre de lieutenants généraux, encore moins de maréchaux de camp, et point de brigadiers qui aient eu des commandements aussi importants que le hasard m'en a donnés. D'ailleurs, je connais les Anglais, ils me connaissent aussi; deux choses importantes à la guerre. Le commandement, que je demande, s'est d'ailleurs donné à un colonel.

On dit dans le monde que M. de Maillebois, M. de Voyer et M. de Melfort seront employés; je connais le premier et le dernier; celui-ci est maréchal de camp, et quoique j'aie fait ce métier-là, celui d'être sous ses ordres me conviendra fort. Je désire être choisi dans le rapport de l'armée, et non dans celui de la cour; je ne suis point de la cour, je suis encore moins courtisan, et je prie les ministres du roi de me regarder comme sortant d'un corps de garde.

M. le comte de Maurepas m'a peut-être répondu pour détourner mon attention des projets que je sais; je dois le revoir mercredi matin, et mon sort sera décidé. Ce serait, Monsieur le comte, une grande preuve de l'amitié que vous avez pour moi, si vous lui faisiez ce soir ou demain matin une visite, où vous lui communiqueriez les mêmes sentiments que vous m'avez témoignés hier.

Il est d'autant plus important que vous le voyiez dans ce temps-là, que si l'on me mande de Lorient que les bâtiments sont prêts, je ne sais pas dissimuler, et il faut que je prenne mon audience de

congé. Alors on donnerait la petite expédition à quelque lieutenant colonel, qui peut n'avoir jamais vu avec le coup d'œil d'un général, qui peut n'avoir pas de grands talents, mais qui, s'il est brave et sage, mènera les six cents hommes aussi bien que M. de Turenne, s'il revenait au monde. Alors on retiendrait le détachement de dragons, d'autant mieux que réduit à cinquante, il n'est que ridicule, et le major chargé du détail le serait du détail de mon avant-garde, parce que j'y ai confiance.

Je vous avertis que je n'en ai aucune dans M. de Montbarrey, et je voudrais même que mes affaires pussent s'arranger entre M. de Maurepas et vous. Je sais, Monsieur le comte, que je vous demande une marque d'amitié qui vous donnera de la peine, mais c'est parce que j'y compte que je la demande. Oserais-je vous prier de m'écrire après avoir vu M. de Maurepas?

Pardonnez mon griffonnage, Monsieur le comte, Pardonnez mon importunité, et pardonnez la liberté que je prends de vous assurer aussi simplement de mon attachement et de mon respect.

DU DOCTEUR FRANKLIN

A M. DE LAFAYETTE.

Passy, 24 août 1779.

MONSIEUR,

Le congrès, qui apprécie les services que vous avez rendus aux États-Unis, mais qui ne saurait les récompenser dignement, a résolu de vous offrir une épée, faible marque de sa reconnaissance. Il a ordonné qu'elle fût ornée de devises convenables; quelques-unes des principales actions de la guerre, dans lesquelles vous vous êtes distingué par votre bravoure et votre conduite, y sont représentées; elles en forment, avec quelques figures allégoriques, toutes admirablement bien exécutées, la principale valeur. Grâces aux excellents artistes que présente la France, je vois qu'il est facile de tout exprimer, excepté le sentiment que nous avons de votre mérite et de nos obligations envers vous. Pour cela les figures et même les paroles sont insuffisantes. Je ne puis donc qu'ajouter que j'ai l'honneur d'être, avec la plus parfaite estime, etc.

B. FRANKLIN.

P. S. Mon petit-fils se rend au Hâvre avec l'épée et aura l'honneur de vous la présenter.

AU DOCTEUR FRANKLIN.

Au Hâvre, 29 août 1779.

MONSIEUR,

Quelque attente que pût faire naître en moi le sentiment de leurs faveurs passées, la bonté des États-Unis pour moi a toujours été telle que dans toutes les occasions elle surpasse de beaucoup toutes les idées que j'en pouvais concevoir. Je trouve une nouvelle preuve d'une vérité si flatteuse dans le noble présent dont le congrès a daigné m'honorer et qui m'est offert par Votre Excellence d'une manière qui surpasse tout, excepté les sentiments de mon infinie reconnaissance.

Je ne puis m'empêcher de trouver dans quelques-unes des devises une récompense trop honorable de ces légers services que de concert avec mes compagnons d'armes, et sous les ordres du héros de l'Amérique, j'ai eu la bonne fortune de lui rendre. L'image de ces actions où j'ai été témoin de la bravoure et du patriotisme américain, je la contemplerai toujours avec la joie qui sied à un cœur brûlant d'amour pour la nation, et plein

d'un zèle ardent pour sa gloire et pour son bonheur.

Les assurances de gratitude que je demande la permission de vous offrir sont trop au-dessous de ce que j'éprouve, et les sentiments dont je suis pénétré peuvent seuls répondre à vos bontés pour moi. La manière dont M. Franklin m'a remis cette inestimable épée, lui donne bien des droits sur moi, et réclame mes remercîments particuliers.

Avec le plus grand respect, j'ai l'honneur d'être, etc.

DU GÉNÉRAL WASHINGTON

A M. DE LAFAYETTE.

West-Point, 30 septembre 1779.

MON CHER MARQUIS,

Je vous ai écrit en grande hâte, il y a peu de jours; depuis j'ai été honoré de la compagnie du chevalier de la Luzerne, et favorisé par lui de votre obligeante lettre du 12 juin, qui m'a causé autant de satisfaction que de surprise; j'ai été surpris en effet de voir que vous n'aviez pas reçu une seule des lettres que je vous ai écrites, depuis que vous avez quitté le rivage américain. J'ai un plaisir infini à apprendre de vous-même la réception favo-

rable que vous a fait votre souverain, et la joie que votre heureuse arrivée a répandue parmi vos amis; je n'en doutais pas, mais le savoir par vous ajoute au plaisir de l'apprendre ; et ici, mon cher ami, laissez-moi vous féliciter de votre nouvel, honorable et agréable emploi dans l'armée commandée par le comte de Vaux, et vous assurer que personne ne peut le faire avec une plus vive affection et une joie plus sincère. Votre zèle précoce pour la cause de la liberté, votre dévouement singulier à ce jeune monde, vos efforts ardents et persévérants, non-seulement en Amérique, mais depuis votre retour en France, pour servir les États-Unis, vos soins attentifs pour les Américains, votre étroite et uniforme amitié pour moi, ont changé les premières impressions d'estime et d'attachement que j'avais éprouvées pour vous en une reconnaissance et une tendresse si parfaites, que ni le temps ni l'absence ne les peuvent altérer.

Vous me croirez donc quand je vous dirai que, soit que vous reveniez vers nous à la tête d'un corps de braves Français, si les circonstances l'exigeaient, soit que, comme major général, vous commandiez une division de l'armée américaine, ou bien, après que nos lances et nos épées auront fait place au soc et à la serpe, si je vous revois dans la vie privée comme un ami et un compagnon, je saluerai votre bienvenue sur les rivages de la Colombie, avec toute la chaleur de l'amitié; si le dernier cas se réalise, ce sera dans mon modeste cottage où

une vie simple et une réception cordiale succèderont pour vous aux délicatesses et aux magnificences d'une vie somptueuse. Je sais par expérience que vous savez vous soumettre à ce changement, et si la charmante compagne de votre bonheur voulait bien consentir à partager avec nous les habitudes et les plaisirs des champs, je puis assurer au nom de madame Washington, qu'elle ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour rendre la Virginie agréable à la marquise. Quant à moi, mon inclination et mes efforts ne peuvent être mis en doute; j'aime tout ce qui vous est cher; aussi m'associé-je à la joie que vous fait éprouver l'espoir de devenir père encore une fois, et je vous félicite sincèrement, ainsi que votre femme, sur ce nouveau gage qu'elle va vous donner de son amour.

Je vous remercie de la peine obligeante que vous avez prise de m'envoyer la copie de votre lettre au congrès; et je sens, comme je suis certain qu'il le fera, la force de ce zèle ardent que vous témoignez pour l'intérêt de ce pays. La justesse de l'avis que vous donnez doit entraîner la conviction, et je compte qu'il produira un effet salutaire, quoiqu'il y ait moins lieu, je pense, d'appliquer l'avertissement qu'il y a quelques mois. Beaucoup de changements se sont dernièrement opérés dans cet honorable corps, ce qui a fait disparaître en grande partie, sinon complétement, l'esprit de discorde qui, dit-on, se manifestait cet hiver, et j'espère que des mesures seront prises pour mettre fin à ces

dissentiments malheureux et imprudents dont le bruit s'est répandu ailleurs au détriment de nos affaires en Europe.

J'ai eu un grand plaisir à recevoir la visite dont le chevalier de la Luzerne et M. de Marbois m'ont honoré dans le camp. Elle m'a laissé sur tous deux l'impression la plus favorable; je vous remercie de la manière honorable dont vous leur aviez parlé de moi; le chevalier a mieux aimé n'être pas reçu dans son caractère public, jusqu'à ce qu'il eût été annoncé officiellement au congrès; dans tous les cas, sauf les honneurs militaires qui lui étaient dus, je n'avais pas l'intention de m'éloigner de cette simple manière de vivre qui convient aux intérêts et à la politique d'hommes qui luttent contre tous les obstacles pour la conquête du plus inestimable des bienfaits de cette vie, *la liberté*. Le chevalier a été assez bon pour approuver la règle que je me suis faite, et pour paraître content de nos habitudes spartiates; en un mot, il nous a rendus fort heureux par son affabilité et sa bonne humeur pendant tout le temps qu'il est resté au camp.

Vous voulez bien, mon cher marquis, exprimer un vif désir de me voir en France, après l'établissement de notre indépendance, et vous me faites l'honneur d'ajouter que vous n'êtes pas seul à le demander. Je vous conjure d'être bien persuadé que me réunir à vous en un tel lieu que ce fût, après l'accomplissement d'un événement aussi glorieux, contribuerait à mon bonheur, et que visiter

le pays au généreux appui duquel nous devons tant, serait un plaisir de plus. Mais rappelez-vous, mon bon ami, que je ne sais pas votre langue, que je suis trop avancé en âge pour en acquérir la connaissance, et que la conversation par l'entremise d'un interprète dans les occasions ordinaires, surtout avec les dames, doit paraître si gauche, si insipide, si sauvage, que je puis à peine en supporter l'idée. Je me regarde donc pour le présent comme libre de tout engagement; mais quand je vous verrai en Virginie, nous parlerons de ces objets et nous arrêterons nos plans.

La déclaration de l'Espagne en faveur de la France a répandu une joie universelle parmi tous les whigs, tandis que le pauvre tory se flétrit, comme une fleur qui se fane au coucher du soleil. Nous attendons avec anxiété de grands et importants événements de votre côté de l'Atlantique. L'imagination est pour le moment abandonnée dans un vaste champ de conjectures. Nos yeux se portent d'abord sur une descente en Angleterre, puis sur une expédition en Irlande, à Minorque, à Gibraltar; en un mot, nous espérons toute chose, mais ne savons qu'attendre ni à quoi nous fixer. Les glorieux succès du comte d'Estaing dans les Antilles, en même temps qu'ils accroissent les possessions de la France et ajoutent un nouveau lustre à ses armes, sont une source d'infortunes nouvelles et inattendues pour *notre tendre et généreuse mère,* et doivent servir à la convaincre de la folie d'abandonner la substance

pour courir après une ombre; et comme aucune expérience n'égale celle qui est chèrement achetée, j'ai la confiance qu'elle recevra surabondamment de ces sortes de leçons, et je l'espère, demeurera convaincue, elle et tous les tyrans du monde, que la route la meilleure et la seule assurée qui conduise à l'honneur, à la gloire, à la vraie dignité, est *la justice*.

Il nous est venu des avis si répétés que le comte d'Estaing était dans ces mers, que, bien que je n'aie reçu aucun avis officiel, je ne puis m'empêcher de donner croyance à ces rapports; je l'attends à tout moment, et je me prépare en conséquence. A New-Yorck l'ennemi l'attend aussi, et pour se mettre, autant que possible, à l'abri des suites de son arrivée, il répare ou complète les anciennes fortifications, et en ajoute de nouvelles dans le voisinage de la ville. Ces craintes cependant ne font pas différer un embarquement qu'on suppose généralement destiné pour les Antilles ou pour Charlestown; il y a plus, et d'après mes renseignements, il s'agira d'un détachement assez fort. Il y a environ quatorze jours qu'un régiment anglais, le 44e, mis au complet, et trois régiments hessois ont été embarqués, et sont allés, croit-on, à Halifax. Les opérations de l'ennemi, durant cette campagne, se sont bornées à l'établissement d'ouvrages de défense, à la prise d'un poste à King's Ferry, et à l'incendie des villes sans défense de New-Haven, Fairfield et Norwalk, sur le Sound, à

portée de ses bâtiments, là où l'on ne pouvait guère lui opposer d'autre résistance que les cris de femmes désolées et d'enfants sans secours; mais ce fut en vain. Depuis ces notables exploits, ils n'ont pas mis le pied hors de leurs ouvrages ni dépassé leurs lignes. Comment une telle conduite peut-elle effectuer la conquête de l'Amérique; c'est ce que la sagesse d'un North, d'un Germain ou d'un Sandwich, peut seule décider : cela est trop profond, trop raffiné pour la compréhension des intelligences communes et le cours ordinaire des hommes politiques.

Madame Washington, qui est retournée en Virginie aussitôt que j'ai ouvert la campagne, me demande souvent dans ses lettres si j'ai eu de vos nouvelles, et sera très-satisfaite d'apprendre que vous êtes bien et heureux. En son nom, puisqu'elle n'est pas ici, je vous remercie de votre obligeante attention pour elle, et je vous dirai combien elle est sensible à l'honneur que lui fait la marquise. Lorsque je regarde la longueur de cette lettre, je n'ai pas le courage de la relire pour la corriger; vous la recevrez donc avec toutes ses imperfections, et avec l'assurance que, s'il se trouve beaucoup de négligences dans cette lettre, rien ne manque, mon cher marquis, à l'amitié de votre, etc.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON *.

Le HAvre, 7 octobre 1779.

MON CHER GÉNÉRAL,

Les heureux liens d'amitié par lesquels vous avez bien voulu vous unir à moi, les promesses si tendres que vous me fîtes à Fishkill, au moment de notre séparation, me donnaient tant d'espérance de recevoir souvent de vos nouvelles que des plaintes doivent être permises à mon cœur. Pas une ligne de vous ne m'est encore parvenue, mon cher général, et quoique plusieurs dépêches du congrès ou du ministre de France soient heureusement arrivées, mon ardent espoir d'obtenir enfin une lettre du général Washington a toujours été déçu. Je ne puis expliquer ce mauvais sort ; et quand je me rappelle que, dans nos petites séparations de quelques jours, vous m'écriviez les lettres les plus amicales, le compte le plus minutieux de ce qui vous arrivait, je suis convaincu que vous n'avez pu me négliger, et presque oublier si longtemps. Je me plains donc de la fortune, de quelque erreur

* A cette lettre était jointe une assez longue lettre au président du congrès, laquelle contenait les mêmes choses autrement exprimées.

ou négligence à vous instruire des occasions, de tout enfin, plutôt que de ce qui pourrait troubler ma confiance dans votre affection. Laissez-moi, mon cher général, par cette mutuelle amitié si tendre et si éprouvée, où j'ai placé une immense portion de mon bonheur, laissez-moi vous conjurer d'être exact à vous enquérir des occasions, et de ne jamais manquer celles qui pourraient m'apporter les lettres que je serai si heureux de recevoir.

Je vous envoie la copie de ma lettre au congrès, qui, avec les dépêches plus amples de M. Franklin, vous donnera un aperçu des nouvelles d'Europe. Les vents contraires ont fait différer une expédition qui, je pense, aurait dû être entreprise beaucoup plus tôt. Les rois de France et d'Espagne semblent désireux de l'effectuer avant l'hiver. Elle pourrait cependant être renvoyée au printemps, et le siége de Gibraltar serait la seule expédition de terre de cette campagne. Dans quelques semaines, quand on pourra comparer les succès des Antilles à ceux d'Europe, mes gazettes et mes prédictions auront acquis plus de certitude; mais il ne faut pas être devin pour voir que l'Angleterre est dans une voie dont on peut la défier de se tirer, et qu'une heureuse paix, consacrant l'indépendance de l'Amérique, sera dans une ou deux campagnes le résultat assuré de cette guerre.

Puisque votre amitié s'intéresse à ce qui me touche personnellement, je vous dirai, mon cher général, que depuis ma dernière lettre je n'ai guère

quitté ce lieu où le quartier général est fixé. Je devais débarquer avec les grenadiers formant l'avant-garde, et descendre un des premiers sur le rivage anglais. Le régiment du Roi, qu'il m'a donné à mon retour, devait s'embarquer à Brest, et nous rejoindre peu de jours après le débarquement.

La nation fonde de grandes espérances sur l'expédition du comte d'Estaing en Amérique, et des nouvelles de lui sont impatiemment attendues. Vous comprendrez aisément combien je suis malheureux d'être si loin de vous en pareille occasion. La peine profonde que j'en éprouve ne peut être adoucie que par une pensée, c'est que l'opinion qu'on se formait généralement du tour que prendraient les opérations militaires, mes devoirs envers ma patrie qui m'appelait à servir dans l'expédition contre l'Angleterre, enfin l'espérance d'être ici plus utile aux États-Unis, ne me laissaient pas la liberté du choix. J'espère que vous penserez comme moi. Quel que soit le succès du comte d'Estaing, il amènera de nouveaux plans. Je vous ai exposé mes idées à Fishkill ; mais permettez-moi de vous redire avec quelle ardeur je désire vous rejoindre. Rien ne me charmerait comme le bonheur de finir la guerre en combattant sous vos ordres. Si cela était demandé par vous ou par le congrès, ce serait, je crois, accordé; mais soyez sûr, mon cher général, que dans toute situation, en tout événement, que j'agisse comme officier français ou comme officier

américain, mon premier vœu, mon premier plaisir sera de servir encore avec vous. Si heureux que je me trouve en France, si bien traité que je sois par ma patrie et le roi, j'ai pris une telle habitude d'être près de vous, je suis lié à vous, à l'Amérique, à mes compagnons d'armes, par une telle affection, que le moment où je mettrai à la voile pour votre pays, sera un des plus désirés et des plus heureux de ma vie.

Je vois par un journal américain qu'une nouvelle inventée en Angleterre a été répandue aux États-Unis. On a prétendu qu'à la tête de quinze cents officiers ou sous-officiers, j'allais m'embarquer, et mettant un corps de soldats de votre armée sous leurs ordres, former l'armée américaine à la discipline militaire. Quelque éloigné que je sois de l'idée d'instruire mes maîtres, et quelque différente que soit la destination à vous connue du commandement que j'ai reçu en France, je ne puis m'empêcher de prendre cela comme une réflexion contre l'armée américaine. Les troupes anglaises peuvent se rappeler quelques occasions où je n'ai eu à me plaindre, ni de la discipline, ni de l'ardeur des troupes que j'avais l'honneur de commander. Tant que nous aurons à nous mesurer avec la même armée, nous n'aurons pas à chercher d'autres perfections que les qualités mêmes qui ont souvent mis mes camarades en mesure de donner, et non de recevoir, d'assez bonnes leçons à un ennemi, dont le courage justement renommé ajoute un nou-

veau lustre à la bravoure et à la conduite militaire des Américains. Je vous prie, mon cher général, de faire imprimer cette réponse dans quelques journaux.

Je n'ai que peu de moments pour écrire avant le départ du vaisseau, et je ne puis me rappeler au souvenir des amis que j'ai dans l'armée, à moins que Votre Excellence ne veuille bien se charger de leur faire mille compliments au nom d'un homme qui les aime de tout son cœur, et dont le premier vœu est de se retrouver dans leur compagnie.

Je vous félicite, mon cher général, sur l'expédition si vive de Stony-Point *, et je suis ravi du nouvel éclat qu'elle donne à nos armes.

Veuillez, mon cher ami, présenter mes respects à madame Washington; ma femme demande d'être rappelée à vous et à elle. Offrez à l'état-major mille assurances d'amitié.

Ah! mon cher général, combien je serais heureux de vous embrasser encore!

Avec une affection qui surpasse toutes les expressions qu'aucune langue pourrait me fournir, j'ai l'honneur d'être très-respectueusement, etc.

* Fait d'armes brillant du général Wayne qui le 15 juillet prit d'assaut le fort de Stony-Point, et fit capituler cinq cent cinquante-quatre Anglais.

A M. VERGENNES.

Versailles, le 2 février 1780.

Vous avez approuvé, Monsieur le comte, qu'avant de causer avec vous sur l'expédition, je misse par écrit quelques-unes des précautions à prendre dans les deux cas suivants : 1° celui où je commanderais le détachement français; 2° celui où je reprendrais une division américaine *.

1° Cette commission est non-seulement une affaire militaire et politique, mais encore une affaire de société; et d'après les circonstances où je me trouve, je vous jure sur mon honneur que je crois ce premier parti beaucoup plus avantageux au service public et aux intérêts de la France vis-à-vis de ses alliés.

Comme il faut sur-le-champ se préparer, je voudrais être instruit à temps pour choisir des officiers

* Cette lettre contient les bases du plan qui fut définitivement adopté. Il a fallu retrancher plusieurs lettres qui traitaient de projets analogues présentés à diverses reprises par M. de Lafayette. On résolut enfin d'envoyer un corps auxiliaire plus fort qu'il ne l'espérait. Quant à lui, il dut le précéder en Amérique, où il se rendit avec des instructions politiques du cabinet français, et pour reprendre un commandement dans l'armée des États-Unis. Ses instructions sont du 5 mars; son départ est du 19.

d'âge, d'expérience et de talents, que je dois connaître avant de me charger de ce corps, et c'est pour cela qu'il faudrait travailler sans retard avec M. le prince de Montbarrey. Deux très-anciens lieutenants-colonels commanderaient sous moi l'infanterie; dans les expéditions éloignées, il faut se convenir, et j'aime beaucoup les vieux officiers. Quant à moi, monsieur le comte, je ne demanderai rien, et comme dans le cours d'une guerre je dois espérer de gagner des grades, vous pourriez, ou me donner une de ces commissions de M. de Sartine qui servent seulement en Amérique, ou m'en donner une qui n'empêchât pas tous mes aînés de reprendre ensuite leur rang, ou me donner des lettres de service pour commander en ma seule qualité d'officier général américain.

Il y aurait trois moyens pour cacher le but de l'expédition : 1° de partir ensemble de Lorient, sous prétexte d'aller enlever une île, et opérer dans l'automne, en Caroline; 2° d'avoir l'air d'envoyer ces troupes à M. de Bouillé; il n'y aurait point de commandant, et j'aurais le titre de maréchal des logis; 3° je partirais sur-le-champ avec les grenadiers et dragons pour l'Amérique, et les quatre bataillons, commandés par deux anciens officiers, iraient me joindre à Rhode-Island.

Si je commande, vous pouvez agir en toute sûreté, parce que les Américains me connaissent trop pour que je puisse exciter de fausses inquiétudes. Je prends, si l'on veut, l'engagement de ne

demander ni grades ni titres, et même de les refuser pour mettre à son aise le ministère.

Dans le second cas, monsieur le comte, il faut d'abord prévenir en Amérique le mauvais effet que ferait l'arrivée d'un autre commandant. L'idée que je ne puis pas mener ce détachement est la dernière qui se présenterait là-bas; je dirai donc que j'ai préféré une division américaine.

Il faut que je sois dans le secret, pour préparer les moyens, et instruire le général Washington. Un secret que je ne saurais pas paraître bien suspect à Philadelphie.

On prendrait à Lorient trois frégates marchandes, et un vaisseau de transport. Nous avons, dit-on, un équipage américain; on embarquerait les quinze mille habits, quinze mille fusils, etc.; et il faudrait à la fin du mois partir pour le continent.

En arrivant dans un port, je tâcherai de commencer par le général Washington, je prendrai une division dans l'armée, et je verrai avec M. de la Luzerne les moyens d'être prêts pour l'arrivée des Français. Pour joindre à ma division, pour lui servir de modèle, pour changer l'idée qu'on a de nous, et pour montrer combien on peut vivre en bonne intelligence, je demande à prendre sur-le-champ avec moi un bataillon de six cents grenadiers, trois cents dragons, et cent hussards.

Deux ou trois des officiers que je ramènerai doivent obtenir les mêmes grades français qu'ils ont

en Amérique, et moi je dirai que j'ai refusé pour des raisons de société. Cette attention est nécessaire pour flatter l'amour-propre américain.

Nous pouvons en passant toucher à la Bermude, et y établir le parti de la liberté.

Mercredi, je partirai pour Nantes, où l'on fait des habits; je m'occuperai aussi du choix des armes; je verrai le régiment du Roi, à Angers, pour en former un détachement; je me rendrai à Lorient pour presser l'arrangement des frégates, et voir le bataillon de grenadiers; je ne serai ici que vers le 20, et comme mon départ doit être public, le 25 je prendrai congé, en habit américain, et si le vent est bon, il faut être à la voile au 1er de mars.

Comme il est physiquement impossible qu'un détachement commandé par un étranger s'amalgame aussi bien, je crois qu'il faudrait l'augmenter d'un bataillon, ce qui les porterait à trois mille six cents environ, et les grenadiers me resteraient immédiatement attachés pendant la campagne.

Si ce petit corps est donné à un maréchal de camp ancien, nous sommes sûrs de déplaire à tous les chefs américains. Gates, Sullivan, Saint-Clair, se verront avec peine commandés, et leur avis dans le conseil sera contraire aux expéditions combinées. Je crois nécessaire, très-nécessaire de prendre un brigadier qu'on fasse maréchal de camp, et qui regarde ce grade comme une fortune. Ce corps doit se considérer comme une division de notre armée; le commandant doit abjurer toute prétention, se

croire un major général américain, et obéir à tout ce que le général Washington jugera convenable. Le commandant maritime aura plus le droit de représenter.

Conclusion. 1° Je crois qu'il est mieux de me donner ce corps. 2° Si on ne me le donne pas, il faut me faire partir sur-le-champ avec les moyens que je demande. Dans les deux cas, il est malheureusement nécessaire de me révéler ce secret, et de se mettre promptement à l'ouvrage.

J'aurai l'honneur, monsieur le comte, de vous faire ma cour pendant la procession.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON *.

A l'entrée du port de Boston, 27 avril 1780.

Je suis ici, mon cher général, et au milieu de la joie que j'éprouve à me retrouver un de vos fidèles soldats, je ne prends que le temps de vous dire que je suis venu de France à bord d'une frégate que le roi m'a donnée pour mon passage. J'ai des affaires de la dernière importance que je dois d'abord communiquer à vous seul ; en cas que ma lettre vous

* Le deuxième parti discuté dans la lettre précédente avait été préféré, et M. de Lafayette s'était embarqué seul à l'île d'Aix.

trouve de ce côté-ci de Philadelphie, je vous supplie de m'attendre, et vous assure qu'il en pourra résulter un avantage public. Demain, nous allons à la ville, et après-demain, je partirai à ma façon ordinaire pour joindre mon bien-aimé et révéré ami et général. Adieu, vous reconnaîtrez aisément la main de votre jeune soldat.

Mes compliments à l'état-major.

A M. DE VERGENNES.

Waterbury, sur la route de Boston, au camp, le 6 mai 1780.

J'ai déjà eu l'honneur de vous écrire, Monsieur le comte, et de vous répéter la nouvelle de notre arrivée ; mais j'ai tant de confiance en votre intérêt pour moi, que je ne crains pas de vous en reparler encore. C'est le 28 avril, après une traversée de trente-huit jours et toutes les contrariétés des vents et des calmes, que *l'Hermione* est entrée dans le port de Boston. Je ne puis assez m'étendre sur l'éloge de la frégate elle-même, et sur les témoignages de ma reconnaissance pour les officiers qui la commandent.

Je ne vous dirai pas des nouvelles bien sûres, Monsieur le comte, et je ne vous réponds d'aucune exactitude sur les nombres et les dates. Le général

Washington peut seul m'instruire de la vérité ; mais voici ce qui me paraît certain.

Notre armée n'est pas nombreuse ; les États de l'est s'occupent des moyens de recruter. Le papier a été réglé par le congrès à quarante pour un. Il y a des taxes très-hautes, et on espère relever un peu les finances qui en ont besoin ; mais jusqu'à présent je ne puis vous donner des idées bien fixes sur cette opération.

La rareté des chevaux, leur cherté, le manque de provisions ont augmenté beaucoup pendant mon absence ; mais je vous assure, Monsieur le comte, que sous un point de vue moral je continue à voir très-favorablement mes amis américains.

Le général Clinton assiége Charlestown, et comme il a huit ou dix mille hommes, comme le bruit court que ses vaisseaux ont passé la barre, il est impossible de ne pas craindre pour cette place, à moins que des vaisseaux espagnols ou français ne viennent des îles à leur secours. On y a fait passer des troupes de l'armée du général Washington.

New-Yorck n'a que six ou sept mille hommes de garnison ; du moins est-ce le bruit public, et je ne crois pas que les forces ennemies puissent se monter beaucoup plus haut. A Boston, on ne les porte qu'à quatre mille ; mais, je le répète, Monsieur le comte, mes gazettes ne peuvent jusqu'ici avoir aucune exactitude.

Les Anglais ont peu de vaisseaux à Charlestown ;

ils n'en ont, je crois, qu'un ou deux au plus à New-Yorck. On prétend ici, et tout le monde me paraît assuré, que quelques forces françaises arrivées dans ce moment seraient en état de porter de grands coups.

Voulez-vous bien, Monsieur le comte, recevoir l'assurance du tendre et respectueux attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc.

P. S. Des officiers américains sortant de New-Yorck m'assurent qu'il y est arrivé une frégate avec des dépêches importantes du gouvernement anglais. Don Juan de Mirallès, établi depuis quelque temps à Philadelphie, et que connaît M. d'Aranda, est mort à Morristown; on l'a enterré avec beaucoup de distinction.

DU GÉNÉRAL WASHINGTON

A M. DE LAFAYETTE.

Morristown, 8 mai 1780.

MON CHER MARQUIS,

Votre agréable lettre du 27 avril m'est parvenue hier; je l'ai reçue avec toute la joie que pouvait m'inspirer la plus sincère amitié, et avec cette impatience qu'un ardent désir de vous voir ne pou-

vait manquer de me donner. Je suis fâché de ne pas connaître votre route à travers l'État de New-Yorck, afin de pouvoir avec certitude envoyer un piquet de cavalerie (c'est tout ce que j'ai ici) à votre rencontre; cette escorte vous serait utile au milieu des établissements torys qui sont entre ce pays et la rivière du Nord. A tout événement, le major Gibbs ira au-devant de vous jusqu'à Pompton, au lieu où les routes se joignent, et de là il se dirigera, comme l'indiqueront les circonstances, vers King's Ferry ou New-Windsor. Je vous félicite bien sincèrement de votre heureuse arrivée en Amérique, et je vous embrasserai avec toute la chaleur d'un ami dévoué, quand vous arriverez au quartier général, où un lit est préparé pour vous. Adieu jusqu'à ce moment. — A vous *.

* Le général Washington témoigna dans plusieurs lettres sa joie du retour de M. de Lafayette. (Voyez ses lettres du 13 et du 14 mai.) Le 16 mai, le congrès déclara par une résolution, « qu'il regardait ce retour comme une nouvelle preuve du » zèle désintéressé et du dévouement persévérant qui l'avaient » justement recommandé à la confiance et à l'estime publi- » que, et qu'il recevait avec satisfaction l'offre des nouveaux » services d'un officier de tant de bravoure et de mérite. » — Il fut ensuite résolu que le commandant en chef, après avoir reçu les communications qu'avait à lui faire M. de Lafayette, prendrait les mesures propres à combiner les opérations pour le succès du plan proposé. Les communications étaient l'annonce d'une escadre française et d'une armée de débarquement; le plan, un projet d'opérations offensives, particulièrement sur New-Yorck.

A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Philadelphie, le 19 mai 1780.

Cette lettre vous sera remise, Monsieur le comte, par M. de Galvan, officier français au service des États-Unis, auquel vous pouvez prendre confiance pour les différents rapports qu'il aura l'honneur de vous faire; c'est lui que je charge de vous attendre au cap Henry, et vous verrez que mes instructions à cet officier se conforment à celles que j'ai reçues de M. le comte de Vergennes *.

C'est le 28 avril que je suis arrivé à Boston ; le

* Les instructions données à M. de Lafayette par le ministre des affaires étrangères (5 mars 1780), portaient que, pour prévenir toute méprise et tout retard, il placerait tant à Rhode-Island qu'au cap Henry (embouchure de la Chesapeak), un officier français chargé d'attendre l'escadre française qui devait atterrer à l'un de ces deux points, et de lui donner toutes les informations dont elle aurait besoin en arrivant. Cette lettre fut en conséquence remise à M. de Galvan, et il se rendit au cap Henry. Mais il attendit en vain; c'est vers Rhode-Island que se dirigea l'escadre. Partie de Brest, le 2 mai, sous les ordres du chevalier de Ternay, elle parut devant Newport le 10 juillet. Cette lettre fut remise postérieurement à M. de Rochambeau, ainsi que celles qui la suivirent, et que le défaut d'intérêt et d'espace ne nous permet pas d'insérer.

10 mai au matin j'étais au quartier général, et après avoir passé quatre jours avec le général Washington, je me suis rendu auprès de M. le chevalier de la Luzerne.

Les connaissances militaires et les mesures politiques que nous avons dû prendre ont retardé jusqu'à présent M. de Galvan. Je me presse de l'envoyer à sa destination, et je lui ferai passer les nouvelles qui pourront vous être intéressantes, en continuant d'y joindre les idées du général sur la manière de mettre à profit les circonstances actuelles.

On a fait partir au moment de mon arrivée des personnes sûres qui doivent nous procurer des plans et des détails sur les différents points qui nous deviennent intéressants pour les opérations de la campagne. Quant aux autres articles, M. le chevalier de la Luzerne a bien voulu me mettre à portée de remplir autant que possible mes instructions, et il a pris les premières mesures nécessaires aux approvisionnements et autres besoins des troupes de terre et de mer. Quoique la disette de toute chose ait infiniment augmenté, depuis mon départ d'Amérique, les précautions prises d'avance par M. le chevalier de la Luzerne, et celles dont nous nous occupons ici, assurent que les Français ne manqueront ni de farine ni de viande fraîche.

Voici, Monsieur le comte, un état sommaire de la situation actuelle des ennemis dans le continent.

Je ne parle ni du Canada, ni d'Halifax, ni de Penobscot, sur lesquels nous attendons des renseignements, et qui dans le moment ne nous sont pas d'une importance essentielle.

Rhode-Island est en notre possession; vous pouvez y entrer en sûreté; vous y serez attendu par des lettres, des signaux et des pilotes, conformément à mes instructions. Vos magasins, vos malades et tous vos bagages inutiles peuvent remonter par eau jusqu'à Providence. J'enverrai bientôt à Rhode-Island des renseignements plus détaillés à cet égard.

Les ennemis ont actuellement sept mille de leurs meilleures troupes employées au siége de Charlestown; ils y ont aussi des vaisseaux de ligne hors du port, un vaisseau de 50, deux frégates de 44 canons, et plusieurs de moindre grandeur. D'après les nouvelles de New-Yorck, Charlestown était encore à nous le 3 de ce mois.

Dans les îles de New-Yorck, Long-Island, Staten-Island, les forces ennemies consistent en huit mille hommes de troupes réglées, quelques milices sur lesquelles ils ne comptent guère et un petit nombre de royalistes fort méprisables à tous égards; ils n'y ont qu'un vaisseau de 74 et quelques frégates.

L'armée américaine est divisée en trois corps; l'un garde les forts de West-Point et la communication de la rivière du Nord; l'autre est dans la Caroline méridionale, et le plus considérable est

dans les Jerseys sous les ordres immédiats du général Washington. Ce dernier corps, peu nombreux à présent, va s'accroître dans peu de jours, et c'est pour cela que je me réserve de vous en donner par une autre lettre un état de situation plus exact.

L'on sait à New-Yorck votre arrivée; on a fait partir des avis pour Charlestown, qui rappellent les troupes ou du moins les vaisseaux de guerre. On se fortifie dans l'île, et on prépare des bâtiments chargés de pierres pour obstruer le passage. En un mot, si la division actuelle des forces anglaises semble assurer leur perte, et nous promettre la conquête de New-Yorck, il paraît qu'à l'instant de votre arrivée, si le bonheur veut que tout reste dans le même état, nous n'avons pas une minute à perdre pour profiter de cet avantage.

Voici, à présent, Monsieur le comte, la traduction de ce que me mande le général Washington.

Il désire que je vous presse le plus fortement possible de vous rendre avec la flotte et l'armée à Sandy-Hook, où vous recevrez des nouvelles plus fraîches sur la situation précise et la force, soit des ennemis, soit de notre propre armée, et où vous recevrez aussi des propositions pour vos mouvements futurs; à moins cependant que vous n'eussiez reçu des nouvelles authentiques que la flotte et les troupes, actuellement opérant dans le sud, ont évacué cette partie et formé une jonction à

New-Yorck. Dans le dernier cas, si vous arrivez à Rhode-Island, vous pouvez mettre à terre vos troupes, disposer de vos malades, de vos magasins, et attendre que l'on puisse concerter un plan déterminé, ou bien si vous atterrez au cap Henry, vous pouvez de là vous rendre directement à Rhode-Island, et y faire lesdits arrrangements. Mais si vous n'avez pas reçu la nouvelle certaine de l'évacuation des États du sud et d'une jonction à New-Yorck, et si, selon le désir du général, vous allez directement à Sandy-Hook, vous pouvez faire passer à Rhode-Island vos malades et toutes les choses dont vous souhaiterez vous débarrasser. Le général pense que si votre arrivée trouve les ennemis dans leur situation actuelle, la flotte peut sans difficulté entrer dans le port de New-Yorck, et c'est un point sur lequel roule tout le succès de l'entreprise. En vous arrêtant à Rhode-Island, si vous y arrivez, ou en vous y rendant du cap Henry, en cas que vous atterriez dans cette partie, vous perdez le temps le plus précieux et multipliez les chances qu'aura l'ennemi; 1° pour concentrer ses forces; 2° pour recevoir des secours d'Angleterre ou des îles; 3° pour augmenter ses précautions dans l'obstruction du passage des vaisseaux et ses préparatifs de défense sur les points fortifiés. En prenant sur-le-champ possession du port et en coupant les communications, la garnison actuelle de New-Yorck ne peut pas résister aux forces combinées, et il y a tout à parier que nous nous rendrons maîtres des

troupes et des vaisseaux. Si au contraire les Anglais ont le temps de concentrer à New-Yorck toutes leurs forces de terre et de mer actuellement sur ce continent, l'entreprise contre cette place devient beaucoup plus difficile, beaucoup moins sûre, et demandera au moins nos efforts pendant la campagne.

Si les vaisseaux de Charlestown rentraient dans le port de New-Yorck, ils suffiraient peut-être pour en fermer le passage à l'escadre française, à moins qu'elle ne fût aidée par une vigoureuse coopération des troupes du côté de Sandy-Hook, et si la jonction des troupes anglaises les faisait monter à quatorze ou quinze mille hommes, il y aurait d'immenses difficultés pour les réduire. Le général Washington pense que les forces navales actuellement dans ce port n'offrent aucune difficulté à l'escadre française; le seul obstacle possible est dans les préparatifs que font les ennemis pour obstruer le passage; mais il est à croire que ces obstacles seront, ou sans effet, ou peu difficiles à lever. Lorsque dans l'automne dernier, on attendait à New-Yorck M. le comte d'Estaing, ils firent un essai de ce genre dont la profondeur de l'eau et la rapidité du courant empêchèrent le succès. On tiendra prêts à Black-Point, dans les Jerseys, de bons pilotes du port qui se rendront à bord aussitôt qu'ils apercevront l'escadre.

En me chargeant de vous faire le plus clairement possible ces observations, le général désire, Mon-

sieur le comte, que vous décidiez vous-même ce que vous croyez à propos de faire, et ce que pourra requérir l'état de l'escadre et des troupes au moment de votre arrivée. Vous pourriez alors, si vous l'aimiez mieux, ou aller du cap Henry à Rhode-Island, ou suivant le point de votre atterrage rester à Rhode-Island, et y attendre le moment où l'on pourrait adopter un plan définitif; mais le général pense que toutes les raisons se réunissent en faveur du plan qu'il vous recommande particulièrement, celui de se rendre sans perdre de temps à Sandy-Hook.

Nous ne pouvons dans ce moment, Monsieur le comte, vous parler que de démarches préliminaires; la suite des projets doit dépendre de plus sérieuses réflexions, et d'une connaissance certaine de nos ressources actuelles; d'ailleurs, le général ne veut rien arrêter qu'en conjonction avec vous et M. le chevalier de Ternay.

Une des choses que me recommande le plus vivement le général Washington, et qu'il me prie instamment de ne pas négliger, c'est, lorsque j'aurai l'honneur de vous écrire, de vous présenter, Monsieur le comte, l'assurance de sa considération personnelle pour vous, et de sa haute idée de cette nouvelle marque si distinguée de l'amitié de Sa Majesté Très-Chrétienne pour les États-Unis. Il jouit d'avance du bonheur qu'il se promet dans l'avantage de faire connaissance avec vous, et de coopérer avec quelqu'un dont la réputation de ta-

lents et de mérite personnel lui a inspiré l'estime la plus parfaite; il fera tout ce qui dépendra de lui pour contribuer au succès des opérations, et s'en promet les plus heureuses conséquences.

Voilà, Monsieur le comte, le précis de ce que me mande le général Washington. Si ces dernières pages ne sont pas écrites en français le plus pur, prenez-vous-en seulement à l'envie que j'ai eue de traduire littéralement.

Dans le même temps, Monsieur le comte, que j'exécute ici les ordres de mon général, et que je vous fais part des sentiments de mon ami, permettez-moi de vous assurer combien toute notre armée s'empressera de faire tout ce qui pourra vous plaire; et combien nous désirerons tous de mériter l'amitié et l'estime des troupes dont le secours nous est dans ce moment si essentiel. Vous trouverez parmi nous, Monsieur le comte, beaucoup de bonne volonté, beaucoup de franchise, et pardessus tout un grand désir de vous être agréable.

J'envoie à M. le chevalier de Ternay un duplicata de cette lettre, et j'en vais faire partir de pareilles pour chacun des points de Judith et de Seaconnet, afin que si vous atterriez à Rhode-Island, vous puissiez faire tout de suite voile pour Sandy-Hook. La première lettre que j'aurai l'honneur de vous écrire sera datée du quartier général.

La confiance du général Washington, qu'a méritée M. de Galvan, les moyens qu'il a pour rem-

plir ses instructions, tout m'assure, Monsieur le comte, que vous serez content de notre choix.

J'ai l'honneur d'être, etc.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Au camp de Preakness, 4 juillet 1780.

Vous savez, mon cher général, que je tiens beaucoup à voir l'armée bien habillée pour cette campagne; l'importance de ce point sous tous les rapports est si évidente, et, d'après la connaissance que j'ai des troupes auxiliaires qui vont arriver, j'en puis si bien démontrer la nécessité, que je ne m'occuperai dans ce moment que des moyens d'exécution.

Dans l'espace de six mois, nous le savons par expérience, les habits des soldats commencent à s'user; il n'y a donc pas grand inconvénient à donner quelques habits neufs aux miliciens; et comme, après leur renvoi, le nombre des soldats restants ne dépassera pas six ou sept mille hommes, et que ceux-ci auront été complétement habillés au milieu de juillet, je pense que je fais pour eux une ample provision en leur réservant en magasins les sept mille habits non faits, qui ont été embarqués par M. Ross. S'il en faut davantage pour

l'été prochain, je m'engage à aller en France et à en rapporter une fourniture de dix mille complets.

En retranchant les charretiers, les domestiques, enfin tous ceux qui n'ont pas besoin d'être vêtus d'une manière uniforme, nous pouvons calculer l'armée continentale à quatorze mille hommes effectifs. Il y a encore dans l'armée quatre mille habits ou vestes qui ne sont pas absolument mauvais, quatre mille cols ou cravates, et mille chapeaux assez bons. Nous pouvons prendre dans les magasins quinze mille surtouts, dix mille paires de souliers, trois mille chapeaux, et quelques chemises. Il y a en outre six ou sept cents habits de toute couleur, à quoi l'on peut en joindre trois ou quatre cents pareils, et quelques chapeaux assez mauvais que nous avons dans l'armée, etc., etc. On pourrait ajouter un peu de buffle et de drap rouge pour les parements des corps de Pensylvanie et de Jersey. Les quatre mille bons chapeaux pourront être coupés rond, ou arrangés en forme de bonnets d'une manière uniforme.

Tous les articles actuellement dans la possession du fournisseur général de l'équipement, doivent être immédiatement dirigés vers la rivière du Nord, et s'il est nécessaire, il faut requérir des charrettes pour les transporter promptement.

Je puis écrire au chevalier de Ternay pour lui demander d'envoyer au lieu le plus convenable les effets dont le transport lui a été confié. Nous au-

rons alors dix mille habits ou vestes tout à fait neufs, quatre mille vieux, le tout uniforme, dix mille chapeaux et cols neufs, quatre mille vieux, vingt-cinq mille surtouts, plus de vingt mille chemises et trente mille paires de souliers.

Chaque soldat enrôlé pour la guerre (comptez-en dix mille) se trouvera avoir un uniforme complet, un chapeau, un col, deux chemises, deux paires de surtouts et deux paires de souliers. Chaque homme de milice recevra au moins un habit d'uniforme décent, un col, un chapeau, une paire de surtouts et deux paires de souliers. Il ne sera certainement pas venu sans être pourvu de chemises. Par l'arrangement dont je parle, il resterait de disponibles environ mille habits de toutes couleurs, mille chapeaux non absolument mauvais, et deux mille paires de souliers; je propose de les donner à ceux qui ne paraissent pas sous les armes en bataille, en y ajoutant, s'il est nécessaire, quelques chemises de chasse. Les dragons sont en général mieux vêtus que l'infanterie; et nous pourrons très-aisément compléter leurs habits ou vestes d'écurie, puisque chaque régiment pourrait adopter une couleur différente.

Aussitôt que les effets de France seront arrivés, je voudrais que toute l'armée pût être habillée, en observant pour l'uniformité, de donner les chapeaux ronds à des brigades particulières, et d'arranger les parements suivants le mode convenu. Les officiers n'auront plus alors d'excuse s'ils lais-

sent perdre un seul objet, et les ordres les plus sévères doivent être donnés à cet effet.

Les armes françaises que nous attendons pourront être remises aux soldats enrôlés pour toute la guerre.

Je voudrais établir la distinction d'une épaulette de laine pour le caporal, et de deux pour le sergent.

Puisque les plumets sont devenus une manière de distinguer les grades, il faudrait que ceux qui ont été désignés pour un grade ne pussent être portés par les autres officiers. Quant à la division légère, je demanderai la permission de lui donner des plumets rouges et noirs que j'ai apportés dans cette intention.

Ces idées, mon cher général, ne vous sont pas données comme un effort de génie : mais je désire beaucoup qu'il soit jugé convenable d'adopter quelques mesures de ce genre.

Je suis, etc.

A MM. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

ET LE CHEVALIER DE TERNAY *.

Au camp en avant de Dobbs's Ferry, le 9 août 1780.

MESSIEURS,

Il y a deux jours que je suis arrivé au quartier général, et d'après, la mission dont je m'étais chargé, mon premier soin a été de rendre compte

* Le général Heath, qui commandait les milices dans l'État de Rhode-Island, annonça le 11 juillet l'arrivée de l'escadre française au général Washington, qui se trouvait alors avec son état-major à Bergen. M. de Lafayette partit presque aussitôt, muni des instructions du général en chef en date du 15, pour se rendre auprès des généraux français et se concerter avec eux. Washington projetait depuis quelque temps un plan d'opérations offensives, pour la réduction de la ville et de la garnison de New-Yorck (lettre au général Greene du 14 juillet); ce plan devait s'exécuter à condition : 1° que les troupes françaises fissent leur jonction avec les troupes américaines; 2° que les Français eussent la supériorité maritime sur les forces réunies de l'amiral Graves et de l'amiral Arbuthnot. Dans neuf lettres, écrites entre le 20 juillet et le 1er août, et dont la lecture eût peut-être manqué d'intérêt, M. de Lafayette rendit compte de sa mission. Une courte analyse en fera connaître les principaux détails.

Les premières lettres sont relatives aux difficultés multi-

de nos conversations; mais les moindres détails en sont si importants, et le sort de l'Amérique, la gloire de la France dépendent tellement de ce que nous pourrons combiner ici, que pour être encore plus sûr de vous avoir bien compris, je vais vous soumettre le précis de nos entretiens et vous prier de vouloir bien me mander sur-le-champ si j'ai bien saisi vos idées. C'est avant de quitter Rhode-

pliées qu'il rencontra dans les États de Connanicut et de Rhode-Island, pour rassembler des provisions, des effets d'habillement, des armes et surtout de la poudre, en quantité nécessaire pour l'expédition projetée. Ces difficultés étaient fort aggravées par l'insuffisance en tout genre des munitions apportées par l'escadre dont l'arrivée ne réalisait qu'à demi les promesses du cabinet français. Rendu à Newport le 25, M. de Lafayette trouva l'armée de débarquement campée dans Rhode-Island, et M. de Rochambeau très-occupé de la nouvelle d'une attaque imminente. Le 19, en effet, quatre vaisseaux ennemis, et deux jours après, neuf ou dix avaient paru devant Block-Island. De son côté, sir Henry Clinton avait quitté New-Yorck. Par l'action combinée des forces de terre et de mer, il projetait un coup de main sur l'armée française. Mais il éprouva des retards; ses soldats ne purent s'embarquer sur les transports que le 27; il s'entendait mal avec l'amiral Arbuthnot. Il apprit que les Français s'étaient fortifiés à Newport, que les milices voisines étaient accourues; enfin que le général Washington faisait un mouvement rapide sur New-Yorck. Il se hâta donc de repasser le Sound, et remit ses troupes à terre le 31.

M. de Lafayette, qui avait toujours douté de l'attaque de Clinton, put alors entretenir les alliés du projet d'opérations offensives. Il en désirait l'accomplissement avec beaucoup

Island, Messieurs, que j'eusse pris cette précaution, si la marche du général Washington contre New-Yorck ne m'eût appelé à ma division, dans le moment surtout où, par nos arrangements ultérieurs, vous aviez besoin de quelques éclaircissements.

1° Je vous ai mis sous les yeux l'état actuel de

d'ardeur, et le général Washington y attachait un grand prix. Cependant la chose était difficile. Quoique la prise de New-Yorck eût toujours été dans les vues du ministère français, les instructions de M. de Rochambeau lui prescrivaient d'attacher une grande importance au poste de Rhode-Island, et d'en faire sa base d'opérations. Il répugnait donc à s'en éloigner pour marcher sur New-Yorck. En même temps M. de Ternay regardait comme impossible d'engager ses vaisseaux de guerre dans le port de cette ville, et se bornait à promettre un blocus; d'ailleurs il n'avait pas la supériorité maritime, elle ne pouvait être obtenue que par l'arrivée de la seconde division vainement attendue de France, ou par la jonction avec l'escadre de M. de Guichen, alors dans les Antilles, et à qui M. de Lafayette écrivit à cet effet. Toutefois M. de Rochambeau était en principe pour l'offensive, et promettait de se conformer, suivant ses instructions, aux ordres du général en chef. Tout fut discuté et réglé dans les deux ou trois conférences que tinrent, vers la fin de juillet et le commencement d'août, MM. de Rochambeau, de Ternay et de Lafayette. Le résultat de ces conférences est résumé dans la lettre à laquelle appartient cette note.

On voit au reste dans les lettres supprimées que les troupes françaises étaient remplies d'ardeur, et que le bon accord des deux alliés justifiait les prévisions et les efforts de M. de Lafayette. « Les troupes françaises, dit-il dans une lettre du 31,

l'Amérique, l'épuisement où je l'ai trouvée, les efforts momentanés qu'elle a faits, et qui n'ont pu être produits que par l'espérance d'être délivrée une bonne fois de la tyrannie anglaise.

Je vous ai dit que ces efforts étaient immenses vu l'état de nos finances et le dénûment de toutes ressources, que je ne comptais pas les voir renou-

» au général Washington, détestent jusqu'à la pensée de rester » à Newport et brûlent de vous joindre. Elles maudissent » quiconque leur parle d'attendre la seconde division, et en- » ragent de rester bloquées ici. Quant à leurs dispositions à » l'égard des habitants et de nos troupes, comme aux dispo- » sitions des habitants et de la milice envers elles, je les trouve » conformes à tous mes désirs. Vous vous seriez amusé l'autre » jour en voyant deux cent cinquante de nos recrues qui ve- » naient à Connanicut sans provisions, sans tentes, et qui se » mêlèrent si bien avec les troupes françaises que chaque » Français, officier ou soldat, prit un Américain avec lui et » lui fit partager très-amicalement son lit et son souper. La » patience et la sobriété de notre milice est si admirée qu'il » y a deux jours un colonel français réunit ses officiers pour » les engager à suivre les bons exemples donnés aux soldats » français par les troupes américaines : ils vont si loin dans » leur admiration qu'ils trouvent beaucoup à dire en faveur » du général Varnum et de son escorte de dragons de milice » qui remplissent toutes les rues de Newport. D'un autre » côté, la discipline française est telle que les poulets et les » cochons se promènent au milieu des tentes sans qu'on les » dérange, et qu'il y a dans le camp un champ de maïs dont » on n'a pas touché une feuille. Les torys ne savent que » dire ». — (Lettres de Washington du 14 juillet au 5 août 1780, et Appendices nos 1 et 3, tome VII.)

veler une autre campagne. J'ai ajouté qu'au 1er novembre nous n'aurions plus de milices, qu'au 1er janvier la moitié de notre armée continentale serait congédiée, et je me suis permis de dire, en mon propre nom, que je croyais politiquement nécessaire de pouvoir agir cette campagne, ce dont je me suis assuré sur mon chemin en sondant les dispositions du peuple.

2° Je vous ai confirmé ce que j'avais déjà eu l'honneur de vous mander et sur les troupes continentales et sur les milices que nous aurions avec nous. Je vous ai dit qu'en portant les ennemis dans New-Yorck à quatorze mille hommes, dont dix mille réguliers et quatre mille assez mauvaises milices, je croyais qu'on exagérait un peu leur nombre, et qu'il en fallait d'abord retrancher les matelots employés par l'amiral Arbuthnot. Quant aux fortifications, je vous ai dit que les troupes américaines se chargeaient de New-Yorck, et que le fort de Brooklyn où vous pourriez opérer de concert avec une division de notre armée, que ce fort, dis-je, était un simple ouvrage en terre à quatre bastions, avec un fossé et un appentis contenant de mille à quinze cents hommes, et ayant en avant de lui un petit ouvrage où il n'en peut tenir que cent. J'ai ajouté que rien ne s'opposait aux approches régulières contre Brooklyn et que ce poste est la clef de New-Yorck.

3° Je vous ai fait part du plan du général Washington, et vous ai dit que dès le moment où vous

pourriez vous mettre en marche il se rendrait à Morrisania, où, comme je le répète encore, il établira des batteries qui fermeront le passage de Hell's Gate, et assureront celui du continent à Long-Island, de manière à n'avoir rien à craindre des vaisseaux ennemis. En attendant votre arrivée, Messieurs, notre armée se retrancherait, ou à Morrisania, ou, s'il est possible, sur l'île de New-Yorck, et se mettrait en état de détacher un corps de troupes, dès que, soit en venant par terre à Westchester et passant ensuite à la faveur de nos batteries, soit en vous rendant par mer à Wistown ou toute autre baie dans ce voisinage, vous vous seriez approchés de nous. Le général Washington destinerait un corps suffisant d'Américains et quinze pièces de gros canon à la coopération avec vos troupes, et il pense qu'avec ces forces et cette artillerie réunies, on viendrait bientôt à bout du point de Brooklyn, et par conséquent de la ville de New-Yorck.

4° Je vous ai représenté que Long-Island était un pays riche, où, malgré les destructions des Anglais, il resterait quelques ressources; que nous devions être sûrs d'y être joints par des milices de l'île; enfin que par le secours de nos sous-batteries de Morrisania, et encore mieux d'une batterie sur l'île de New-Yorck, nous assurerions la communication de Long-Island avec le continent. C'est d'après ces informations que mon opinion, à moi comme particulier, serait de commencer, si l'on

peut mettre la flotte en sûreté, avant d'avoir la supériorité maritime.

5° J'ai fortement insisté sur la nécessité de posséder aussitôt que possible le port de New-Yorck. J'ai prié M. le chevalier de Ternay de vouloir bien considérer ce point avec les pilotes que je lui ai donnés, et en présentant les immenses avantages de cette démarche, j'ai espéré que, soit avec un secours de troupes terrestres du côté de Sandy-Hook, soit seulement par sa propre supériorité maritime, il serait en état de faire ce que nous craignions pour lui dans le temps où nous l'attendions avec l'amiral Graves.

6° En vous proposant d'envoyer vos magasins à Providence, je vous ai dit que Rhode-Island était inutile aux Américains, mais qu'il était très-intéressant pour les secours arrivant de la France, pourvu cependant qu'il ne fallût pas une armée pour le garder; que si les Anglais avaient le tort de s'en emparer, une flotte supérieure, aidée par le continent, serait toujours en état de le reprendre.

7° J'ai fini par avoir l'honneur de vous dire, Messieurs, que pour opérer contre New-Yorck il faut commencer au plus tard vers les premiers jours de septembre, et après cet exposé je vous ai dit que le général Washington, rempli de la plus entière confiance en vous, ne désirait qu'avoir votre opinion sur ce sujet et ne voulait rien entreprendre que ce qui vous paraîtrait avantageux.

Voilà, Messieurs, ce que j'ai eu l'honneur de

vous dire, et voici ce que vous m'avez fait celui de me répondre.

1° Que le secours envoyé aux États-Unis n'était rien moins que momentané; que la seconde division devait partir peu de temps après vous, et qu'on avait droit de l'attendre à chaque instant; qu'elle porterait au moins deux mille cinq cents, et vraisemblablement un plus grand nombre de troupes; qu'elle devait être convoyée par trois vaisseaux, mais que selon toute apparence on en ferait partir davantage; que la seule raison qui l'empêchât d'arriver avant le 1er de septembre serait une impossibilité de jonction entre les flottes française et espagnole, et que dans ce dernier cas elle arriverait au moins à la fin de l'automne et serait alors beaucoup plus forte; que M. de Guichen a été averti de nos projets, et a reçu ordre de les faciliter; qu'en conséquence M. le chevalier de Ternay lui a écrit pour avoir les cinq vaisseaux promis, et que d'après toutes ces données vous espériez être en état d'agir avant la fin de la campagne, mais ne doutiez pas au moins de nous fournir des forces très-supérieures pour cet hiver et pour la campagne prochaine.

2° Le projet d'attaquer Brooklyn vous a plu entièrement et vous a paru le plus propre à la réduction de New-Yorck; mais vous croyez que nous devons avoir sur cette île une force au moins égale à celle que l'ennemi pourrait nous présenter, et vous m'avez ajouté qu'en laissant un masque à

New-Yorck il peut tomber sur le corps de Long-Island avec presque toute son armée, ce qui, comme vous voyez, avait déjà été pourvu par les arrangements du général Washington.

3° Vous m'avez paru douter qu'il fût possible d'arrêter les ennemis par le passage de Morrisania, mais c'est un point sur lequel je puis vous donner des éclaircissements décisifs. L'idée de vous rendre par terre à Westchester semble vous convenir moins que celle d'aller par mer dans une baie de Long-Island; quant au débarquement, M. le comte de Rochambeau le regarde comme une opération très-longue, et d'après l'expérience qu'il a sur ce sujet, il croit qu'il faut près de trois semaines pour mettre à terre une armée avec tout son attirail de campagne et de siége. Vous avez désiré avoir le plus de connaissances possible sur Brooklyn pour faire en conséquence les calculs de l'artillerie et du génie.

4° Vous m'avez paru regarder la supériorité maritime comme nécessaire, même au commencement de nos opérations; mais il est vrai que cette idée est peut-être unie à vos doutes sur la communication de Morrisania.

5° M. le chevalier de Ternay regarde comme difficile de s'emparer du port de New-Yorck, et espère remplir le même objet par la situation de sa croisière. Il ne croit pas que ses vaisseaux de 74 puissent entrer, mais sur la différence d'opinion que j'ai hasardée, au moins quant à l'importance

d'occuper le port, il m'a dit qu'il travaillerait encore sur cet article. Quant à sa manière de protéger le débarquement, ce serait de croiser dans le Sound, et ses frégates avec un ou deux vaisseaux iraient dans la baie où l'on voudrait mettre les troupes à terre.

6° L'île de Rhode-Island vous paraît d'une très-grande importance à garder; mais si M. de Ternay a la supériorité, vous croyez, ainsi que nous, inutile d'y laisser une garnison pendant l'attaque de New-Yorck. M. le comte de Rochambeau m'a chargé d'assurer le général Washington que, dans tous les cas où il recevrait un ordre, il se porterait sur-le-champ au point que le commandant en chef jugerait convenable. Je lui ai dit aussi que les généraux français désiraient qu'il fût possible de causer avec lui.

En terminant notre conversation, nous avons définitivement arrêté les articles suivants, et j'en ai en conséquence rendu compte au général Washington.

1° Vous avez écrit en France pour presser l'arrivée et l'augmentation de secours; vous avez déjà demandé les cinq vaisseaux de M. de Guichen, et je me suis chargé d'une autre lettre qui répète la même réquisition et qui passera par M. le chevalier de la Luzerne.

2° Aussitôt que l'arrivée des vaisseaux vous sera annoncée, soit de la seconde division, soit des îles, vous expédierez sur-le-champ un courrier au gé-

néral Washington, et tandis que notre armée marchera à Westchester, que la vôtre se préparera à s'embarquer, M. de Ternay tâchera d'effectuer sa jonction.

3° Si la flotte française est égale à celle des ennemis, elle combattra sur-le-champ pour la supériorité; si elle est supérieure, elle prendra en toute diligence les troupes françaises de Rhode-Island et les portera dans la baie indiquée pour le débarquement.

4° On choisira un point où les vaisseaux protégent l'opération, où la première tête de troupes puisse trouver un champ de bataille soutenu par le feu des vaisseaux, et derrière lequel le reste de l'armée puisse arriver; où, en s'avançant avec toutes les troupes mises à terre, on ait encore sa droite et sa gauche appuyées de façon que l'on puisse couvrir la suite du débarquement. On prendra un lieu tellement situé que le corps d'armée américain destiné à cette expédition particulière y puisse arriver et mettre à terre au même moment que M. le comte de Rochambeau, et que leur général puisse à l'instant coopérer avec le général français.

5° D'après le nombre de troupes françaises en état d'opérer, le général Washington enverra ou conduira lui-même sur Long-Island un nombre de troupes égal à l'armée ennemie qui leur serait opposée, et aura un corps de troupes à peu près de même force, soit à Westchester, soit sur l'île de New-Yorck.

6° M. le chevalier de Ternay examinera attentivement la possibilité de forcer le passage de Sandy-Hook, et s'il y en a quelqu'une, effectuera cet objet important.

7° Aussitôt qu'il arrivera des armes, habits, et munitions, appartenant aux États-Unis, M. le chevalier de Ternay voudra bien, sans leur donner le temps d'entrer dans le port, les faire sur-le-champ convoyer par des frégates, ou si les batteries ne sont pas établies, par un vaisseau de ligne, au point quelconque dans le Sound que le général Washington indiquera.

8° La flotte française se chargera des bateaux dont nous aurons besoin et qu'on lui délivrera à Providence; elle nous prêtera toute la poudre dont elle pourra se passer; elle ne peut pas dans ce moment-ci en prêter plus de trente milliers.

9° J'enverrai à MM. les généraux français des renseignements sûrs sur le passage du Sound par Hell's Gate; je leur communiquerai aussi tous les détails qui concernent Brooklyn, et ils nous enverront en conséquence tous les calculs de l'artillerie et du génie d'après lesquels nous règlerons ce qui doit être envoyé pour ces deux parties avec le corps américain de Long-Island. Les deux points de ce neuvième article sont ceux qui ont mis du doute dans l'opinion de MM. les généraux français, et je leur enverrai d'ici une information de ce que j'ai eu l'honneur de leur dire.

10° Les malades, magasins, etc., seront envoyés

à Providence, et nous ferons mettre en état les batteries de cette rivière.

11° Il est bien clairement décidé qu'au moment où la supériorité maritime arrivera, les Français ne doivent pas perdre un seul jour pour commencer leur coopération.

Tel est, Messieurs, l'abrégé du compte rendu au général Washington; et comme il lui servira de base pour ses préparatifs, ainsi que de règle pour les éclaircissements futurs que vous pouvez recevoir; comme, d'après la confiance qu'il m'a témoignée, j'ai dû arrêter définitivement tout ce qu'il me sera possible d'arranger avec vous; et comme enfin le sort de l'Amérique semble dépendre de vorte activité ou de votre repos pendant le reste de cet été, je mets la plus grande valeur à ce que vos idées soient parfaitement rendues, et vous supplie de ne pas perdre de temps à m'écrire quatre mots qui m'assurent si je vous ai bien compris.

Peu de temps après mon départ, Messieurs, vous aurez appris que le général Clinton, ayant craint pour New-Yorck, a été forcé par le mouvement de notre armée à se renfermer dans cette île. L'armée est à présent près de Dobbs's Ferry à dix milles au-dessus de King's Bridge, sur la rive droite de la rivière du Nord, et notre avant-garde est près de trois milles en avant.

Si le général Clinton juge à propos de nous combattre à nombre et à terrain égaux, nous lui en fournirons une occasion favorable, et il peut profiter de

cette espèce de défi pour faire l'essai le plus impartial des troupes anglaises et hessoises contre les troupes américaines.

J'attendrai ici, Messieurs, avec empressement, votre réponse à cette lettre. J'aurai l'honneur de vous communiquer les différents avis que le général Washington voudra vous faire passer. Les premières nouvelles des vaisseaux sont bien nécessaires à notre tranquillité, et d'après une connaissance intime de notre situation, je vous assure, Messieurs, comme particulier et en mon propre nom, qu'il est important d'agir cette campagne, et que toutes les troupes que vous pouvez espérer de France pour l'année prochaine, ainsi que tous les projets dont vous pouvez vous flatter, ne répareront point les fatals inconvénients de notre inaction. Sans les ressources américaines, tous les secours étrangers ne feront rien dans ce pays-ci, et quoique dans tous les cas vous puissiez entièrement compter sur nous, je crois bien intéressant de profiter des moments où vous trouvez ici une coopération sans laquelle vous ne pouvez rien faire en Amérique pour la cause commune.

J'ai l'honneur, etc.

P. S. Telle est, Messieurs, la longue lettre officielle que j'ai l'honneur de vous écrire, et je ne veux pas la laisser partir sans vous remercier des bontés que vous m'avez témoignées à Rhode-Island et vous présenter l'hommage de mon tendre attachement.

DE M. DE ROCHAMBEAU

A M. DE LAFAYETTE.

Newport, le 12 août 1780.

J'ai reçu, mon cher marquis, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire du 9 août; vous me permettrez de vous renvoyer, pour la réponse, à celle que j'ai eu celui d'écrire à notre général le 10 de ce mois, pour lui exposer mon opinion que vous m'avez demandée de sa part; je me borne donc à attendre ses derniers ordres et à lui demander en grâce un rendez-vous pour que l'amiral et moi allions verbalement recevoir de lui, en une conversation, un plan définitif; on fera plus en un quart d'heure que par des dépêches multipliées. Je suis, plus que personne au monde, convaincu de ce que vous me mandez, que sa marche a retenu Clinton qui voulait venir nous attaquer, mais je vous observerai en même temps qu'il y avait tout à espérer qu'il aurait été bien battu ici, et que pendant ce temps-là notre général aurait pris New-Yorck. — Sur ce que vous me mandez, mon cher marquis, que la position des Français à Rhode-Island n'est d'aucune utilé aux Américains, je vous observerai :

1° Que je n'ai pas encore ouï dire qu'elle ait nui à aucun d'entre eux ;

2° Qu'il serait bon pourtant de réfléchir que la position du corps français peut bien être pour quelque chose dans l'évacuation que Clinton a faite du continent où il était pour se confiner à Long-Island et à New-Yorck ; qu'enfin, pendant que la flotte française est observée ici par une marine supérieure et rassemblée, vos côtes de l'Amérique sont tranquilles, vos corsaires font des prises très-avantageuses, et votre commerce maritime a toute liberté. Il me semble que dans cette douce position on peut bien attendre une augmentation de marine et de forces que le roi m'a assuré devoir envoyer; qu'enfin, puisque je n'ai pas une lettre de France depuis mon départ, je ne peux que me flatter que la seconde division est en route et m'apporte des dépêches, puisque, si elle avait été bloquée par des forces supérieures, on m'aurait fait porter des côtes de France un avis quelconque. — Je crains ces Savannah et autres événements de cette espèce dont j'ai tant vu dans ma vie. Il est un principe en guerre comme en géométrie, *vis unita fortior*. Au surplus, j'attends les ordres de mon généralissime, et je le supplie de nous accorder, à l'amiral et à moi, une entrevue. Je joindrai la dépêche de ce dernier à ce paquet, dès qu'il me l'aura adressée.

Je vous embrasse, mon cher marquis, du meilleur de mon cœur.

Le comte de Rochambeau.

A MM. DE ROCHAMBEAU ET DE TERNAY.

Au camp, le 18 août 1780.

Messieurs, comme j'ai les mêmes choses à vous soumettre, permettez que cette lettre soit encore commune, et sans me plaindre de l'interprétation de la dernière, permettez que je m'accuse ici de m'être bien gauchement expliqué.

A mon retour ici, Messieurs, le général Washington m'a demandé compte de nos conversations. Vous savez qu'il m'avait donné ses pleins pouvoirs pour vous éclairer sur notre situation, et pour arrêter définitivement le plan de la campagne. Lorsqu'il sut que vous désiriez conférer avec lui, il me manda encore que je devais tout arranger en son nom, comme s'il était présent. Il était naturel qu'il désirât savoir ce que je vous avais dit, ce que vous aviez répondu, ce que nous avions arrêté. Il pensait que la meilleure manière de rassembler toutes ces idées était de les écrire; et moi, craignant de dire un seul mot qui ne fût pas parfaitement suivant vos intentions, je crus qu'il était plus honnête, plus respectueux vis-à-vis de vous, de soumettre à votre examen le compte par écrit que mon général m'avait demandé. J'ajoute-

rai ici, Messieurs, que le général, ne vous croyant éclairés sur notre position que d'après ce que j'avais eu l'honneur de vous dire, les lettres antérieures qu'il avait reçues ne lui paraissaient pas des réponses à ce que je m'étais chargé de vous exposer. Tout ce que je vous ai dit, Messieurs, sur Rhode-Island, sur le passage de Hell's Gate, sur le port de New-Yorck, sur le débarquement, tout était d'après les ordres réitérés du général Washington ; et quant aux opinions politiques, dont je me dispenserai dans la suite, parce qu'elles doivent venir de M. le chevalier de la Luzerne, je vous assure que si, en ma qualité de votre compatriote, il était plus délicat de les donner en mon propre nom, elles n'en sont pas moins conformes aux sentiments du général Washington. Le seul instant où je me suis permis de parler d'après moi seul, c'est celui où, lassé des questions qui m'ont été faites par mille individus américains, et sur la seconde division, et sur la supériorité des Anglais dans ce moment, je me suis laissé aller au plus vif désir d'agir sur-le-champ, et à l'espérance que nous pourrions commencer à présent. Si j'ai eu un tort, je crois n'avoir eu que celui-là.

Je crois que la marche sur New-Yorck a rappelé Clinton de la baie d'Huntington, mais je crois que s'il avait fait la sottise de vous attaquer, il aurait à la fois perdu à Rhode-Island une partie de son armée, de la façon des troupes françaises, et perdu l'île de New-Yorck par notre attaque ; c'est l'opi-

nion que j'avais, c'est celle que j'ai trouvée établie ici, et je pense qu'il est très-malheureux pour la cause commune que le général Clinton n'ait pas poursuivi son entreprise. Est-ce moi qui imaginerai le contraire, moi qu'on a toujours plaisanté de croire impossible que des Français fussent battus?

Lorsque d'après trois lettres et vingt conversations du général Washington je crus devoir vous dire sous quel point de vue nous regardions Rhode-Island, je ne crois pas avoir jamais imaginé de vous mander que vous y ayez nui à personne; et quant à l'avantage d'avoir en Amérique des troupes et une escadre française, permettez-moi de vous représenter, Messieurs, que M. d'Estaing m'a trouvé jadis fort disposé à faire valoir cette vérité; que depuis près de dix-huit mois, et particulièrement depuis le commencement de l'été dernier, j'ai eu avec le gouvernement français une correspondance suivie pour lui représenter l'utilité d'une pareille mesure; et quoique la reconnaissance des Américains n'ait aucunement besoin d'être excitée, il se passe peu d'heures où je n'emploie une partie de mon temps à faire sentir les avantages que vous leur procurez même dans votre infériorité, et où je ne prenne les mesures les plus propres à faire répéter cette vérité, depuis le Canada jusqu'à la Floride, comme je puis vous le prouver par le peu de copies de lettres que j'ai gardées.

Quant à la politique dont je me suis mêlé de terminer ma lettre, quoique je reconnaisse d'avoir

eu tort de vous l'écrire, je suis sûr d'avance que, d'après la connaissance intime du caractère et des ressources américaines, M. le chevalier de la Luzerne est entièrement de mon avis, ainsi que le général Washington.

Je ferai tout ce qui dépendra de moi, Messieurs, pour engager le général à vous aller trouver à moitié chemin ; mais dans la proximité où il est de l'ennemi, et dans la situation particulière de l'armée, que depuis le commencement de la guerre il n'a pas quittée, j'ai peur qu'il ne lui paraisse bien difficile de s'absenter. Toutes les fois que vous aurez des ordres à me donner, regardez-moi comme un homme qui, vous pouvez le savoir, adore sa patrie avec un enthousiasme particulier, et qui joint à cet intérêt, le premier de tous dans son cœur, celui de l'attachement respectueux avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc.

A M. DE ROCHAMBEAU.

Au camp, le 18 août 1780.

Après vous avoir écrit, Monsieur le comte, une lettre commune avec M. le chevalier de Ternay, permettez-moi de m'adresser à vous avec toute la confiance de cette tendre amitié que j'ai sentie

pour vous et que j'ai tâché de vous témoigner depuis ma plus tendre jeunesse. Quoique les expressions de votre lettre me témoignent votre bonté ordinaire pour moi, j'y ai remarqué quelques articles qui, sans m'être personnels, me montrent que ma dernière épître vous a déplu. Après quatre mois, que je me suis jour et nuit occupé à disposer les esprits à vous recevoir, à vous aimer; après tout ce que j'ai dit pour faire valoir les avantages de votre séjour à Rhode-Island, et après avoir profité de mon influence pour parler au peuple de cette vérité; enfin, Monsieur le comte, après tout ce que m'a dicté mon patriotisme et mon sentiment pour vous, mon cœur ne peut qu'être affecté de vous voir donner à ma lettre une tournure aussi défavorable et à laquelle je n'avais jamais songé. Si dans le cours de cette lettre j'ai pu vous offenser ou vous déplaire; si, par exemple, vous trouvez mauvais le compte par écrit que m'a demandé le général Washington, et que j'ai cru devoir vous soumettre, je vous donne ma parole d'honneur que j'ai cru faire une chose fort simple, si simple même que j'aurais regardé comme un tort vis-à-vis de vous d'y manquer.

Si vous aviez comme moi, Monsieur le comte, entendu parler de cette seconde division; si vous saviez à quel point les Anglais et les torys tâchent de persuader que la France ne veut qu'attiser le feu sans l'éteindre, vous concevriez que le désir de faire taire ces propos me donne un zèle peut-

être trop ardent. Je vous l'avouerai en confidence, au milieu d'un pays étranger mon amour-propre souffre de voir les Français bloqués à Rhode-Isand, et le dépit que j'en ressens me porte à désirer qu'on opère. — Quant à ce que vous me mandez, Monsieur le comte, à propos de Rhode-Island, si je vous faisais le détail de ce que j'ai dit, écrit, fait mettre dans les papiers publics; si vous m'aviez vu souvent, au milieu d'une troupe de paysans américains, raconter la conduite des Français à Newport; si vous passiez seulement trois jours ici avec moi, vous verriez l'injustice de cette espèce de reproche.

Si je vous ai offensé, je vous en demande pardon pour deux raisons, la première que je vous aime, la seconde que mon intention est de faire ici tout ce qui pourra vous plaire. Partout où je ne suis que particulier, vos ordres seront pour moi des lois, et pour le dernier des Français qui sont ici je ferais tous les sacrifices plutôt que de ne pas contribuer à leur gloire, à leur agrément, à leur union avec les Américains. Tels sont, Monsieur le comte, mes sentiments, et quoique vous m'en supposiez de bien contraires à mon cœur, j'oublie cette injustice pour ne penser qu'à mon attachement pour vous.

P. S. Je suis bien loin de penser, Monsieur le comte, que j'aie le moindre mérite dans le sentiment qu'on a ici pour vous et pour les officiers de votre armée; cet amour-propre est bien loin de

moi; mais enfin j'avais l'avantage de vous connaître, et j'ai eu celui de prédire ce que l'on a vu à votre arrivée et de répandre l'opinion de ce qui était autour de vous. Je suis bien convaincu, et personne ne peut disconvenir ici, que sans votre arrivée les affaires américaines auraient mal été cette campagne; mais au point où nous en sommes, ce n'est pas assez, et il est important d'avoir des avantages. Croyez que, quand je l'ai mandé *en mon nom,* cette opinion n'était pas à moi tout seul; mon tort a été d'écrire avec chaleur, officiellement, ce que vous auriez pardonné à ma jeunesse si je vous l'avais écrit en ami à vous seul; mais j'étais tellement dans la bonne foi que votre lettre m'a surpris autant qu'elle m'a affligé, et c'est beaucoup dire.

DE M. DE ROCHAMBEAU.

Newport, le 27 août 1780.

Permettez, mon cher marquis, à un vieux père, de vous répondre comme à un fils tendre qu'il aime et estime infiniment. Vous me connaissez assez pour croire que je n'ai pas besoin d'être excité, qu'à mon âge, quand on a pris un parti fondé sur la raison militaire et d'état, forcé par les

circonstances, toutes les instigations possibles ne peuvent me faire changer sans un ordre positif de mon général. Je suis assez heureux, au contraire, pour qu'il me dise dans ses dépêches que mes idées s'accordent substantiellement avec les siennes sur toutes les bases qui permettront de tourner ceci en offensive, et que nous ne différons que sur quelques détails sur lesquels la plus petite explication et certainement ses ordres trancheront toute difficulté. — Vous êtes humilié, mon cher ami, dans votre qualité de Français, de voir une escadre anglaise bloquer ici, par une supériorité marquée de vaisseaux et de frégates, l'escadre du chevalier de Ternay; mais consolez-vous, mon cher marquis; le port de Brest est bloqué depuis deux mois par une flotte anglaise qui a empêché de partir la seconde division sous l'escorte de M. de Bougainville. Si vous aviez fait les deux dernières guerres, vous n'auriez entendu parler que de ces blocus; M. de Guichen, à ce que j'espère, d'une part, et M. de Gaston, de l'autre, nous vengeront tous de ces chagrins momentanés.

C'est toujours bien fait, mon cher marquis, de croire les Français invincibles; mais je vais vous confier un grand secret, d'après une expérience de quarante ans : il n'y en a pas de plus aisés à battre, quand ils ont perdu la confiance en leurs chefs, et ils la perdent tout de suite, quand ils ont été compromis à la suite de l'ambition particulière et personnelle. Si j'ai été assez heureux

pour conserver la leur jusqu'ici, je le dois à l'examen le plus scrupuleux de ma conscience; c'est que sur quinze mille hommes à peu près qui ont été tués ou blessés sous mes ordres dans les différents grades et les actions les plus meurtrières, je n'ai pas à me reprocher d'en avoir fait tuer un seul pour mon propre compte.

Vous mandez au chevalier de Chastellux, mon cher marquis, que l'entrevue que je demande à notre général l'embarrasse, parce que c'est lors de l'arrivée de la seconde division, et que ce serait alors le temps d'agir. Eh! mon Dieu, vous avez donc oublié que je ne cesse de la demander préalablement à tout et qu'elle est indispensable pour convenir entre lui, l'amiral et moi, de tous nos moyens, de tous nos détails, afin qu'au cas qu'une des trois chances arrive pour nous mettre à portée d'agir offensivement, l'exécution soit prompte et rapide. Ce sera dans un de ces trois cas, mon cher marquis, que vous trouverez encore dans votre vieux radoteur de père des restes de vigueur et d'activité. — Soyez donc bien persuadé de ma plus tendre amitié, et que si je vous ai fait observer très-doucement les choses qui m'ont déplu dans votre première dépêche, j'ai jugé tout de suite que la chaleur de votre âme et de votre cœur avait un peu échauffé le flegme et la sagesse de votre jugement. Conservez cette dernière qualité dans le conseil, et réservez toute la première pour le moment de l'exécution. C'est toujours le vieux père Rochambeau

qui parle à son cher fils Lafayette qu'il aime, aimera et estimera jusqu'au dernier soupir.

Le comte de Rochambeau.

AU CHEVALIER DE LA LUZERNE.

Robinson-House, vis-à-vis West-Point,
le 26 septembre 1780.

En vous quittant hier matin, Monsieur le chevalier, pour venir déjeuner ici chez le général Arnold, nous étions bien loin de penser à l'événement dont je vais vous faire part *. Vous frémirez du danger que nous avons couru. Vous admirerez la chaîne miraculeuse de hasards et d'événements imprévus qui nous a sauvés; mais vous serez encore plus surpris en connaissant par quels instruments se conduisait cette conjuration. West-Point

* On n'avait pas abandonné l'idée d'une expédition sur New-Yorck. On en traitait par lettres. Le général Washington tombait d'accord avec les généraux français de la nécessité d'attendre un renfort maritime. Ceux-ci insistaient pour avoir une conférence avec lui et M. de Lafayette. (Voyez surtout la lettre de Washington du 21 août, tome VII, p. 169.) Cette conférence, longtemps différée, fut enfin accordée, et le rendez-vous fixé à Hartford (Connecticut). Washington quitta son armée le 18 septembre. On se rappelle que c'est son entrevue avec Arnold au passage de l'Hudson qui détermina ce

était vendu, et c'était par Arnold; le même homme qui s'était couvert de gloire en rendant à sa patrie des services signalés, avait dernièrement formé un pacte horrible avec les ennemis, et sans le hasard qui nous a conduits ici à une certaine heure, sans celui qui, par une combinaison d'accidents, a fait tomber l'adjudant général de l'armée anglaise dans les mains de quelques paysans, hors de tous nos postes, West-Point et la rivière du Nord seraient à présent peut-être dans la possession des ennemis.

Quand nous partîmes hier de Fishkill, nous fûmes précédés par un de mes aides de camp et celui du général Knox, qui trouvèrent ce général et madame Arnold à table, et s'y mirent avec eux pour déjeuner. Pendant ce temps-là, on porta deux lettres au général Arnold, en lui rendant compte de la prise de l'espion. Il ordonna qu'on sellât un cheval, monta ensuite chez sa femme pour lui dire qu'il était perdu, et chargea son aide de camp de dire au général Washington qu'il allait

dernier aux démarches qui amenèrent la découverte de la conspiration. (Voyez plus haut p. 14). Aussi quelques jours après, M. de Rochambeau écrivait-il à M. de Lafayette :

« La Providence est pour nous, mon cher marquis, et cette » entrevue si intéressante, que j'ai tant désirée et qui m'a » fait tant de plaisir, est couronnée par un coup du ciel. Le » chevalier de la Luzerne n'est point encore arrivé; j'ai pris le » parti de décacheter votre lettre pour lui où je devais trou- » ver tous les détails de cette horrible conspiration, et j'en » suis pénétré de douleur et de plaisir de sa découverte. »

à West-Point, et reviendrait dans une heure.

A notre arrivée ici, nous passâmes la rivière et allâmes visiter les ouvrages. Vous jugerez de notre étonnement, lorsqu'à notre retour on nous apprit que l'espion arrêté était le major André, adjudant général de l'armée anglaise; et lorsque par les papiers trouvés sur lui, on reconnut la copie d'un conseil de guerre fort intéressant, l'état de la garnison et des ouvrages, des observations sur les moyens d'attaque et de défense, le tout écrit de la main du général Arnold.

L'adjudant général anglais écrivait aussi au général en avouant son nom et sa situation. On courut après Arnold; mais il s'était sauvé dans un bateau à bord de la frégate anglaise *le Vautour*, et personne ne soupçonnant sa fuite, aucun poste n'avait pu songer à l'arrêter. Le colonel Hamilton, qui avait couru après lui, reçut bientôt après un parlementaire avec une lettre d'Arnold pour le général, où il n'entre dans aucun détail pour justifier sa trahison, et une lettre du commandant anglais Robertson qui, dans un style fort insolent, redemandait l'adjudant général, comme n'ayant agi que par la permission du général Arnold.

Le premier soin du général a été de rassembler à West-Point les troupes qu'Arnold avait dispersées sous différents prétextes. Nous sommes restés ici pour veiller à la sûreté d'un fort que les Anglais respecteront moins en le connaissant davantage. On fait venir des troupes continentales, et comme

les conseils d'Arnold peuvent déterminer Clinton à un mouvement soudain, l'armée a eu ordre d'être prête à marcher à la minute.

A MADAME DE TESSÉ.

Au camp sur la rive droite de la rivière du Nord, près de l'île de New-Yorck, 4 octobre 1780.

Une frégate française arrivant d'Amérique... le fils de M. de Rochambeau à bord... bon Dieu, quel bruit cela va faire, et quelle peine les curieux auront à découvrir le secret des ministres! Moi, ma cousine, je vais vous dire le nôtre. L'armée française est arrivée à Rhode-Island, et n'en est pas sortie. Les sept vaisseaux de M. de Ternay ont toujours été bloqués, et les Anglais ont ici dix-neuf vaisseaux sous l'heureux Rodney. Nous autres Américains, sans argent, sans paye et sans vivres, nous avons par de bonnes paroles formé une armée qui depuis trois mois offre la bataille aux Anglais, mais qui sans vaisseaux ne peut pas aller sur l'île de New-Yorck. Gates, qui n'était pas mon ami, l'est encore moins depuis qu'il s'est laissé battre dans le sud. Mais tout cela est aussi monotone qu'une guerre européenne, et pour soutenir l'intérêt, il faut de la catastrophe.

Vous saurez donc, ma cousine, qu'un certain général Arnold, fort fameux de par le monde, commandait pour nous à West-Point, et sur la rivière du Nord dont M. le duc d'Ayen vous expliquera l'importance. Le général Washington et moi revenions d'Hartford où nous avions conféré avec les généraux français, et au moment où nous arrivions à la maison de cet Arnold, nous découvrîmes une conspiration de la plus grande importance. C'est à une combinaison de hasards incroyables que nous devons cette découverte. West-Point était vendu par Arnold, et nous par conséquent perdus. Le traître s'est enfui chez les ennemis.

J'ai reçu de vos nouvelles par la flotte et par *l'Alliance*, ma chère cousine, et j'en attends depuis longtemps avec impatience. Celle de la nation ne sera pas satisfaite de la tranquillité où nous sommes. Mais sans vaisseaux, nous ne pouvons qu'attendre les coups, et le général Clinton ne paraît pas pressé d'en porter ici. Quant à nous, républicains, nous prêchons notre souverain maître, le peuple, pour qu'il lui plaise de recommencer ses efforts. En attendant, nous sommes d'une frugalité, d'une pauvreté, d'une nudité dont, j'espère, on nous tiendra compte dans l'autre monde en guise de purgatoire.

Poirey * est ici, ma chère cousine, et quoiqu'il

* Secrétaire. Le maréchal de Noailles avait une maison à Saint-Germain.

n'y retrouve pas Saint-Germain, je vous assure qu'il s'accoutume fort bien à la vie de soldat. Je vous remercie de tout mon cœur des nouvelles que vous me mandez. Quoiqu'elles m'aient fait un vif plaisir, j'ose à peine y répondre, de peur que mes réponses n'aient par trop l'air de venir de l'autre monde. On a mis dans les gazettes que le roi d'Espagne était mort. Est-ce que Dieu l'aurait puni d'avoir donné la grandesse à M. de Montbarrey?

Je n'ai pas besoin, ma cousine, de vous dire que ma santé est bonne, c'est mon usage. Ma situation ici est aussi agréable que possible. Je suis fort bien avec l'armée française, à ce que je crois. On me comble de bontés dans l'armée américaine; j'y commande un camp volant composé de l'élite de l'armée. Mon ami le général Washington est toujours pour moi tel que je vous l'ai dépeint.

Adieu, ma chère cousine, quand vous verrai-je? Mon Dieu, faites une bonne paix pour que j'embrasse mes amis, et je renonce à ma part de prise dans la gloire que nous pourrions espérer par la suite.

Permettez-moi d'embrasser ici M. de Tessé, M. de Mun, M. Sénac, le baron *, j'allais dire sa fille.

* Le baron de Tott.

A MADAME DE LAFAYETTE.

Auprès du fort Lee, vis-à-vis le fort Washington, sur la rivière du Nord, le 7 octobre 1780.

Vous aurez appris, mon cher cœur, tout ce qui a pu vous intéresser sur mon compte, depuis mon arrivée à Boston jusqu'à mon voyage à Rhode-Island, où les affaires publiques et le désir particulier de voir mes amis m'ont conduit peu de temps après leur débarquement. J'ai été depuis à Hartford dans le Connecticut pour une entrevue des généraux français avec le général Washington; mais, des jeunes gens mes amis, il ne s'y est trouvé que Damas *. Le vicomte ** et moi nous écrivons souvent, mais ne nous voyons guère, et le malheureux reste enfermé à Rhode-Island; l'escadre français y retient l'armée, et y est elle-même retenue par dix-neuf vaisseaux de ligne accompagnés de beaucoup d'autres bâtiments de guerre, avec lesquels M. Rodney promène en triomphe le pavillon britannique. Tant que notre infériorité maritime durera, vous pourrez être tranquille sur la santé de vos amis d'Amérique.

* Le comte Charles de Damas, mort pair de France sous la restauration.

** Le vicomte de Noailles.

Je vais pourtant vous parler de la mienne; elle a été toujours excellente et ne s'est pas dérangée un seul instant; la vie de soldat est infiniment frugale, et la chère des officiers généraux de l'armée rebelle est un peu différente de celle que font ceux de l'armée française à Newport. Vous aurez su qu'à mon arrivée en Amérique je trouvai l'armée du général Washington fort exiguë en nombre, et plus encore en ressources. Les espérances n'étaient pas brillantes, et la perte de Charlestown était pour nous un coup de massue. Mais le désir de coopérer avec leurs alliés donna aux États un nouveau ressort. L'armée du général Washington augmenta de plus de moitié, et on y ajouta plus de dix mille hommes de milice qui seraient venus si nous eussions agi offensivement. Il y eut des associations de marchands, des banques patriotiques pour faire subsister l'armée. Les dames firent et font encore des souscriptions pour donner quelques secours aux soldats; dans le temps que cette idée fut proposée, je me fis votre ambassadeur auprès des dames de Philadelphie, et vous êtes pour cent guinées sur la liste. Le général Gates eut dans le sud une armée suffisante pour la défensive, mais il a été complétement battu en Caroline. Le fruit de tous ces travaux a été de prouver aux Français, que les Américains ne demandaient pas mieux que de seconder leurs vues; aux Anglais, que la flamme de la liberté n'était point éteinte en Amérique; et de nous tenir pendant toute la campagne

à portée d'une bataille que le général Clinton, quoique égal en nombre, n'a pas jugé à propos d'accepter. Si nous avions eu des vaisseaux, il eût été possible de faire davantage.

Comme je sais que tout ce qui m'intéresse vivement devient aussi intéressant pour vous, je vous dirai que nous sommes occupés d'un grand système, qui nous assurerait une armée considérable pour toute la guerre, et qui mettrait en œuvre toutes les ressources dont l'Amérique peut être susceptible. Dieu veuille que le peuple connaisse bien ses vrais intérêts, et nos affaires iront sans peine.

M. de Rochambeau et M. de Ternay, ainsi que tous les officiers français, se conduisent fort bien ici. Un petit excès de franchise m'a occasionné un léger débat avec ces généraux. Comme j'ai vu que je ne persuadais pas, et qu'il est intéressant à la chose publique que nous soyons bons amis, j'ai dit à tort et à travers que je m'étais trompé, que j'avais commis une faute, et j'ai en propres termes demandé pardon, ce qui a eu un si merveilleux effet que nous sommes mieux que jamais à présent.

Je commande un camp volant qui fait toujours l'avant-garde, et est indépendant de la grande armée; cela est beaucoup trop beau pour notre situation pacifique.

Sur la rivière d'Hackensack, ce 8 octobre 1780.

Vous apprendrez, mon cher cœur, un événement important et où l'Amérique l'a échappée belle; c'est une conspiration affreuse tramée par le fameux Arnold; il avait vendu aux Anglais le fort de West-Point où il commandait et par conséquent le cours de la rivière du Nord; il ne s'en est fallu que d'un rien que cette conjuration ait été exécutée, et il y a eu autant de hasards combinés que dans l'affaire de *l'Alliance* dont je vous ai souvent parlé *. Après notre voyage d'Hartford, le général Washington passa par West-Point qui n'était pas dans son chemin; mais il voulait me montrer les ouvrages qui ont été faits depuis mon départ pour la France. Retenus par différents accidents le long de la route, nous sommes arrivés dans la maison du traître au moment où il venait de recevoir des lettres qui l'ont découvert. Il n'avait pas le temps d'intercepter ces preuves de son infamie, et par conséquent il n'a pu que se sauver à New-Yorck une demi-heure avant notre arrivée.

L'adjudant général de l'armée anglaise a été arrêté sous un habit et un nom déguisés. C'était un homme intéressant, le confident et l'ami du général Clinton; il s'est conduit d'une manière si fran-

* La conspiration découverte à bord de la frégate qui ramena M. de Lafayette, en septembre 1779.

che, si noble, si délicate, que je n'ai pu m'empêcher de le regretter infiniment.

J'ai eu un grand plaisir à lire les lettres de mes charmantes sœurs, je leur écrirai demain, et je vais toujours envoyer ce griffonnage, de peur que la frégate ne parte. Je finis ma lettre ici, après l'avoir commencée un peu plus près des ennemis; nous y avons été pour protéger une petite entreprise d'un détachement de mon avant-garde, qui s'est bornée à prendre deux officiers et une quinzaine d'hommes et de chevaux. Nous marchons à présent vers un endroit que vous trouverez marqué sur la carte, Totawa, où la grande armée doit aussi se rendre. J'écrirai de là à madame d'Ayen et à mes sœurs.

Totawa-Bridge, ce 10 octobre 1780.

Je vais fermer ma lettre, mais avant de la cacheter, je veux vous parler encore un petit moment de ma tendresse. Le général Washington a été bien sensible à ce que je lui ai dit pour vous; il me charge de vous présenter ses plus tendres sentiments; il en a beaaucoup pour George *. Il a été fort touché du nom que nous lui avons donné. Nous parlons souvent de vous et de la petite famille; adieu, adieu.

* M. George Washington Lafayette.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Camp de la division légère, 30 octobre 1780.

MON CHER GÉNÉRAL,

Dans nos conversations sur les opérations militaires, vous m'avez dit souvent que, depuis le commencement de la campagne, vos yeux étaient tournés vers un certain projet sur lequel je partage en général vos vues et vous prie de me permettre quelques observations.

Loin de diminuer mon désir de terminer la campagne par quelque coup brillant, l'entreprise sur Staten-Island, quoique ayant échoué, a fortifié mon opinion ; car j'ai vu clairement que les probabilités eussent été en notre faveur, et que nos hommes étaient tout à fait aptes à une entreprise de ce genre *.

* M. de Lafayette avait pris depuis le 7 août le commandement du corps de l'infanterie légère, consistant en six bataillons composés chacun de six compagnies d'hommes choisis dans les différentes lignes de l'armée. Ces bataillons étaient divisés en deux brigades, l'une commandée par le général Hand, et l'autre par le général Poor. L'inaction forcée de l'armée contrariait beaucoup et le caractère et la politique de M. de Lafayette; il cherchait sans cesse les moyens d'y mettre

Mes raisons pour désirer une tentative sont celles-ci. 1° Toute entreprise plaira au peuple de ce pays, lui montrera que nous ne restons pas oisifs lorsque nous avons des hommes; et même une défaite, pourvu qu'elle ne fût pas désastreuse, aurait encore ses bons effets. 2° On s'est souvent plaint à moi, à la cour de France, de l'inaction de cette armée américaine qui avant l'alliance s'était distinguée par son esprit entreprenant. On m'a dit souvent : « Vos amis nous laissent à présent » livrer leurs batailles et ne se risquent plus. » Il est plus que jamais d'une haute importance politique de leur montrer que nous sommes prêts à coopérer. Soyez assuré, mon cher général, que l'intérêt de beaucoup de gens est de faire supposer que *nous n'étions pas prêts;* et si quelque chose peut décider le ministère à accorder le secours demandé, ce sera de donner à la nation la preuve que *nous étions prêts.* Le chevalier de la Luzerne en était si convaincu (et sur ce point, son

un terme, au moins pour son propre compte. Le 14 août il avait écrit au général Washington pour lui demander l'autorisation d'essayer une surprise nocture sur deux camps de Hessois établis à Yorck-Island. Au commencement d'octobre, il tenta sur Staten-Island une expédition qui ne put s'accomplir par la faute de l'administration du matériel de l'armée. Cette lettre et celles du 13 novembre y font allusion. Nous avons dû retrancher dix lettres relatives uniquement à ces incidents sans importance d'une guerre d'observation.

intérêt est pareil au nôtre), qu'il avait été charmé du projet de Staten-Island. Je connais bien la cour de Versailles, et si j'avais à y retourner, je croirais très-impolitique de partir si nous n'avions rien fait. 3° Enfin il est plus que probable que des médiateurs entameront des négociations cet hiver; c'est alors que l'Angleterre dira : « Comment pou-» vons-nous abandonner nos prétentions sur un » peuple que nous considérons comme à moitié » conquis? leur ville la mieux fortifiée a été prise » par une armée peu supérieure en nombre à ses » défenseurs; leur armée du sud a été mise en dé-» route presque aussitôt que celle des Anglais l'a » regardée. New-Yorck est tellement à nous, qu'ils » n'osent en approcher, et les forces du général » Washington ne dépassent pas cinq mille hom-» mes. » Que pourra répondre la France, surtout depuis que d'après les lettres que je reçois, l'affaire de Charlestown a jeté nos armes dans un tel discrédit? Mais quelle différence si la France pouvait dire : « L'armée américaine a emporté, l'épée à la » main, vos meilleurs ouvrages ; elle vous a offert » la bataille dans votre propre île, et peut-être » (pourrait-elle ajouter, car les nouvelles se gran-» dissent en voyageant), peut-être dans ce moment » est-elle maîtresse de New-Yorck. »

D'après ces considérations, mon cher général, voici ce que je désire : trouver une expédition qui ait de l'éclat, qui procure des avantages probables et un immense dans l'avenir; qui, enfin, si elle ne

réussit pas, n'entraîne point de suites fatales; car la perte de deux ou trois cents hommes, dont la moitié n'est enrôlée que pour deux mois, ne serait pas une calamité sans ressource.

La base du projet, c'est que le fort Washington, une fois en notre pouvoir, peut avec les batteries du fort Lee, protéger notre passage à travers la rivière du Nord, et assurer notre retraite, principalement si l'on ajoute quelques ouvrages à l'endroit du rembarquement. On peut prouver que la prise du fort Washington est très-probable, et je sais que sur ce point vous êtes de mon avis. L'ennemi conserve dans la partie supérieure de l'île environ quinze cents à deux mille hommes qui occuperaient aussitôt tous les postes de ce côté. L'armée de Long-Island, comme aussi les troupes cantonnées à Harlem, se retireraient à New-Yorck. Dès que le fort Washington serait à nous, l'armée se porterait sur l'île, et nos troupes de West-Point arriveraient au même moment, ce qui est facile à calculer; de manière que nous pourrions ou tenir tous les postes du haut, ou les couper de leur principale armée. Quelques miliciens viendraient à notre aide, et comme ces postes ne sont pas bien approvisionnés, nous les prendrions au moins par la famine.

L'armée ennemie est de neuf mille hommes; il doit y en avoir environ mille dispersés dans les différents postes; quinze cents au moins seront tués ou pris au fort Washington, ou bloqués à

Laurel-Hill; il ne leur resterait qu'entre six ou sept mille hommes pour en attaquer dix. Je ne compte pas les deux mille miliciens, en supposant qu'ils osent les faire sortir, parce que nous pourrions leur en opposer quatre mille à nous. Dans une telle situation, est-il possible que sir Henri Clinton hasarde une bataille? S'il le fait, et que par aventure nous soyons battus, nous nous retirerons sous le fort Washington; mais si nous le battons, ses ouvrages seront si éloignés, qu'il sera écrasé dans sa retraite. Dans le cas contraire, et surtout s'il sait que l'armée française va venir et si nous répandons le bruit que la seconde division ou le comte de Guichen approche des côtes, il restera dans ses ouvrages, et nous enlèverons de façon ou d'autre les postes du haut. Lorsque nous serons sur le terrain, nous pourrons reconnaître New-Yorck et voir s'il y a quelque chose à faire. Si Clinton faisait un fourrage dans les Jerseys, je serais nettement d'avis de pousser jusqu'à la ville.

Si nous devons agir, l'époque de la saison rend nécessaire d'agir sur-le-champ. Je porterais aussitôt que possible l'armée sur notre position près du nouveau pont. Ce mouvement peut engager Clinton à marcher vers les Jerseys et nous rapprocher du point de l'exécution.

Quoique ma gloire personnelle et la vôtre, mon cher général, toutes deux bien chères à mon cœur, soient grandement intéressées, moins dans l'opinion de l'Amérique que dans celle de l'Europe, à

ce que nous fassions quelque chose dans cette campagne, j'espère que vous me connaissez trop bien pour penser que j'insisterais sur une détermination de cette nature, si je ne savais qu'elle est politiquement nécessaire, et qu'elle offre une suffisante probabilité militaire.

J'ai l'honneur d'être, etc.

P. S. Nous pourrions avoir dans douze jours les six cents hommes de la légion de Lauzun. Quand nos mouvements n'auraient d'autre résultat que d'opérer une diversion en faveur du sud, nous serions généralement approuvés, et peut-être gênerions-nous les opérations du général Leslie.

DU GÉNÉRAL WASHINGTON

A M. DE LAFAYETTE.

Au quartier général, 30 octobre 1780.

Il est impossible, mon cher marquis, de désirer plus ardemment que je ne fais de terminer cette campagne par un coup heureux; mais nous devons plutôt consulter nos moyens que nos désirs, et ne pas essayer d'améliorer l'état de nos affaires par des tentatives dont le mauvais succès les ferait empirer. Il faut déplorer que l'on ait mal compris

notre situation en Europe; mais pour tâcher de recouvrer notre réputation, nous devons prendre garde de la compromettre davantage. Toujours, depuis qu'il est devenu évident que les armées alliées ne pouvaient dans cette campagne faire d'opérations combinées, j'ai eu l'œil ouvert sur le point que vous indiquez, déterminé que j'étais, si une favorable occurrence se présentait, à la saisir. Mais autant que je puis me fier à mes informations, l'entreprise ne pourrait être garantie. Dans mon opinion, il serait imprudent de jeter une armée de dix mille hommes sur une île contre neuf mille sans les marins et la milice; telle paraît être, d'après nos rapports, la force de l'ennemi. Tout ce que nous pouvons faire à présent est donc de chercher à nous procurer une connaissance plus certaine de sa situation et d'agir en conséquence. C'est ce dont je me suis occupé quelque temps, mais jusqu'ici avec peu de succès. Je vous serai obligé de tout ce que vous pourrez faire pour m'y aider. La fuite d'Arnold semble avoir épouvanté jusqu'à la folie tous mes donneurs d'avis.

Je suis sincèrement, etc., etc.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Camp de la division légère, 13 novembre 1780.

MON CHER GÉNÉRAL,

En roulant dans mon esprit les chances d'être découvert par le clair de lune, et d'un autre côté, les inconvénients de rester sous nos tentes plus longtemps que vous ne le souhaitez, j'ai cherché s'il y avait telle position qui nous permît de profiter des premières heures de la nuit. Je ne puis prétendre savoir jusqu'à quel point l'attention de l'ennemi peut être éveillée par l'envoi des Pensylvaniens vers Acquaquenoc, et par notre marche vers la position d'Hackensack *. Le plus difficile de l'affaire serait l'article des bâteaux. Le colonel Smith ira demain matin à West-Point, à moins que quelque avis reçu au quartier général ne fît juger utile que l'entreprise fût tentée plus tôt,

* Le général en chef projetait une attaque sur les postes de la partie nord de l'île de New-Yorck. Pendant que le général Heath aurait par une feinte attiré ailleurs l'attention de l'ennemi, Washington devait se porter en avant, et M. de Lafayette attaquer le fort Washington. Cette expédition mûrement préparée se réduisit à quelques reconnaissances. La campagne se termina sans engagement sérieux.

auquel cas il irait reconnaître les lieux. Ne pourrait-il ramener de West-Point le colonel Gouvion qui a souvent examiné la place avec l'œil d'un ingénieur ? Ces idées qui se présentent à mon esprit n'ont rien d'arrêté, mais j'ai voulu vous les communiquer.

Très-tendrement et respectueusement, etc.

Le marquis de Laval-Montmorency, d'une des plus illustres familles de France, est en route pour le camp. Le chevalier de Chastellux, mon parent et mon ami, major général dans l'armée française, vient aussi. J'attends chaque jour mon beau-frère, et son ami, le comte de Charlus, fils unique du marquis de Castries qui jouit en France d'une grande considération et qui a gagné la bataille de Clostercamp. Le duc de Lauzun m'a aussi écrit qu'il viendrait bientôt *. Ces cinq officiers peuvent, par leur existence dans leur pays, être regardés comme les personnes les plus considérables de l'armée française. Je vous donne ces petits renseignements avant leur arrivée, d'après ce que vous m'avez demandé dans l'origine.

J'écris aux officiers qui commandent à Fishkill, West-Point et King's Ferry, afin que l'on indique

* Le marquis de Laval est le duc de Laval, mort sous la restauration. Le chevalier de Chastellux est connu par ses ouvrages. Le comte de Charlus est aujourd'hui le duc de Castries, membre de la chambre des pairs. M. de Lauzun a été général au service de la république française.

à ces Messieurs la meilleure route pour se rendre à mon quartier, d'où je vous les présenterai ; je crois que les lettres doivent être envoyées aussitôt que possible.

P. S. Je réfléchis que puisque le général Heath commande tous ces postes, il vaut mieux n'écrire qu'à lui. Vous pourriez aussi lui envoyer un mot.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Paramus, 28 novembre 1780.

Mon cher Général,

Nous sommes arrivés ici la nuit dernière, et nous avons été favorisés par le temps dans notre reconnaissance de l'île, pendant laquelle, je l'avoue, mes impressions étaient fort différentes de celles que j'avais éprouvées lorsque je regardais ces forts avec un œil d'espoir. J'ai vu cette fatale sentinelle à laquelle le colonel Gouvion faisait allusion, sur une batterie haute de Jeffery's Hook. J'ai vu aussi un petit bâtiment flottant au pied, mais c'est peu de chose, sans canon et rien que deux hommes à bord. Rien d'autre sur la rivière que ces maudits gardes ordinaires.

Puisque vous voulez bien me consulter sur le choix d'un adjudant général, je vous répéterai ici, mon cher général, que quoique j'aie jadis jugé autrement le général Hand, son zèle, son obéissance, son amour pour la discipline m'ont donné une très-haute opinion de lui. Le colonel Smith a été employé par moi à des fonctions du même genre, et je puis répondre qu'il remplira parfaitement vos intentions; à moins cependant que vous ne jetiez les yeux sur un homme qui, je crois, conviendrait mieux que tout autre au monde. Hamilton est, je l'avoue, l'officier que j'aimerais le mieux voir dans ce poste. A égalité de mérite, ses services sont de nature à obtenir de vous la préférence. Mais sa connaissance parfaite de vos intentions et de vos opinions sur toutes les dispositions militaires, son attachement à la discipline, l'avantage qu'il aurait sur tous les autres, particulièrement lorsque les deux armées opéreraient ensemble, et ses talents peu communs, le rendraient parfaitement propre à vous servir en cette nouvelle qualité. L'utilité dont il est à présent serait fort accrue par cet avancement; et sur tous les points il continuerait de rendre les mêmes services. Un adjudant général doit être toujours près du commandant en chef. Hamilton resterait donc dans votre état-major, et sa grande facilité pour les affaires le rendrait bon à tout. Sous tous les rapports publics et privés, mon cher général, je vous conseillerais de le prendre.

Je vous écrirai, en arrivant à Philadelphie, comment vont les affaires, d'après quoi je dresserai mes plans particuliers. Je souhaite de tout mon cœur que des nouvelles d'Europe nous mettent en état de tenter cet hiver quelques opérations maritimes. L'idée d'être si longtemps loin de vous me déplaît, il est vrai; mais je ne dois pas rester oisif. Dans tous les cas, il faut que je sois de retour quand l'armée immédiatement sous vos ordres entrera en campagne.

Je me flatte de l'espoir de rencontrer madame Washington sur la route. Adieu, mon cher général, très-tendrement et respectueusement à vous.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Philadelphie, 5 décembre 1780 *.

MON CHER GÉNÉRAL,

Je vous parlais dans ma lettre d'hier du projet d'une expédition espagnole contre Saint-Augustin.

* L'hiver, selon l'usage, amena la dispersion de l'armée. M. de Lafayette se rendit à Philadelphie pour être plus à portée des nouvelles et des arrivages de l'Europe. Ce fut là qu'il conçut pour la première fois l'idée d'aller servir dans le sud sous le général Greene, qui devait faire une campagne d'hiver. Quant au projet d'une diversion en Floride, opérée

On compte partir à la fin de décembre, ce qui certainement conduira jusqu'au milieu de janvier. Elle consistera en douze vaisseaux de ligne, quelques frégates et galiotes à bombes, et beaucoup de troupes. J'ai conseillé au ministre de vous communiquer officiellement cette nouvelle, ainsi qu'au comte de Rochambeau, afin que vous puissiez prendre les meilleurs moyens d'en tirer avantage.

Pour moi, mon cher général, je me suis conduit conformément à ce que vous m'avez dit dans nos dernières conversations; que si une supériorité maritime pouvait être obtenue dans le cours de l'hiver, notre affaire serait de pousser au sud, et que vous prendriez pour cela quatre mille Français et deux mille Américains. Rien ne peut être entrepris contre New-Yorck avant la fin de mai. Tout ce qui pourra nous employer pendant février, mars et avril, mérite notre attention.

La Confédération mettait à la voile pour aller chercher des draps aux Antilles. On ne me laissait pas le temps d'attendre votre réponse. Je connaissais parfaitement votre opinion sur cette affaire. En conséquence, et de l'avis du chevalier de la Luzerne, je lui ai écrit une lettre datée du camp,

par les Espagnols, il l'accueillit avec ardeur, voulut même l'agrandir, et écrivit à ce sujet soit au général Washington, soit à M. de la Luzerne, soit aux commandants espagnols, de longues lettres qui ont peu d'intérêt, ce projet n'ayant pas eu de suites importantes; ces lettres ont été omises.

dans laquelle je lui explique que quelque chose se pourrait faire de concert pour le bien commun, et je fortifie mon opinion de la vôtre, sans cependant m'engager, ni vous encore moins, dans une demande formelle et directe adressée aux généraux espagnols.

Vous trouverez ci-joint la copie de cette lettre. La première partie porte que si après avoir débarqué des troupes en Floride, ils envoyaient des vaisseaux nous chercher, nous pourrions, en étant prévenus trois semaines avant le départ de l'escadre, tenir prêts six mille hommes pour effectuer une puissante diversion en Caroline. Je semble ne considérer que leurs intérêts, et je m'efforce d'entraîner dans cette entreprise la circonspection espagnole; cependant, à moins d'une demande officielle et positive, cette portion de ma lettre n'aura, je crois, aucun résultat.

La seconde partie produira, j'espère, quelque bien pour l'Amérique. J'insiste sur la nécessité d'ouvrir une correspondance avec le général Greene, qui peut, par ses manœuvres, favoriser l'expédition espagnole, laquelle courrait de grands risques, si l'on ne débarquait un corps de troupes sur les frontières de la Géorgie pour menacer au moins Augusta et Savannah. Je conseille une croisière devant le port de Charlestown, toujours dans leur propre intérêt.

J'ai aussi écrit au commandant de la marine française aux Antilles, pour lui conseiller de se-

courir le chevalier de Ternay, ce que je sais qu'il ne fera pas; je saisis cette occasion de condamner l'absurde négligence de ne pas montrer près de nos côtes les vaisseaux français qui retournent en Europe; je demande aussi que dans leurs courses de Saint-Domingue, ils se présentent quelquefois devant Charlestown et Savannah. Je vous envoie une copie de cette lettre.

Quoique je parle toujours du commencement de février, il est certain que le mois entier conviendrait pour une expédition du sud. Mars et avril seraient plus que suffisants pour prendre Charlestown. Dans tous les cas, je sais par vos dernières conversations que vous désirez la supériorité maritime cet hiver pour secourir les États méridionaux.

J'ai eu ce matin, mon cher général, un long entretien avec le chevalier de la Luzerne sur tout cela. Il pense, ainsi que moi, que les généraux espagnols n'enverront point ici leurs vaisseaux, à moins d'une demande formelle, et qu'un plan de campagne ne leur ait été présenté. Dans ce cas même, on pourrait bien encore mettre en doute leur coopération. Mais si vous jugiez qu'il vaut mieux essayer, vous pourriez proposer aux généraux français d'envoyer une frégate et de convenir de ce qu'il serait à propos de faire de concert. Supposé qu'on prît quatre mille Français en laissant quelques troupes et la milice à Rhode-Island, nous pourrions fournir deux mille Américains. Cepen-

dant les Espagnols sont si positifs, si stricts à suivre littéralement leurs instructions, que je ne crois pas que rien puisse les décider à venir. Mais ma lettre, que je regarde sous ce rapport comme zéro, les engagera, j'espère, à communiquer leurs projets au général Greene, et naturellement cette diversion doit nous être utile.

Si le comte de Rochambeau et le chevalier de Ternay envoyaient une copie de vos lettres à la Havane, je pense qu'ils devraient confier leurs dépêches au vicomte de Noailles, qui serait bientôt de retour à Rhode-Island, et dont le nom est fort considéré à la cour d'Espagne par plusieurs raisons trop longues à expliquer ici.

J'ai vu M. Ross, et constaté que nous n'avons pour le moment que bien peu d'habits à attendre. Il y a des armes à bord de *l'Alliance,* et, je crois, une centaine de ballots de drap sur un bâtiment du convoi de Jones. Le reste viendra par *le Serapis;* à moins que la tempête n'ait forcé Jones à rentrer dans un port français, il peut être attendu à chaque instant.

L'assemblée de Pensylvanie traite la question des recrues. Mais les meilleurs systèmes ne sont pas les mieux soutenus. Ils sont fort en goût de l'enrôlement volontaire. Je dois avoir demain une conférence avec le général Mifflin, et je débattrai la question avec lui.

Je dois mener aussi demain le chevalier de Chastellux à Brandywine, à Red-Bank, au fort

Mifflin. J'espère trouver à mon retour des nouvelles de France, et je vous écrirai ma décision sur le projet de me rendre dans le sud. Vous trouverez ci-joint un journal où le congrès a fait imprimer une lettre du général Gates, relative à quelque nouveau succès. Le congrès a dernièrement reçu des lettres de M. Jay et de M. Adams, mais qui n'apprennent point de détails; ils ont écrit plus longuement par d'autres occasions qui sont attendues. Le Portugal est entré dans la convention de neutralité avec des conditions qui indiquent sa partialité de notre côté.

Adieu, mon cher général, très-tendrement et respectueusement, etc.

DU GÉNÉRAL WASHINGTON

A M. DE LAFAYETTE.

New-Windsor, 14 décembre 1780.

Mon cher Marquis,

Peu après le départ de ma dernière lettre, la vôtre, datée de Paramus, m'a été remise par le colonel Gouvion. Les dépêches du chevalier de la Luzerne sont arrivées à temps pour la poste, seul moyen de communication qui me reste, car il n'y

a pas assez d'argent dans les mains du quartier-maître général, je pourrais, je crois, aller plus loin et dire dans toute l'armée, pour fournir à la dépense d'un exprès pour Rhode-Island. Je n'ai pu l'autre jour m'en procurer un pour aller à cheval seulement jusqu'à Pompton !

J'écris à présent au comte de Rochambeau et au chevalier de Ternay au sujet de vos différentes lettres. Je vous communiquerai leurs réponses, dès qu'elles me seront parvenues. D'après ce qui s'est passé à notre entrevue d'Hartford, vous devez être convaincu que mon autorité sur les troupes françaises de Rhode-Island est très-limitée, et qu'il serait impolitique et sans utilité de proposer une mesure de coopération à une troisième puissance sans leur concours. Ainsi une demande faite par vous avant toute proposition officielle du ministre de France, des chefs des troupes françaises à Rhode-Island, du congrès ou de moi, ne saurait être considérée que comme une proposition individuelle. Mon avis serait donc de différer votre correspondance avec les généraux espagnols, et de n'employer votre influence qu'à l'appui de quelque chose de formel et d'officiel. Je n'hésite pas à vous donner ici clairement mon opinion (mais cette opinion et toute cette affaire doivent être tenues cachées), c'est que nous devons profiter, dans toute l'étendue de nos moyens, de la circonstance favorable des opérations espagnoles en Floride, pourvu que la jonction de leurs forces mari-

times avec celles de Sa Majesté Très-Chrétienne, sous les ordres du chevalier de Ternay, nous procure un convoi sûr, et qu'ils s'engagent à ne pas nous abandonner avant la fin des opérations ou sans le consentement des parties.

Je remercie le ministre d'avoir permis, et vous d'avoir donné au général Greene la communication de la nouvelle du mouvement des Espagnols vers les Florides. Cela peut avoir une heureuse influence sur ses opérations, et devenir également utile aux Espagnols. Vos expressions d'attachement personnel et d'affection pour moi me sont bien agréables, elles me remplissent de reconnaissance; il n'est pas nécessaire, j'en ai la confiance, que de mon côté je vous assure d'une mutuelle estime, car j'espère que vous en êtes convaincu; et comme j'ai déjà remis entièrement à votre choix d'aller à l'armée du sud ou de rester avec celle-ci, les circonstances et votre inclination doivent seules vous décider. Ce serait pour moi encore un plaisir de pouvoir encourager en vous l'espérance de l'échange du colonel Nevill. J'ai refusé de m'intéresser pour celui de mon propre aide de camp. Ceux du général Lincoln furent échangés en même temps que lui ; et à cette occasion, car je n'en connais pas d'autres, le congrès prit une résolution pour interdire tout échange hors de l'ordre fixé par le temps de la captivité.

J'exprimerai mon chagrin de votre désappointement pour les lettres, du nôtre tant pour les habits

que pour le système des levées ; mais je vous féliciterai du dernier changement dans l'administration de la France * ; il me paraît conforme à vos vœux, et doit encourager nos espérances. Je suis fort satisfait des dispositions amicales du Portugal. J'attends beaucoup de bien de l'union des puissances maritimes. Je suis dans des quartiers très-isolés, qui ne sont guère meilleurs que ceux de Valley-Forge ; mais quels qu'ils soient, j'y recevrai avec plaisir vos amis à leur retour de Rhode-Island. — Je suis, etc.

A M. DE VERGENNES **.

New-Windsor, sur la rivière du Nord, le 30 janvier 1781.

Les lettres que j'ai eu l'honneur de vous écrire, Monsieur le comte, et qui sont datées du 20 mai, 19 juillet, 4 et 16 décembre, seront, j'espère, parvenues à bon port. Depuis l'arrivée de l'escadre, votre dépêche du 3 juin est la seule que j'aie

* Le marquis de Castries avait succédé comme ministre de la marine à M. de Sartine. Ce changement fit espérer de la part de la France un prompt envoi des secours promis, et cette considération fit renoncer M. de Lafayette à son voyage dans le sud.

** Cette lettre était écrite en chiffres. Elle est insérée telle

reçue. M. le chevalier de la Luzerne n'a eu qu'une lettre du même mois, et il n'en est point encore parvenu aux généraux de l'armée et de l'escadre.

Le premier exemplaire de celle-ci vous sera remis par le lieutenant-colonel Laurens, aide de camp du général Washington, et chargé par le congrès d'une mission particulière. Permettez-moi de recommander cet officier comme un homme qui, par son honnêteté, sa franchise et son patriotisme, ne peut qu'être très-agréable au gouvernement.

En conséquence des instructions du congrès, il vous mettra sous les yeux l'état de nos affaires, et je crois qu'elles demandent plus que jamais la plus sérieuse attention. Quant à l'opinion que je me permettrai de donner, Monsieur le comte, elle se rapporte à tout ce que j'ai dit jusqu'ici, et le peu d'altération qu'elle éprouve ne change qu'en proportion des temps, des préjugés et des circonstances.

Avec l'infériorité maritime, on ne saurait faire la guerre en Amérique. C'est elle qui nous empêche d'attaquer tel point qu'on enlèverait avec deux ou trois mille hommes. C'est elle qui nous réduit

qu'elle est déchiffrée aux archives des affaires étrangères. Pour éviter les longueurs, nous n'avons imprimé aucune des réponses du ministre; écrites du ton de la confiance et de l'amitié, elles s'accordent presque sur tous les points avec les idées de M. de Lafayette. Celles-ci furent en partie accueillies pour la campagne suivante par le cabinet de Versailles.

à une défensive dangereuse autant qu'humiliante. Les Anglais sentent cette vérité, et tous leurs mouvements prouvent combien ils désirent conserver l'empire de la mer. C'est nous, cependant, que les ports, le pays, toutes les ressources semblent inviter à y porter des forces navales. Si nous avions eu cette supériorité, ce printemps, on eût pu faire beaucoup avec la seule armée amenée par M. le comte de Rochambeau, et l'on n'aurait pas cru devoir attendre la division qu'il annonçait. Si en allant en France M. de Guichen eût passé par Rhode-Island, Arbuthnot était perdu, et les efforts de Rodney n'auraient jamais empêché nos conquêtes. Depuis le jour où les Français sont arrivés, leur infériorité n'a pas un instant cessé, et les Anglais et torys ont osé dire que la France voulait attiser le feu sans l'éteindre. Cette calomnie devient plus dangereuse dans un temps où des détachements anglais dévastent le sud ; où, sous la protection de quelques frégates, des corps de quinze cents hommes se portent en Virginie, sans que nous puissions parvenir jusqu'à eux. Sur tout le continent, excepté les îles de Newport, il est physiquement impossible que sans vaisseaux nous portions des forces offensives, et sur ces îles même les difficultés de transport des provisions et tant d'autres inconvénients à craindre, rendent toute tentative trop précaire pour en faire un plan de campagne.

Il en résulte donc, Monsieur le comte, que les

États-Unis étant l'objet pour lequel on fait la guerre, et le progrès des ennemis dans ce continent étant le vrai moyen de la prolonger, peut-être de nous la rendre funeste, il est politiquement et militairement nécessaire, tant par les envois de France, que par un grand mouvement de la flotte des îles, de nous donner ici, pour la campagne prochaine, une supériorité maritime assurée. L'autre point, Monsieur le comte, est de nous faire avoir assez d'argent pour mettre en activité les forces américaines. Quinze mille hommes de troupes réglées, dix mille de milices et plus encore, si nous voulons, dans cette partie-ci, une armée dans le sud dont je ne déciderai pas le nombre, mais qui sera formée par les cinq États méridionaux, toutes les dépenses, dans ces contrées, nécessaires à des forces aussi considérables; voilà, Monsieur le comte, les ressources que vous pouvez employer contre l'ennemi commun, qui sont établies sur le vrai théâtre de la guerre, que des sommes immenses n'y transporteraient pas d'Europe, mais qui, sans un secours d'argent, deviendront nulles. Et ce secours, autrefois très-important, est devenu nécessaire.

La campagne passée s'est faite sans avoir un schelling, et ce que le crédit, la persuasion et la force peuvent opérer, est presque entièrement usé; ce miracle, dont je ne crois pas qu'il y ait d'exemple, est impossible à recommencer, et nos efforts s'étant portés à obtenir une armée pour la guerre,

nous devons compter sur vous pour la pouvoir mettre en mouvement.

D'après ma position particulière, Monsieur le comte, et ce qu'elle m'a mis à portée de voir et de connaître, je me crois obligé par devoir à fixer vos idées sur les soldats américains et sur la part qu'ils prendront aux opérations de la campagne prochaine. Les troupes continentales ont autant de bravoure, de vraie discipline que celles qui leur sont opposées. Plus endurcies, plus patientes que les Européens, elles ne doivent pas sur ces deux articles leur être comparées. Elles ont plusieurs officiers de mérite, qui, sans parler de ceux qui ont servi pendant les dernières guerres, ont été éclairés par des talents naturels, et formés par l'expérience journalière de plusieurs campagnes, où les armées étant petites et le pays difficile, tous les bataillons de la ligne ont servi comme avant-garde et troupes légères. Les recrues que nous attendons, qui n'en ont presque que le nom, souvent ont fait la guerre dans les mêmes régiments où elles rentrent, et ont plus vu de coups de fusil que les trois quarts des soldats européens. Quant à la milice, ce n'est que des paysans armés, qui ont quelquefois combattu, et qui ne manquent pas d'ardeur et de discipline, mais qui s'emploieront très-utilement dans les travaux d'un siége. Voilà, Monsieur le comte, le portrait sincère que je crois vous devoir, qu'il n'est pas de mon intérêt de relever, puisqu'il y aurait plus de gloire à réussir

avec de mauvais moyens. M. le chevalier de la Luzerne, qui, ayant vu lui-même nos soldats, vous en rend un compte exact et désintéressé, dira sûrement comme moi que vous devez compter sur nos troupes régulières. Le résultat de cette digression, Monsieur le comte, sera d'insister encore plus sur la nécessité absolue d'envoyer de l'argent pour mettre en mouvement l'armée américaine, et sur cette vérité si claire qu'un secours pécuniaire et une supériorité maritime doivent être les deux principaux objets de la campagne prochaine.

Il serait trop long d'examiner les fautes qui ont été commises, et les efforts que les États pourraient encore tenter ; nous en reviendrons toujours à ce point, que dans la disposition actuelle, il faut de l'argent pour tirer parti des ressources américaines; que les moyens qui ont été substitués à des fonds sont presque entièrement usés; que ceux auxquels nous sommes réduits à présent ne remplissent pas l'objet proposé, et choquent les idées qui ont déterminé le peuple à la révolution; que par conséquent il nous faut de l'argent qui donne à l'armée cette activité sans laquelle elle ne pourrait pas opérer efficacement. Les habillements, armements, munitions, sont enfermés dans ce même article, et le colonel Laurens porte une copie de l'ancien état auquel on a fait des retranchements. Je me contenterai de dire qu'il n'est encore presque rien arrivé, qu'il est nécessaire de

vêtir l'armée américaine, qu'elle aura besoin d'armes, et que pour faire des siéges, il lui faut une grande augmentation de poudre. Ces dépenses tenant au secours pécuniaire, et devant particulièrement frapper les individus de l'armée et du peuple, je croirais intéressant que le gouvernement se mêlât de les faire préparer avec promptitude et envoyer avec sûreté.

Si on s'étonnait, Monsieur le comte, qu'on regardât comme un effort de compléter l'armée, je prierais de considérer que la faim, le froid, la nudité, les travaux, l'assurance de ne recevoir ni paye, ni habits, ni la nourriture nécessaire, étant la perspective d'un soldat américain, elle doit être peu invitante pour les citoyens dont la plupart vivent chez eux dans un état d'aisance; et les Anglais ayant eu tout le temps de songer aux points maritimes, les attaques de l'année prochaine étant bien loin de ressembler à une surprise, nos forces doivent augmenter en même temps que leurs précautions. J'aurais désiré qu'il y eût des troupes françaises, et ma confiance, malgré tous les préjugés, a devancé celle du congrès, du général Washington et du ministre que vous aviez alors. L'avant-garde de M. le comte de Rochambeau, quoique inactive faute de vaisseaux, a, par sa seule présence, essentiellement servi l'Amérique; et si elle ne fût pas arrivée, nous étions menacés d'une campagne fatale. En considérant les dispositions actuelles, mon opinion, comme j'ai eu l'honneur

de vous le mander, serait à présent d'avoir ici pour l'expédition de New-Yorck une division d'environ dix mille Français.

Dans notre entretien d'Hartford, Monsieur le comte, les calculs se portèrent avec raison, non sur les fortifications actuelles, mais sur celles qu'on pourrait avoir le projet d'élever. Les réponses que le général Washington crut devoir faire aux demandes de M. le comte de Rochambeau, vous ont depuis longtemps été remises par *l'Amazone*. Une proposition de demander un corps de quinze mille Français n'a pu qu'être acceptée par le commandant en chef. Mais si ce surplus diminuait la somme d'argent par laquelle quinze mille hommes réguliers, dix mille miliciens et une armée dans le sud seront mis en mouvement; s'il diminuait le nombre de vaisseaux qui nous donnera les moyens d'agir partout, et avec supériorité, je dois à la vérité de répéter encore que le secours pécuniaire et la supériorité maritime sont les deux points importants, que la même quantité d'argent fait agir ici le double de soldats américains; et sans vaisseaux, quelques milliers d'hommes de plus nous rendraient peu de services.

L'admirable discipline du corps français, outre l'honneur qu'elle fait à M. de Rochambeau et aux officiers sous ses ordres, remplit un but plus intéressant encore, puisqu'elle imprime dans le peuple américain la meilleure idée de notre nation.

La sagesse du gouvernement, en mettant ce

corps aux ordres du général Washington, ne me laisse qu'à répéter combien il est important que son autorité soit entière et sans restriction aucune. Les talents, la prudence, la délicatesse, la connaissance du pays, qui dans lui se réunissent au plus haut degré de perfection, sont des qualités dont une seule suffirait pour que les instructions dont j'étais porteur dussent être exactement suivies, et plus je suis ici, plus je vois que chaque article en est également important à l'harmonie et au bien de la chose publique.

Nous avons eu dernièrement, Monsieur le comte, une émeute assez considérable et dont le colonel Laurens pourra vous donner des détails *. Un corps de troupes pensylvaniennes, presque tout composé d'étrangers, et placé à Morristown (Jersey), s'est entièrement révolté contre les officiers, et, sous la direction des sergents, a marché à Princetown. Le pouvoir civil s'y est porté pour leur rendre la justice qu'ils demandaient; mais il est bien fâcheux que l'État se soit cru obligé de céder. Manquer de vivres, d'habits, être plus d'un an sans paye, quelques-uns même ayant été forcés de servir un an au delà de leurs engagements, sont des extrémités qui ne se supporteraient dans au-

* La révolte de la ligne de Pensylvanie est du 2 janvier. Elle fut apaisée dix jours après, et imitée le 20 du même mois par les troupes du New-Jersey. (Voyez les lettres de Washington à cette époque, et l'Appendice n° X, tome VII.)

cune armée. Il est assez extraordinaire que ces mutins aient pendu les envoyés du général Clinton. La plus grande partie des soldats est dégagée; mais ils rentreront au service et seront mêlés avec des recrues dans les différents régiments de l'État. Je n'en suis pas moins positif sur le nombre d'hommes que nous aurons dans notre armée continentale. Quelques troupes appartenant aux Jerseys, séduites par l'exemple, et se trouvant avoir, après les Pensylvaniens, la plus grande proportion d'étrangers, ont voulu prendre la même manière d'obtenir justice; mais le général Washington, s'étant chargé de cette affaire, y a fait marcher un détachement; les mutins se sont soumis, leurs chefs se sont exécutés. On ne peut trop louer le zèle et la discipline des troupes de la Nouvelle-Angleterre, presque toutes nationales, dont la cause était dans le fond la même, et qui, malgré leur nudité, et à travers les neiges, se sont portées sans difficulté contre les révoltés. Ceci prouve, Monsieur le comte, que la patience humaine a des bornes, mais que les soldats citoyens en sont bien plus susceptibles que les étrangers. On doit cependant en tirer un argument de plus sur la nécessité d'avoir de l'argent.

J'ose me flatter, Monsieur le comte, que le gouvernement sentant que la campagne prochaine peut être décisive, s'occupera sérieusement de la tourner en notre faveur. La prise de New-Yorck détruit le pouvoir anglais dans ce continent, et une

courte continuation de supériorité maritime nous assure la conquête aisée de toutes les autres parties des États-Unis. Quant à l'expédition de New-Yorck qu'il serait téméraire de regarder comme facile à prendre, mais qu'il serait exagéré de respecter comme s'il s'agissait d'une ville de guerre, il est, je crois, bien prouvé, et le général Washington n'en doute pas, qu'avec les moyens proposés dans ma lettre, nous en viendrons à bout dans le courant de l'été.

Il est, je crois, important de fixer, autant que possible, l'attention des ennemis sur le Canada.

En donnant au colonel Laurens son opinion sur les affaires militaires et sur les opérations de la campagne, le général Washington lui a mis par écrit quelques idées sur notre situation actuelle, et m'a communiqué cette lettre qui ressemble beaucoup à nos conversations. J'ose conseiller au ministre du roi de demander à la voir. Notre position n'est pas flattée; mais le général parle d'après la triste expérience de nos embarras, et je pense comme lui, Monsieur le comte, qu'il est indispensablement nécessaire d'obtenir un secours quelconque d'argent, et une supériorité maritime.

Vous avez sûrement appris, Monsieur le comte, que la défaite de Ferguson et quelques autres de nos avantages ayant dérangé les projets de lord Cornwallis, le général Leslie se rembarqua pour former la jonction par eau, et qu'il est depuis arrivé à Charlestown. Arnold, devenu général

anglais, et honoré de la confiance de cette nation, est à présent à la tête d'un détachement britannique; ayant débarqué en Virginie, il a pris pour quelques heures possession de Richmond, a détruit plusieurs effets publics et particuliers; il doit être retiré dans un port sûr, ou s'est peut-être porté dans quelques autres parties. Dans ce moment où les Anglais nous croyaient le plus embarrassés par la révolte de quelques troupes, le général Washington fit marcher un détachement sur la rive gauche de l'Hudson, commandé par le lieutenant-colonel Hull, et soutenu par le général Parsons qui surprit à Westchester le corps de trois cents hommes du colonel Delancey, en tua une trentaine, en blessa plusieurs, fit soixante prisonniers, brûla toutes les baraques et fourrages, et partit après avoir détruit un pont de communication avec l'île de New-Yorck.

Le général va bientôt passer quelques jours avec les troupes françaises à Rhode-Island, et je compte l'accompagner dans ce voyage.

J'ai l'honneur d'être avec un tendre et respectueux attachement, etc., etc.

New-Windsor, ce 4 février.

Par une lettre de M. de Rochambeau, Monsieur le comte, nous apprenons que l'escadre anglaise de Gardiner's Bay a considérablement souffert d'un coup de vent. Un vaisseau de 74 est, dit-on, à la

côte; *le London*, de 90, démâté, et M. Destouches* se préparait à profiter de cet événement. Mais vous en aurez des détails plus particuliers, peut-être même plus certains, par les lettres de Rhode-Island, et nous en attendons nous-mêmes pour fixer nos idées et nos espérances. Le général Knox commandant notre artillerie, homme d'un mérite et d'une honnêteté distingués, vient de rendre compte au général d'une mission qu'il lui avait donnée pour les États de la Nouvelle-Angleterre. L'esprit de patriotisme et de zèle qu'il a trouvé, les efforts qu'ils font pour lever des troupes, soit pour la guerre, soit pour trois ans, ce qui revient, j'espère, au même, surpassent nos espérances; et comme ils ont vingt régiments au service continental, je n'en serai que plus positif sur ce que j'ai eu l'honneur de vous mander.

A MADAME DE LAFAYETTE.

New-Windsor, sur la rivière du Nord, 2 février 1781.

La personne qui vous remettra cette lettre, mon cher cœur, est un homme que j'aime beaucoup et

* M. Destouches avait remplacé dans le commandement de l'escadre M. de Ternay, mort le 15 décembre après une courte maladie.

avec qui je désire que vous fassiez une intime connaissance; il est fils du président Laurens, nouvellement établi à la Tour de Londres *; il est lieutenant-colonel à notre service, et aide de camp du général Washington; il est envoyé par le congrès pour une mission particulière à la cour de France. Je l'ai beaucoup connu pendant les deux premières campagnes, et son honnêteté, sa franchise, son patriotisme, m'ont particulièrement attaché à lui. Le général Washington l'aime beaucoup, et de tous les Américains que vous avez été à portée de voir, c'est celui que je désire vous voir recevoir le plus amicalement. Si j'étais en France, il vivrait toujours avec moi, je le mènerais chez mes amis et amies; je l'ai même présenté par lettres à quelques-uns; je lui donnerais tous les moyens de faire des connaissances ou d'être agréablement à Versailles, qui seraient en mon pouvoir; et pendant mon absence, je vous prie de vouloir bien me remplacer. Menez-le chez madame d'Ayen, le maréchal de Mouchy, M. le maréchal de Noailles, et traitez-le comme un ami de la maison; il vous dira tout ce qui s'est passé pendant notre campagne, la situation où nous sommes à présent et tous les détails qui peuvent me regarder.

* Il était détenu à la fois comme prisonnier de guerre et comme rebelle. Dès le 18 octobre, madame Lafayette avait écrit d'elle-même en sa faveur, à M. de Vergennes, une lettre qui est conservée aux archives des affaires étrangères.

Depuis que je suis ici, ma santé n'a pas un instant cessé d'être parfaite. L'air de ce pays est excellent pour moi, et l'exercice m'est infiniment utile; celui que j'ai fait la campagne passée ne m'a pas trop conduit dans les dangers; et sur cet article-là nous avons médiocrement à nous vanter. L'escadre française a toujours été bloquée à Rhode-Island, et j'imagine que le chevalier de Ternay en est mort de chagrin. Quoi qu'il en soit, il est mort: c'était un homme bourru et entêté, mais ferme, voyant bien, ayant de l'esprit, et tout bien considéré, c'est une perte que nous faisons. L'armée française est constamment restée à Newport, et quoique sa présence ait réellement été très-utile, quoiqu'elle ait dérangé des projets ennemis qui nous eussent fait bien du mal, elle aurait pu mieux faire encore, si elle n'avait pas été bloquée.

Il a passé beaucoup de Français par le quartier général; ils ont tous été charmés du général Washington, et je vois avec grand plaisir qu'il sera très-aimé par les troupes auxiliaires. Laval et Custine se sont disputés tout le long du chemin, et à chaque position auraient mieux fait que les généraux américains et anglais, mais jamais de la même manière l'un que l'autre. Le vicomte et Damas ont fait un grand voyage dans le continent; nous avons eu aussi le comte des Deux-Ponts que j'aime beaucoup; M. de Charlus est à présent à Philadelphie. Je compte partir vers le 15 pour Rhode-Island, et j'accompagnerai le général Was-

hington dans la visite qu'il va faire à l'armée française. Quand vous vous rappellerez ce qu'étaient en France *ces pauvres rebelles,* lorsque je suis venu me faire pendre avec eux, et quand vous songerez à mon tendre sentiment pour le général Washington, vous sentirez combien il me sera doux de le voir recevoir là comme généralissime des armées des deux nations.

Je suis toujours comblé de bontés par les Américains, et il n'est pas de marques d'affection, de confiance, que je n'éprouve tous les jours, soit du peuple, soit de l'armée. Je sers ici le plus agréablement possible ; toutes les fois qu'on est en campagne, je commande un camp volant séparé, composé de l'élite des troupes; je sens pour les officiers et soldats américains cette amitié que donne une longue suite de dangers, de souffrances, de bonne et de mauvaise fortune, que j'ai partagée avec eux; nous avons commencé ensemble; nos affaires ont souvent été au plus bas possible; il m'est doux de couronner l'œuvre avec eux en donnant aux troupes européennes une bonne idée des soldats qui se sont formés avec nous. A tous ces motifs d'intérêt pour la cause et d'intérêt pour l'armée, se joignent les sentiments qui m'unissent au général Washington; parmi ses aides de camp, il a toujours un homme que j'aime beaucoup, et dont je vous ai souvent parlé : c'est le colonel Hamilton.

Je m'en rapporte au colonel Laurens pour vous répéter les détails de notre campagne; nous avons

resté assez près des Anglais pour nous faire trouver hardis, mais ils n'ont voulu profiter d'aucune occasion. Nous sommes tous en quartier d'hiver dans cette partie-ci. On agit dans le sud, et j'ai été prêt à y aller; mais le désir du général Washington et l'espérance d'être utile à mes compatriotes m'ont retenu. Le corps que je commandais étant rentré dans les régiments, je suis établi au quartier général. L'Amérique avait fait l'été dernier de grands efforts, elle les recommence cet hiver, mais d'une manière plus durable en n'engageant que pour la guerre, et j'espère qu'on ne sera pas mécontent de nous.

Arnold, à présent devenu général anglais, a débarqué en Virginie avec un corps qui paraît fort content de servir sous ses ordres; il ne faut pas disputer des goûts, mais je ne suis pas fâché de voir nos ennemis se dégrader un peu, et cela pour employer un de nos généraux, dont, avant même de connaître son cœur, nous estimions peu les talents; il faut qu'ils soient rares à New-Yorck. A propos d'avilissement, le colonel Laurens vous racontera la belle ambassade du général Clinton à quelques soldats révoltés; il vous donnera aussi les détails de cette révolte, de la manière qu'on a prise avec les Pensylvaniens, de celle que nous avons employée avec quelques troupes du Jersey, et de la conduite d'un détachement de troupes nationales; cela prouve seulement que la patience humaine a ses bornes, et comme aucune armée

européenne n'en souffrirait la dixième partie, qu'il faut des *citoyens* pour supporter la nudité, la faim, les travaux et le manque absolu de paye qui constituent l'état de nos soldats, les plus endurcis, je crois, et les plus patients qu'il y ait au monde.

Embrassez nos enfants mille et mille fois pour moi; pour être vagabond, leur père n'en est pas moins tendre, moins constamment occupé d'eux, moins heureux d'apprendre de leurs nouvelles. Mon cœur entrevoit comme une délicieuse perspective le moment où mes chers enfants me seront représentés par vous, et où nous pourrons les embrasser et les caresser ensemble; croyez-vous qu'Anastasie me reconnaîtra? Embrassez tendrement pour moi ma chère et aimable vicomtesse, madame du Roure, mes deux sœurs de Noailles et d'Ayen, etc., etc.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Elk, 8 mars 1781.

Mon cher Général,

Votre lettre du 1er ne m'est parvenue qu'hier au soir, et je m'empresse d'y répondre, quoique je doive être dans peu d'heures mieux en mesure de

vous rendre compte de nos mouvements *. D'après ce que j'avais appris de la difficulté de nous convoyer au bas de la baie, j'ai craint que les vents ne permissent à aucune frégate de la remonter. Le comte de Rochambeau croit que ses troupes suffiront pour atteindre le but, et voudrait qu'elles seules montrassent leur zèle et répandissent leur sang dans une expédition si vivement souhaitée par l'Amérique entière; il obéit sans doute à de louables motifs, mais je soupçonne qu'il n'est pas entièrement dégagé de toute considération personnelle. Dieu veuille que tout ceci n'ait pas de fâ-

* Une instruction du 20 février enjoignait au général Lafayette de prendre le commandement d'un détachement réuni à Peekskill, pour agir conjointement avec la milice et quelques bâtiments de M. Destouches; il devait se rendre par une marche rapide à Hampton sur la baie de la Chesapeak, pour surprendre Arnold à Portsmouth : il avait ordre de revenir sur ses pas, s'il apprenait que ce dernier eût quitté la Virginie, ou que le commandant français eût perdu la supériorité sur mer. M. de Lafayette était le 23 à Pompton, d'où il écrivit au général en chef, le 2 mars à Philadelphie, et le 3 à Head-of-Elk. Cependant Washington s'était rendu à Newport pour presser le départ de M. Destouches, et il l'annonça par une lettre du 11. Le résultat de sa rencontre le 16 avec l'amiral Arbuthnot, obligea l'escadre française de rentrer à Newport, et M. de Lafayette à commencer sa retraite le 24. Il a parlé lui-même dans les termes suivants de l'expédition à laquelle se rapporte cette lettre :

« Le docteur Ramsay et Marshall parlent de l'expédition tentée contre Arnold et des circonstances qui la firent manquer. Le détachement de Lafayette était composé de douze

cheuses conséquences! Le baron de Viomenil voudrait aussi agir tout seul. Quant aux troupes françaises, leur zèle est louable, et je voudrais que les chefs sussent le réserver pour le moment où une coopération donnerait l'assurance du succès.

Je sens vivement, mon cher général, tout ce qui touche l'honneur de nos armes, et je pense qu'il serait blessé, si ce détachement ne prenait aucune part à l'entreprise. Cette considération me décide à m'embarquer sur-le-champ. Nos soldats supporteront gaiement les inconvénients qui tiennent à la rareté des transports; nous aurons ceux qui sont

cents de ces soldats d'infanterie légère, qui l'année précédente formaient l'avant-garde de l'armée. Ceux-ci étaient tirés des régiments des quatre États de la Nouvelle-Angleterre et du Jersey. Gordon rapporte avec raison que lorsqu'il les eut conduits par eau d'Head-of-Elk à Annapolis, il alla de sa personne dans un canot ouvert à Élisabethtown, pour accélérer les préparatifs. L'expédition étant manquée, il fallut retourner à Annapolis où était sa troupe continentale, attendant en vain que des frégates françaises vinssent l'escorter. Au lieu d'elles, de petits bâtiments de guerre anglais avaient remonté la baie; ce fut un coup de hardiesse et d'adresse de profiter d'un moment favorable pour que la flottille américaine revînt d'Annapolis à Head-of-Elk, et à peine le détachement y fut-il arrivé que Lafayette reçut le courrier du général Washington, le prévenant que le général Philipps, avec plus de deux mille hommes de troupes d'élite, était allé renforcer Arnold, et prendre le commandement en Virginie, qui allait devenir un centre d'opérations actives, et le chargeant de défendre cet État aussi bien et aussi longtemps que la faiblesse de ses moyens le permettrait.» (Manuscrit n° 2.)

armés, quoique le plus grand n'ait que douze canons, et avec cela tout le monde assure que nous pouvons sans risque nous rendre à Annapolis. Pour ma part, je ne suis pas encore décidé sur ce que je ferai, mais si je ne vois pas de dangers pour ma petite flotte à aller à Annapolis, et que je puisse obtenir du commodore Nicholson d'en prendre le commandement, je pourrai peut-être me rendre dans un petit bâteau à Hampton, où ma présence peut seule obtenir l'envoi d'une frégate, et où je tacherai de calmer l'impétuosité ou de corriger les erreurs politiques des deux barons *.

Quel que soit le parti que je prendrai, il est nécessaire de risquer beaucoup personnellement ; mais j'espère arranger les choses de manière à ne pas commettre d'imprudence avec l'excellent détachement dont la gloire m'est aussi chère, et la sûreté beaucoup plus chère que la mienne. — J'ai écrit au général Greene, et j'écrirai au gouverneur, tant pour avoir des renseignements, que pour disposer les moyens d'opérer. Mais le général Greene excepté, je ne leur laisse rien entrevoir de nos intentions au delà d'un projet d'expédition contre Portsmouth.

Lorsqu'un homme a un jeu délicat à jouer, et que le hasard peut avoir tant d'influence sur le succès favorable ou contraire, il doit, en cas de revers, se soumettre au blâme universel; mais votre

* Viomenil et Steuben.

estime, mon cher général, et votre affection ne dépendront pas des événements.

J'ai l'honneur, etc.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

A bord du *Dauphin*, le 9 mars 1781.

MON CHER GÉNÉRAL,

Me voilà à l'embouchure de la rivière d'Elk, et la flottille sous mes ordres continuera sa route vers Annapolis, où je suis assuré qu'elle peut aller sans danger. Elle se trouve protégée par *la Nesbitt*, de douze canons, et par quelques pièces de campagne qui se trouvent à bord du bâtiment qui porte le colonel Stevens, et nous allons rencontrer deux vaisseaux de Baltimore, dont l'un est de huit et l'autre de six canons. Avec cette escorte, nous pouvons aller jusqu'à Annapolis. Jamais aucun bâtiment ennemi ne s'est avancé aussi loin ; et si par hasard ils essayaient de le faire, nos forces sont supérieures à tout ce qu'ils ont de croiseurs dans la baie. A Annapolis, on trouvera le commodore Nicholson, à qui j'ai demandé de prendre le commandement général de notre flotte, et s'il y avait le moindre danger à avancer, on resterait à Anna-

polis, jusqu'à ce que j'envoie de nouveaux ordres.

Quant à moi, mon cher général, j'ai pris une petite barque armée de fusils de bord, sur laquelle j'ai embarqué trente soldats. Je devancerai la flotte à Annapolis, où je dois trouver des renseignements, et suivant l'état des choses là-bas, je déterminerai ma marche personnelle ainsi que celle de la flotte. Ayant la conviction intime, à moins que vous n'arriviez à temps à Rhode-Island, qu'aucune frégate ne nous sera expédiée, je pense que mon devoir envers les troupes que je commande, et l'honneur du pays que je sers m'ordonnent de négliger quelques petits dangers personnels, pour aller demander moi-même une frégate; et afin de donner plus de poids à ma démarche, j'ai embarqué, à bord de mon bâteau, le fils unique du ministre de la marine de France que j'enverrai négocier, si les circonstances l'exigent.

Nos hommes se sont trouvés au commencement très-gênés à bord, mais j'ai déchargé les bâtiments pendant le voyage, en prenant possession de tous les bâteaux que je rencontrais en chemin.

Voilà donc, mon cher général, les mesures que j'ai jugé nécessaire de prendre. Le détachement est, je l'espère, à l'abri du danger, et ma sollicitude à cet égard est allée si loin, qu'elle a été traitée de timidité par tous les marins que j'ai consultés. Le capitaine Martin, de *la Nesbitt*, qui a été recommandé par le général Gist, a répondu de

faire arriver la flotte à bon port, avant demain au soir, à Annapolis.

J'ai l'honneur d'être, etc.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Williamsburg, 23 mars 1781.

Mon cher Général,

Mes précédentes lettres auront instruit Votre Excellence de ce que j'ai fait depuis mon arrivée à Head-of-Elk, jusqu'à mon débarquement ici. La marche du détachement jusqu'à Elk a été très-rapide et s'est faite dans le meilleur ordre. Grâce à l'activité du lieutenant-colonel Stevens, un train d'artillerie a été disposé à Philadelphie, et malgré quelques désappointements, nommément le manque de bâtiments suffisants, aucun délai ne pourra nous être imputé dans cette opération combinée. Une lettre de vous m'ayant donné la certitude que la flotte française mettait à la voile, je me suis décidé pour plusieurs importantes raisons à transporter le détachement à Annapolis. La navigation de la baie est telle que l'entrée et la sortie d'Elk-River exigent un vent différent de celui qu'il faut pour l'entrée et la sortie de la baie. Notre séjour à Annapolis, et l'ordre de faire quelques préparatifs

sur la route de la Caroline pouvaient aussi servir à tromper l'ennemi ; mais par-dessus tout, je jugeais avec vous qu'il importait au succès de l'entreprise et à l'honneur de nos armes, que le détachement fût là-bas pour coopérer, et d'après le temps où les Français avaient dû mettre à la voile et le vent qui soufflait depuis quelques jours, je ne doutais pas de l'entrée de nos alliés dans la Chesapeak avant même que nous pussions être arrivés à Annapolis. Grâce aux bonnes dispositions du commodore Nicholson, qui à ma demande se chargea de diriger notre petite flotte, le détachement se rendit heureusement dans le port d'Annapolis. Pour moi, convaincu de l'utilité de ma présence ici, non pour les préparatifs dont s'occupait le baron de Steuben, mais afin d'arrêter notre plan avec les Français, et d'obtenir immédiatement un convoi pour le détachement, j'ai cru qu'il valait mieux courir quelques risques, que de rien négliger de ce qui pouvait contribuer au succès de l'opération et à la gloire des troupes que je commande.

A mon arrivée ici, j'ai été surpris d'apprendre qu'aucune flotte n'avait paru ; mais j'attribuais ce retard aux hasards si fréquents à la mer. Mon premier soin fut d'exiger qu'on n'employât pour notre expédition rien de ce qui avait été destiné et pouvait servir à l'armée du sud, dont le bien-être me paraissait plus important que notre succès ; ma seconde affaire a été d'examiner ce qui avait été préparé, de réunir tout ce qu'il fallait pour une

attaque vigoureuse, ainsi qu'un renfort de miliciens qui se serait élevé jusqu'à cinq mille hommes. Je puis certifier à Votre Excellence que rien n'aurait manqué pour assurer un succès complet.

La position de l'ennemi n'ayant pas encore été reconnue, je me rendis au camp du général Muhlenberg, près de Suffolk, et après qu'il eut pris position plus près de Portsmouth, nous avançâmes avec quelques troupes pour examiner les ouvrages de l'ennemi; ce qui amena une légère escarmouche pendant laquelle nous pûmes voir quelque chose. L'insuffisance des munitions, attendues depuis plusieurs jours, m'empêcha de m'engager plus loin et de pousser les avant-postes ennemis. J'ai donc remis la suite de cette reconnaissance au 21. Mais le 20, le major Mac-Pherson, pour qui j'ai la plus haute estime, et qui m'inspire une grande confiance, m'a donné, d'Hampton, l'avis qu'une flotte venait de se mettre à l'ancre entre les caps. Il semblait si probable que c'était celle de M. Destouches, qu'Arnold lui-même paraissait fort inquiet, et ses navires, malgré plusieurs signaux, furent longtemps sans approcher de l'escadre. On avait envoyé d'Yorck un officier de la marine française à sa rencontre, et rien ne put égaler ma surprise, lorsque j'appris par le major Mac-Pherson, que l'escadre, annoncée par sa première lettre, appartenait certainement à l'ennemi. D'après ces nouvelles, les miliciens furent ramenés à leurs premières positions, et je priai le baron de Steuben

(à qui, par égard, je n'avais pas voulu enlever le commandement, jusqu'à l'arrivée des troupes continentales et au commencement de notre coopération) de prendre des mesures pour mettre hors de l'atteinte de l'ennemi tout ce que nous avions préparé. A mon retour ici, je n'ai pas eu de renseignements plus positifs. Quelques personnes croient que cette flotte vient d'Europe, je pense plutôt que c'est celle de Gardiner's Bay. On dit qu'elle compte douze voiles, frégates comprises. J'ai envoyé des espions à bord, et je ferai passer leurs rapports au quartier général.

J'ai su que les Français avaient mis, le 8, à la voile par un vent favorable; ils vont arriver, à moins qu'ils n'aient été battus, ou qu'ils ne se soient dirigés sur un autre point. Dans toutes ces suppositions, j'ai cru devoir rester jusqu'à ce que je susse quelque chose : d'autant plus que cette incertitude ne peut se prolonger. Mais comme vous rappellerez certainement près de vous un détachement composé de l'élite de chaque régiment, dont la perte serait immense pour l'armée qui se trouve sous vos ordres immédiats, et comme mes instructions me prescrivaient de revenir dès que nous aurions perdu la supériorité maritime dans ces parages; j'ai envoyé l'ordre de se disposer au départ à mon premier signal, que je donnerai demain ou après, ou bien sur une lettre de vous, que mon aide de camp est autorisé à ouvrir.

Si je n'avais pas été sur le lieu même, je suis

sûr que j'aurais perdu un temps immense avant de savoir que penser de la flotte, et ma présence ici était par conséquent le moyen le plus prompt de diriger le détachement soit vers Hampton, soit vers l'armée de Votre Excellence. Je suis, etc.

DU GÉNÉRAL WASHINGTON

A M. DE LAFAYETTE.

New-Windsor, 6 avril 1781.

MON CHER MARQUIS,

Depuis la lettre que je vous ai écrite hier *, j'ai considéré attentivement de quelle importance il serait de renforcer le général Greene aussi promptement que possible, et d'autant plus qu'on ne peut guère douter que le détachement sous le général Phillips, peut-être même une partie de celui que commande le général Arnold, ne finissent par joindre lord Cornwallis ou du moins par combiner leurs opérations avec les siennes. J'ai communiqué

* Elle est relative uniquement à l'expédition qui venait d'échouer. Washington en déplore le résultat amené par les événements maritimes, mais approuve et loue la conduite de M. de Lafayette.

mon sentiment sur ce point à tous les officiers généraux qui sont à l'armée. Ils sont unanimement d'avis que le détachement que vous commandez doit se remettre en marche et se réunir à l'armée du sud. La raison qui l'emporte sur toutes celles qui pourraient être données à l'appui de votre retour ici, est que vous êtes déjà avancé de trois cents milles sur la route, ce qui fait près de la moitié du chemin. Immédiatement après la réception de cette dépêche, vous dirigerez donc le corps détaché vers le sud. Informez le général Greene que vous êtes en marche pour le joindre, et prenez ses directions sur la route à suivre, lorsque vous commencerez à l'approcher. Jusque-là vous vous guiderez par votre propre jugement, en choisissant les chemins où vous croyez le plus sûrement trouver la subsistance des troupes et des chevaux. Il sera à propos de prévenir le gouverneur Jefferson de votre passage à travers l'État de Virginie, et peut-être serait-il de quelque utilité de vous rendre à Richmond, après avoir mis les troupes en mouvement et pourvu aux arrangements nécessaires pour leur marche.

Vous prendrez avec vous l'artillerie légère et les plus petits mortiers avec tout leur attirail et l'approvisionnement de cartouches. Mais faites suivre sans escorte tous ces objets plutôt que de retarder la marche du détachement, laquelle doit être aussi rapide qu'il sera possible sans nuire aux troupes. Vous déposerez en lieu sûr et convenable la grosse

artillerie, si elle ne peut être transportée jusqu'à Christiana-River, d'où elle arriverait facilement à Philadelphie. Vous pouvez laisser au choix du lieutenant-colonel Stevens de continuer ou non la route comme il jugera à propos. Sa famille est dans une situation particulière, et il l'a quittée avec l'espoir de rester peu de temps absent. Si d'autres officiers se trouvaient dans des circonstances semblables, vous pourriez leur faire les mêmes offres, et ils seraient remplacés.

Je suis, mon cher marquis, etc.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Elk, 8 avril 1781.

Mon cher Général,

Les lettres de Votre Excellence, du 5 et du 6, m'arrivent à l'instant; avant de répondre à ce qu'elles contiennent, permettez-moi de vous rendre un compte sommaire des mesures que j'ai prises en dernier lieu. Quant à la partie de ma conduite que vous connaissez, je suis heureux, mon cher général, de voir qu'elle a obtenu votre approbation.

Lorsque le retour de la flotte anglaise eut mis

hors de doute l'impossibilité de rien tenter pour le moment contre Portsmouth, j'envoyai des ordres pressants à Annapolis afin que tout fût prêt pour ramener les troupes par terre à Head-of-Elk, et je me hâtai de retourner en Maryland; mais j'avoue que je ne pus résister à l'ardent désir que j'avais depuis longtemps de voir vos parents et par-dessus tout votre mère à Fredericksburg; je me détournai donc de quelques milles, et pour concilier mon bonheur personnel avec mes devoirs publics, je regagnai en passant la nuit à cheval ce peu d'heures que j'avais consacrées à mon plaisir. J'ai eu aussi la satisfaction de voir Mount-Vernon, et j'ai bien regretté que mon devoir et ma sollicitude pour l'exécution de vos ordres m'eussent empêché de faire une visite à M. Custis *.

J'espérais joindre Votre Excellence sous très-peu de jours. Votre lettre du 6, que je viens de recevoir. m'ordonne de me diriger vers le sud. Si j'avais été encore à Annapolis ou sur la route de terre, par conséquent avec les mêmes moyens pour retourner que j'avais pour avancer, j'aurais immédiatement obéi à vos ordres. Mais la nécessité nous retient ici pour quelques jours, et comme vos lettres n'en mettent que deux pour nous parvenir, votre réponse doit être ici avant que nous ayons pu partir.

Lorsque Votre Excellence m'a écrit, j'étais sup-

* Fils d'un premier mariage de madame Washington.

posé être à Annapolis ou très-près de cette ville, avec les moyens d'y retourner, ce qui fait une grande différence. Une autre encore plus sérieuse, c'est qu'au lieu de se réunir à Arnold ou à Phillips, si Phillips est là, lord Cornwallis est si affaibli, qu'il paraît, d'après la lettre du général Greene, forcé de songer à la retraite. A ces considérations, j'ajoute celle-ci qui est décisive; nous ne sommes préparés que pour une marche de douze milles, dont une partie dans l'État de Delaware; une portion de nos provisions ayant été demandée de Philadelphie, il nous faut quatre ou cinq jours pour organiser les approvisionnements et les moyens de traverser toutes les eaux que nous trouverons sur la route qui conduit à l'armée du sud. Quant à la traversée de la baie, nous ne pouvons espérer la même bonne fortune d'effrayer un ennemi qui connaît à présent notre faiblesse, et nous devons au moins attendre le retour de bateaux envoyés à la découverte, et qui, s'ils partent tout de suite, ne peuvent être ici avant cinq ou six jours. Dans ces circonstances, mon cher général, je vais faire tous les préparatifs pour marcher en Virginie, de manière à être prêt aussitôt que possible; je garderai les bâtiments qui sont ici, en conservant en même temps ceux que j'ai commandés à Christiana-Creek. Cet état d'incertitude déconcertera les conjectures de l'ennemi, et me met en mesure d'exécuter les ordres de Votre Excellence, lesquels seront ici avant que je puisse par-

tir pour le sud avec quelque chance d'avantage.

S'il eût été possible d'obéir demain matin, je l'aurais fait; mais je suis obligé de me préparer; je demande donc la permission de faire les observations que j'eusse été admis à présenter, si j'avais assisté à la réunion des officiers généraux.

Les troupes qui sont avec moi, étant tirées des régiments des États du nord, ont souvent (sans me l'avoir exprimé) été troublées par la crainte d'être envoyées à l'armée du sud. Elles manquent de vêtements, surtout de souliers, et s'attendent à recevoir de l'argent et des habits de leurs États respectifs. Officiers et soldats vont éprouver un grand désappointement. Ils avaient cru ne partir que pour quelques jours, et s'étaient pourvus en conséquence; ils sont venus gaiement à l'expédition, mais ils étaient déjà inquiets de l'idée d'aller au sud; ils obéiront, mais ils seront désolés, et quelques-uns déserteront. Cette mesure eût été accompagnée de moins d'inconvénients, si ce détachement s'était cru destiné, comme infanterie légère, à être séparé, pendant la campagne, des régiments d'où il sort; et ainsi disposé, on aurait pu sans difficulté le transporter à sa destination, surtout par eau. En supposant que la ligne de Jersey vînt joindre ici le détachement de ses troupes, il y aurait à peine du retard, car nous n'avons mis que cinq jours pour nous rendre de Morristown à Head-of-Elk.

Ces réflexions, mon cher général, je vous conjure d'en être convaincu, ne sont dictées par aucun

motif personnel. Sûrement j'aurais mieux aimé être en situation de participer à l'attaque de New-Yorck, et je n'aimerais pas à vous voir dans cette opération privé de l'assistance de l'infanterie légère de la Nouvelle-Angleterre. Mais je pense comme vous que ces considérations ne doivent pas être écoutées, si nous prenons le meilleur moyen de secourir le général Greene.

D'après les lettres que j'ai reçues de mes deux amis, le marquis de Castries et le comte de Vergennes, je suis assuré que nous allons avoir bientôt la réponse à nos propositions sur l'attaque de New-Yorck; et je suis fortement porté à espérer qu'une fois la supériorité maritime obtenue, l'armée qui se trouve sous vos ordres immédiats, ne restera pas inactive.

A tout événement, mon cher général, je vais faire tous mes efforts pour me préparer à marcher par l'une ou l'autre route, et j'ai l'honneur, etc.

AU COLONEL HAMILTON.

Susquehannah-Ferry, 18 avril 1781.

Cher Hamilton *,

Vous avez tant d'esprit, que vous pourrez certainement m'expliquer pour quelles raisons l'expédition de New-Yorck est abandonnée, nos lettres vont en France pour rien, et je m'en vais quand les Français arrivent. Ce dernier point contrarie

* Le 11 avril, Washington renouvela avec plus de détails ses instructions sur le mouvement vers le midi, et le général Greene, désirant porter le théâtre de la guerre dans la Caroline du Sud, pressa le général Lafayette de marcher sur la capitale de la Virginie. Celui-ci fit ses dispositions en conséquence, et avec une grande activité, malgré ses regrets et les difficultés. Il regrettait en effet vivement l'expédition tant annoncée sur New-Yorck; et il avait à lutter contre la répugnance de ses troupes que la désertion menaçait d'affaiblir. Tel est le sujet de lettres assez longues et assez nombreuses que nous avons supprimées. Souvent aussi, il écrivait au colonel Hamilton, et l'on peut voir quelques-unes de ces lettres dans la *Vie* de ce dernier. Nous n'avons conservé que ce billet qui dit tout. Hamilton à cette époque, refroidi avec Washington, voulait quitter son état-major; et c'est en effet comme officier dans la ligne qu'il assista au siége de Yorcktown. (Voyez sa *Vie*, tome I, ch. XIII.)

beaucoup le ministre de France. Tout ceci n'est pas compréhensible pour moi qui, depuis longtemps éloigné du quartier général, ai perdu le fil des nouvelles.

Avez-vous quitté l'état-major, mon cher ami? je le suppose. Mais, à cause du général pour qui vous connaissez mon affection, je désire ardemment que cela ne soit pas; beaucoup, beaucoup de raisons se réunissent pour me le faire souhaiter. Mais si vous le quittez et que j'aille en exil, venez et partagez l'exil avec moi.

Tout à vous.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Baltimore, 18 avril 1781.

Mon cher Général,

Toutes mes lettres ont été écrites jusqu'à présent sur un ton si lamentable, que je suis heureux de vous donner une plus agréable perspective. L'impatience que j'éprouve de soulager votre esprit d'une petite portion de tant de soins et de sollicitudes, que les circonstances accumulent sur vous, me détermine à envoyer cette lettre par la chaîne de communication avec une recommandation par-

ticulière. Lorsque j'ai quitté Susquehannah-Ferry, l'opinion générale était que nous n'arriverions pas avec six cents hommes à notre destination. Cela joint à l'affligeant dénûment des hommes, inspirait les plus sombres prévisions, le bureau de la guerre ayant confessé l'impossibilité où il se trouvait de nous apporter aucun secours. Dans ces circonstances, j'ai fait tous les efforts personnels qui étaient en mon pouvoir, et j'ai le plaisir de vous informer que la désertion est, j'espère, à son terme.

A mon arrivée de ce côté de la Susquehannah, j'ai fait un ordre du jour où je m'attachais à jeter une sorte d'infamie sur la désertion, et surtout à ranimer toutes les affections du soldat. Depuis lors la désertion a diminué ; deux déserteurs ont été pris ; l'un a été pendu aujourd'hui ; et l'autre, étant un très-bon soldat, sera gracié, mais renvoyé du corps, avec un autre qui s'est mal conduit. A ces mesures, j'en ai ajouté une que la vue des souffrances des troupes et la nature des circonstances m'ont décidé à prendre. Les négociants de Baltimore me prêtent une somme d'environ 2,000 liv. ster., laquelle nous procurera des chemises, des surtouts de toile, des souliers et quelques chapeaux. Les dames feront les chemises ; les surtouts seront confectionnés par le détachement, et nos soldats pourront être un peu moins misérables. L'argent est prêté sur mon crédit, et je donne garantie pour le payement dans deux ans, époque

où, par les lois françaises, je pourrai plus librement disposer de ma fortune; mais d'ici là, j'emploierai mon influence à la cour de France, pour faire comprendre cet argent dans quelque emprunt que le congrès aura pu obtenir d'elle.

On vous aura peut-être dit, mon cher général, que tout mon bagage avait été pris dans la baie. Je ne puis malheureusement démentir cette nouvelle; mais n'ayez aucune inquiétude pour mes papiers, ni pour les cartes que vous m'aviez données. Je n'ai perdu que du papier blanc et des cartes gravées. Voici le fait : à Yorck, j'avais quelques soldats continentaux et mon bagage à faire passer sur une bonne barque et sur un mauvais bateau; naturellement je donnai la barque aux soldats qui se rendaient à Annapolis; le bagage fut mis sur le bateau, et on n'en a plus entendu parler. Mais comme je prévoyais le danger, j'avais emporté par terre tout ce qui pouvait être pour la chose publique de quelque importance.

Je vois par une lettre du baron de Steuben, datée de Chesterfield Court-House, 10 avril, que le général Phillips a quinze cents ou deux mille hommes à Portsmouth à ajouter aux forces d'Arnold. La part faite à l'exagération, je crains que toute son armée ne s'élève à deux mille cinq cents hommes; ce qui m'oblige à presser ma marche vers Fredericksburg et Richmond, où j'espère recevoir des ordres du général Greene.

L'importance de la célérité, le désir d'ajouter

à la distance qui sépare nos soldats de leurs demeures, et les immenses retards qui pourraient me retenir un siècle, m'ont déterminé à laisser nos tentes et notre artillerie sous bonne garde, avec ordre de suivre aussi vite que possible, tandis que le reste du détachement se rendra à Fredericksburg et Richmond à marches forcées, avec des chariots et des chevaux de réquisition, ce qui dérangera les calculs de l'ennemi. Nous partons demain, et cette marche rapide, jointe à nos autres précautions, maintiendra parmi nos soldats l'ardeur et la bonne humeur *.

Je suis, mon cher général, etc.

P. S. Diminué n'est pas un mot qui donne une

* Cette lettre annonce le vrai commencement de la campagne de Virginie. M. de Lafayette marcha sur Richmond. « La ville était perdue, écrivait-il le 4 mai, si j'avais attendu » mon artillerie, quoique l'idée de la laisser en arrière ait pu » paraître un singulier caprice. Ce n'est pas sans peine que j'ai » fait cette marche rapide. Le général Phillips a témoigné à » un parlementaire combien elle l'avait étonné; et le 30, lors- » qu'au moment de donner le signal de l'attaque, il reconnut » notre position, quelqu'un qui était avec lui, dit qu'il eut un » violent accès de colère, et qu'il jura de se venger de moi et » du corps que j'avais amené. » Les opérations ultérieures sont racontées avec détail et dans les Mémoires et dans le Précis de la campagne; il a donc été convenable de retrancher la plus grande partie des lettres où M. de Lafayette en rend compte au général Washington. A chacune de ces lettres, il annexe ordinairement la copie de son rapport officiel au général Greene.

juste idée de la vérité que nous a fait connaître une expérience bien honorable pour les soldats de Votre Excellence. Mon ordre du jour portait que le détachement était destiné à combattre un ennemi supérieur en nombre, au milieu de difficultés de toute nature ; que pour sa part le général était déterminé à marcher à sa rencontre, mais que les soldats qui avaient envie de l'abandonner, pouvaient éviter le crime et le danger de la désertion, attendu que tous ceux qui voudraient s'adresser au quartier général pour avoir une permission de rejoindre leurs corps dans le nord, pouvaient être assurés de l'obtenir immédiatement.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Alexandrie, 23 avril 1781.

Mon cher Général,

Le sentiment de l'amitié procure de bien grandes jouissances ; je l'éprouve particulièrement dans l'attachement qui m'unit à vous ; mais l'amitié a ses devoirs, et l'homme qui vous aime le mieux doit être le premier à vous instruire de tout ce qui vous concerne. Lorsque l'ennemi est venu à votre maison, plusieurs nègres ont été le joindre ; cette

nouvelle ne m'a pas beaucoup affligé, car ces sortes d'intérêts-là me touchent peu; mais vous ne pouvez concevoir à quel point j'ai été malheureux d'apprendre que M. Lund Washington s'était rendu à bord des bâtiments ennemis, et avait consenti à leur donner des provisions. Cette conduite de la personne qui vous représente dans votre propriété, doit certainement produire un mauvais effet et contraste avec les courageuses réponses de quelques voisins, dont, en conséquence, les maisons ont été brûlées. Vous ferez ce que vous jugerez à propos, mon cher général, mais l'amitié me faisait un devoir de vous exposer confidentiellement les faits. — Avec le secours de chevaux et de chariots, nous sommes venus en deux jours du camp près Baltimore dans cette ville. Nous nous sommes arrêtés hier; et après avoir fait un petit marché de souliers, nous marchons vers Fredericksburg. Point de rapport officiel sur Phillips; mais on me dit qu'on enlève les provisions de Richmond et de Petersburg. Je suis étonné que personne ne m'écrive, et j'espère recevoir bientôt des renseignements. Nos hommes sont pleins d'ardeur; depuis qu'on a fait appel à leurs sentiments, ils ont mis leur point d'honneur à nous suivre, et les murmures aussi bien que la désertion sont passés de mode.

DU GÉNÉRAL WASHINGTON

A M. DE LAFAYETTE.

New-Windsor, 4 mai 1781.

Mon cher Marquis,

La liberté de vos communications est pour moi un témoignage de la sincérité de votre attachement, et chaque nouvelle preuve que j'en reçois me fait plaisir et fortifie le lien de notre amitié. C'est sous ce rapport que je considère l'avertissement que vous me donnez sur la conduite de M. Lund Washington. Quelques jours avant l'arrivée de votre lettre qui ne m'est arrivée qu'hier, j'ai reçu de lui-même le récit de cette affaire ; et j'ai sur-le-champ écrit et envoyé la réponse dont je joins ici la copie. Cette lettre écrite dans le moment où j'ai reçu de la personne même la première annonce de ce qui s'était passé, peut être considérée comme un témoignage de ma désapprobation de sa conduite ; et l'envoi que je vous en fais, comme une preuve de mon amitié. Je désire que vous soyez assuré que personne ne peut plus sincèrement que moi condamner cette action.

Une idée fausse venant de la pensée qu'il était

mon régisseur, et en cette qualité, plutôt le gardien de ma propriété que le représentant de mon honneur, a égaré son jugement, et l'a jeté dans cette erreur à la première apparence de désertion parmi mes nègres et de danger pour mes bâtiments. Car je suis sûr qu'aucun homme n'est plus fortement que lui opposé à l'ennemi. D'après cette certitude et la connaissance de son intégrité, j'ai confié mes propriétés de toute espèce à ses soins, sans réserve et sans aucune crainte qu'il en abusât. Le dernier paragraphe de ma lettre a rapport à la crainte qu'il m'exprime de voir toutes les propriétés voisines de la rivière dépouillées de leurs nègres et de tout leur mobilier.

Je suis heureux d'apprendre que la désertion a cessé, et que le contentement se rétablit dans les détachements que vous commandez.

A M. LUND WASHINGTON,

A Mount-Vernon.

New-Windsor, 30 avril 1781.

CHER LUND,

Je suis très-fâché des pertes que vous avez faites; je le suis un peu des miennes, mais ce qui m'afflige le plus, c'est que vous ayez été à bord des vaisseaux ennemis, et que vous leur ayez fourni des rafraîchissements. Il eût été moins pénible pour moi d'apprendre qu'en

conséquence de votre refus de complaire à leurs demandes, ils avaient brûlé ma maison et ruiné la plantation. Vous deviez vous considérer comme étant mon représentant, et réfléchir sur le mauvais exemple que vous donniez en communiquant avec l'ennemi et en faisant une offre volontaire de vivres pour éviter un incendie.

Il n'était pas en votre pouvoir, je l'avoue, de les empêcher d'envoyer un parlementaire sur le rivage, et vous avez bien fait d'aller le trouver; mais à l'instant où ses intentions ont été exprimées, vous auriez dû répondre qu'il ne vous convenait pas de céder à ses demandes; après quoi, s'ils avaient employé la force, vous n'auriez eu qu'à vous soumettre, ce qui, étant dépourvu de tout moyen de défense, était préférable à une faible opposition qui eût seulement servi de prétexte pour brûler et détruire.

Je suis parfaitement convaincu que vous ayez agi suivant ce que vous avez cru le plus à propos, et je crois que le désir de conserver ma propriété et de préserver mon habitation du danger qui la menaçait, était votre motif dominant. Mais aller à bord de leurs navires, leur porter des vivres, communiquer avec une bande de pillards, solliciter une faveur en réclamant mes nègres, sont des démarches bien peu judicieuses, et dont il est à craindre que les conséquences ne soient déplorables, car elles serviront de précédents à d'autres et peuvent devenir un sujet d'animadversion.

Je ne doute pas que l'intention de l'ennemi ne soit de poursuivre le plan de dévastation qu'il a commencé à exécuter, et à moins que l'arrivée d'une force navale supérieure n'y mette un terme, j'ai aussi peu de doute que cela ne finisse par la perte de mes nègres et la destruction de mes maisons. Mais je suis préparé à

l'événement. D'après cette prévoyance, si vous pouviez déposer en lieu de sûreté les objets les moins volumineux et les plus précieux, ce serait une précaution dictée par la politique et la prudence, et qui les conserverait pour l'avenir. Toutes les choses si nombreuses qui sont nécessaires à l'usage ordinaire et actuel doivent rester et courir la chance de la rude épreuve de cet été.

Je suis très-sincèrement à vous.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Au camp de Wilton, sur James-River, 17 mai 1781.

CHER GÉNÉRAL,

Ma correspondance avec l'un des généraux anglais et mon refus de correspondre avec l'autre peuvent être mal représentés. Je vous rendrai compte en conséquence de ce qui s'est passé et j'espère que vous voudrez bien, ainsi que le général Greene, approuver ma conduite. A l'arrivée de notre détachement à Richmond, un parlementaire a apporté trois lettres que je joins ici, et auxquelles, en qualité de commandant en chef des troupes de l'État, il était de mon devoir de répondre. Les réponses que voici ont été successivement envoyées à la poursuite du général Phillips, qui les a reçues

avec un degré de politesse qui semblait une réparation pour l'inconvenance de son style. Le général Phillips étant mort *, il est venu un officier porteur d'un passe-port et de lettres du général Arnold. Je priai cet officier de venir à mon quartier et je lui demandai s'il était vrai que le général Phillips fût mort, à quoi il répondit négativement. Je pris ce prétexte pour ne pas recevoir la lettre du général Arnold, laquelle étant datée du quartier général et adressée à l'officier commandant des troupes américaines, devait être écrite par le général en chef. Je témoignai cependant que si tout autre officier anglais m'avait écrit, j'aurais été heureux de recevoir sa lettre. Le jour suivant, l'officier revint avec le même passe-port et la même lettre, et m'informa qu'il était maintenant libre de déclarer que Phillips était mort, et Arnold commandant en chef de l'armée anglaise en Virginie. La haute position du général Arnold m'obligeant alors à une explication, la note ci-jointe fut remise au parlementaire, et l'officier américain l'assura verbalement que si l'on désirait avoir par écrit le détail de mes motifs, ma considération pour l'armée anglaise était telle, que je satisferais avec empressement à cette demande.

* « Gordon place la mort du général Phillips au 13 mai; il était très-mal dans son lit, lorsqu'un boulet de canon traversa sa chambre. » (Manuscrit nº 2.) Le général Phillips commandait à Minden la batterie dont un canon avait tué le père de M. de Lafayette.

Hier au soir, un de nos parlementaires revenait de Petersburg ; il avait été envoyé par le commandant du corps d'avant-garde, et il se rencontra avec l'officier anglais qui arrivait à nos avant-postes. Je joins ici la note, écrite par le général Arnold, et dans laquelle il annonce la détermination d'envoyer nos officiers et nos soldats aux Antilles. Le général anglais doit savoir parfaitement que je ne puis traiter d'échanges partiels, et que le sort des prisonniers continentaux doit être réglé par une autorité supérieure à celle dont je suis investi.

J'ai l'honneur d'être, etc.

DU GÉNÉRAL PHILLIPS A M. DE LAFAYETTE.

Au camp anglais, Osborn's, 28 avril 1781.

MONSIEUR,

C'est un principe de l'armée anglaise employée dans la guerre actuelle, qu'elle considère comme très-malheureuse, de suivre avec exactitude les règles prescrites par l'humanité et les lois de la guerre, et dans l'indispensable destruction des magasins publics de toute espèce, d'empêcher, autant que possible, celle des propriétés particulières. J'en appelle aux habitants de Yorcktown, Williamsburg, Petersburg et Chesterfield, pour témoigner de la douceur du traitement qu'ils ont éprouvé de la part des troupes du roi, particulièrement à Petersburg, où la ville a été préservée par le soin des

soldats, tandis qu'elle aurait pu périr par l'inaction volontaire de ses habitants.

J'ai actuellement à présenter une accusation de la plus grande gravité contre les armées américaines, celle d'avoir tiré sur les troupes du roi, du bord d'un bâtiment sous pavillon parlementaire; et ce qui rend cette conduite aussi contraire que possible à toute règle, ce pavillon est resté tout le temps flottant au grand mât, comme si l'on eût voulu se jouer de la violation des lois les plus sacrées de la guerre.

Vous sentez, Monsieur, que je suis autorisé à infliger le châtiment le plus sévère en retour d'une si indigne conduite, et que les villes et les villages sont à la merci des troupes du roi; c'est à cette seule merci que vous pouvez en appeler pour que tout ne soit pas réduit en cendres. La compassion et la bienveillance qui ont distingué le caractère britannique dans la querelle actuelle, dirigent encore la conduite des officiers du roi, et je renoncerai volontiers aux mesures de redressement que j'aurais le droit de prendre, si ceux qui ont tiré sous pavillon parlementaire sont remis en mon pouvoir, et si vous faites un désaveu public de la déloyauté de leur conduite. — Si vous le refusiez, Monsieur, je vous rendrais responsable des désastres qui pourraient être la conséquence de votre refus.

Vos vaisseaux de guerre et les autres bâtiments qui ne sont pas actuellement en notre possession sur James-River, sont cependant hors d'état de nous échapper, et leur situation est celle d'une ville bloquée par terre, où il est contraire aux règles de la guerre que les magasins publics soient détruits. Je vous demande en conséquence, Monsieur, de me fournir un compte exact de ce qui peut être détruit à bord de ces bâtiments ou ailleurs, et je n'ai pas besoin de vous dire

ce que prescrivent les règles de la guerre en cas pareils.

Je suis, monsieur, votre très-humble serviteur,

W. PHILLIPS.

DU GÉNÉRAL PHILLIPS A M. DE LAFAYETTE.

Au camp à Osborn's, le 29 avril 1781.

MONSIEUR,

Durant mon séjour à Williamsburg et à Petersburg, j'ai accordé à quelques habitants, tant de la ville que de la campagne, des sauvegardes tant pour leurs personnes que pour leurs propriétés. Je l'ai fait, sans demander ni même considérer s'ils étaient amis ou ennemis, n'étant conduit que par un principe de pure humanité. J'apprends par des autorités à peu près incontestables que plusieurs de ces personnes ont été enlevées par des voisins malveillants et envoyées à votre quartier général où l'on se propose de les maltraiter. Je souhaite sincèrement que ce rapport soit sans fondement.

Je vous le répète, Monsieur, mes sauvegardes ont été accordées généralement dans le désir qu'au milieu de la destruction des magasins publics, les propriétés particulières et les individus reçussent le moins de dommage possible. Mais à quelque prix que ce soit, j'insiste pour que ma signature soit regardée comme sacrée et inviolable, et je suis obligé de vous déclarer, Monsieur, que, si une seule des personnes dont je viens de parler reçoit de mauvais traitements, je me verrai forcé d'en-

voyer à Petersburg pour faire punir les lâches persécuteurs de ces hommes innocents comme ils l'auront mérité; et je vous déclare en outre, Monsieur, que si un seul homme est mis à mort sous prétexte d'être espion ou ami du gouvernement anglais, je donnerai aux rivages de James-River un exemple qui fera frémir le reste de la Virginie. Ce ne sont que les mesures violentes adoptées par la chambre des délégués, le conseil et le gouverneur de la Virginie qui me mettent dans la nécessité de tenir un tel langage qui répugne à mon caractère et à mes dispositions. J'espère que vous, Monsieur, dont j'ai entendu citer les principes libéraux, vous ne leur prêterez nul appui; encore moins laisserez-vous se réaliser en actes l'esprit de barbarie qui semble dominer dans les conseils du gouvernement civil de cette colonie.

Je vous assure, Monsieur, que je suis entièrement disposé à porter dans cette malheureuse querelle toute l'humanité possible, et je me plais à croire que vos intentions sont pareilles aux miennes.

Je suis, Monsieur, etc.

AU GÉNÉRAL PHILLIPS.

Au camp américain, 30 avril 1781.

MONSIEUR,

Vos lettres des 26, 28 et 29 me sont parvenues hier. Le duplicata, daté de Petersburg, traitant plutôt d'objets d'une nature privée, a été remis au major général baron de Steuben. Je suis fâché que la forme de

votre demande ait retardé une marque d'égards immédiatement accordée.

Depuis le commencement de cette guerre, qui, comme vous le remarquez, a été malheureuse pour la Grande-Bretagne, les procédés de l'armée anglaise ont été si loin d'annoncer une disposition bienveillante, que votre longue absence du théâtre des événements * est la seule raison qui puisse expliquer votre panégyrique. Je vous garantis sur mon honneur, Monsieur, que l'accusation que vous portez contre un vaisseau parlementaire sera strictement examinée, et dans le cas où le rapport qui vous a été fait serait plus exact que celui que j'ai reçu, lequel y est tout à fait contraire, vous obtiendriez toute la satisfaction en mon pouvoir, que vous auriez droit d'attendre. Permettez que je considère cette plainte comme le seul article de votre lettre qui réclame une réponse. Les autres, ainsi que la demande de regarder la personne des espions comme sacrée, ne peuvent certainement pas être sérieux.

Le style de vos lettres, Monsieur, m'oblige de vous dire que si celles qui suivront manquaient à la considération due aux autorités civiles et militaires des États-Unis, ce qui ne pourrait être interprété que comme un manque de respect envers la nation américaine, je ne croirais pas convenable à la dignité d'un officier américain de continuer la correspondance.

J'ai l'honneur d'être votre très-obéissant serviteur,

LAFAYETTE.

* Le général Phillips avait été fait prisonnier à Saratoga.

AU GÉNÉRAL PHILLIPS.

3 mai 1781.

MONSIEUR,

Votre assertion, relativement à la conduite d'un bâtiment parlementaire, était si positive, qu'il devient nécessaire pour moi de rétablir la vérité sur ce point. J'ai l'honneur de vous envoyer ci-incluses quelques dépositions par lesquelles il est clairement prouvé qu'il n'y a eu de notre part aucune violation des devoirs du pavillon.

J'ai l'honneur, etc.

NOTE POUR LE CAPITAINE EMYNE.

15 mai 1781.

Le major général marquis de Lafayette a l'honneur de présenter ses compliments au capitaine Emyne et le prie de se rappeler que, dans la supposition de la mort du général Phillips, il a dit : « qu'il saurait alors ce qu'il aurait à faire. » Par égard pour l'armée anglaise, il s'était servi du prétexte le plus poli pour éloigner toute correspondance avec le général anglais, actuellement commandant en chef. Mais maintenant il se trouve obligé de déclarer positivement un refus. Dans le cas où tout autre officier anglais voudrait l'honorer d'une lettre, il serait toujours très-heureux de donner à messieurs les officiers tous les témoignages de sa considération.

NOTE DU GÉNÉRAL ARNOLD AU CAPITAINE RAGEDALE.

Le brigadier général Arnold présente ses compliments au capitaine Ragedale, et prend la liberté de l'informer que le parlementaire ayant été envoyé par le brigadier général Nelson, qui n'est pas commandant en chef de l'armée américaine, est tout à fait inadmissible. Les lettres sont en conséquence renvoyées sans être décachetées. Si le capitaine Ragedale juge à propos de les laisser aux domestiques, un reçu devra leur être donné.

Le brigadier général Arnold a donné des ordres pour que les officiers pris dernièrement dans cette place fussent envoyés à New-Yorck; leur bagage les suivra aussitôt leur départ, et tous les officiers et soldats de l'armée américaine, qui à l'avenir seront faits prisonniers, seront envoyés aux Antilles; à moins qu'un cartel ne soit immédiatement conclu pour l'échange des prisonniers, comme le général Arnold l'a réclamé à tant de reprises.

Au quartier général à Pétersburg, le 17 mai 1781.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Richmond, 24 mai 1781.

MON CHER GÉNÉRAL,

Ma lettre officielle, dont j'envoie la copie au congrès, vous fera connaître notre situation. Je souhaite ardemment que ma conduite obtienne

votre approbation. Si j'avais suivi ma première impulsion, j'aurais risqué davantage ; mais j'ai dû me défier de ma propre ardeur, et la pensée qu'une défaite générale, à laquelle on devait s'attendre avec tant de milices, pourrait causer la ruine de cet État et de nos affaires, m'a rendu extrêmement circonspect. Certainement, je suis plus embarrassé dans mes mouvements, plus gêné dans mes projets, que nous ne l'avons été dans le nord.

Puisque dans ce moment je suis chargé du commandement de cet État, je vous demande comme une faveur de vouloir bien m'envoyer le colonel Gouvion ; dans le cas où nous joindrions le général Greene, il remplirait près de moi les fonctions d'aide de camp. — Si les Pensylvaniens étaient arrivés avant lord Cornwallis, j'étais déterminé à attaquer l'ennemi, et je ne doute pas que nous n'eussions été vainqueurs ; leur inexplicable délai ne peut être trop déploré et exercera une grande influence sur le sort de la campagne. S'ils étaient arrivés à temps pour m'aider à soutenir le premier choc de lord Cornwallis, je m'en serais contenté ; mais d'après une réponse du général Wayne, datée du 17, et reçue aujourd'hui, je crains qu'en cet instant ils aient à peine quitté Yorcktown.

Les magasins publics et particuliers ayant été transportés hors de Richmond, cette place devient un objet de moindre importance. Je ne crois pas qu'il fût prudent d'exposer les troupes pour préserver quelques maisons dont la plupart sont vides.

Mais j'hésite entre deux inconvénients. Si je livre bataille, je serai mis en pièces, la milice sera dispersée, les armes perdues; si je refuse le combat, le pays se croira abandonné. Je me décide donc à une guerre d'escarmouches sans m'engager trop avant, et surtout en me gardant de cette excellente et nombreuse cavalerie que les miliciens redoutent comme si c'étaient autant de bêtes sauvages.

Une lettre du général Greene, datée du 5 mai, cinq milles au-dessous de Cambden, est parvenue au général Sumner. Le baron va vers lui avec des recrues, et en rencontrera quelques-unes de plus dans la Caroline du Nord. Lorsque les Pensylvaniens viendront, je les garderai seulement quelques jours que je mettrai de mon mieux à profit. Un peu de cavalerie nous est très-nécessaire. Je voudrais bien que la légion de Lauzun pût nous joindre. Il aimerait, j'en suis certain, à servir avec moi, et puisque le général Greene m'a donné le commandement des troupes dans cet État, Lauzun pourrait rester auprès de moi en Virginie. Autrement, on pourrait m'envoyer les dragons de Sheldon. Quant à Moylan, je ne crois pas qu'il soit de longtemps prêt.

Si j'étais aucunement en état de tenir tête à l'ennemi, je me trouverais fort heureux de mon commandement; mais je ne suis pas même assez fort pour me faire battre. Le gouvernement de cet État manque d'énergie et les lois sont sans force. Mais j'espère que cette assemblée-ci va placer les affai-

res sur un meilleur pied. J'ai eu beaucoup de peine à organiser d'une manière tolérable les différents départements. Nos dépenses ont été énormes, et cependant nous ne pouvons arriver à rien. Nos arrangements actuels auraient meilleure mine, si ce n'était cette supériorité de l'ennemi qui peut nous donner la chasse partout où il voudra. Ils peuvent aussi ravager tout le pays, et jusqu'à l'arrivée des Pensylvaniens, nous sommes comme rien devant une force aussi considérable. Cette contrée me devient aussi familière que Tappan et Bergen. La santé des soldats se soutient. J'ai demandé au docteur de régler leur régime. — Adieu, mon général, donnez-moi quelquefois de vos nouvelles. Vos lettres sont un grand bonheur pour votre ami.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Au camp, 28 juin 1781.

Mon cher Général,

J'ai l'honneur de vous envoyer la copie de ma lettre au général Greene. L'ennemi a été si obligeant qu'il s'est retiré devant nous *; je lui ai

* C'est le 20 mai que lord Cornwallis, dont l'apparition inattendue rétablit les affaires des Anglais dans la Virginie, avait fait sa jonction avec les troupes d'Arnold. La guerre de-

deux fois offert le combat, tout en ayant soin de ne pas m'engager plus que je ne voulais; mais il a continué son mouvement rétrograde. Sans doute on aura exagéré nos forces, et notre air de hardiesse aura confirmé cette erreur. — J'ai cru d'abord que lord Cornwallis cherchait à m'attirer le plus en avant possible, pour user avec plus d'avantage de sa cavalerie. Mais il paraît qu'il ne se montre pas encore, et notre position nous permettra un engagement partiel. Sa Seigneurie avait (sans compter le renfort de Portsmouth qu'on évalue à six cents hommes) quatre mille hommes, dont huit cents dragons ou infanterie montée. Notre force est à peu près égale; mais

vint alors très-active, et les marches des deux armées très-compliquées. M. de Lafayette se maintint et n'éprouva d'autre échec que la perte de quelques magasins aux fourches de James-River, confiés à la garde du baron de Steuben. Sa position cependant était plutôt défensive, jusqu'au moment où cette lettre fut écrite, et où les Anglais abandonnèrent Richmond. — « Cornwallis avait eu, et généralement par le secours des nègres, les meilleurs chevaux de la Virginie. Il avait monté une avant-garde de Tarleton sur des chevaux de course, qui semblables à des oiseaux de proie, arrêtaient tout ce qu'ils pouvaient voir, de manière qu'ils prirent beaucoup d'exprès porteurs de lettres. — Cornwallis s'arrêta une seule fois dans sa marche rétrograde sur Williamsburg; les Américains étant tout près de lui, on crut qu'il y aurait une affaire, mais il continua sa route. C'est avant d'arriver à Williamsburg que son arrière-garde fut attaquée par le corps d'avant-garde de Lafayette sous le colonel Butler. Il évacua Wil-

nous n'avons que quinze cents hommes de troupes régulières et cinquante dragons. Notre petite affaire constate bien la retraite de l'ennemi ; le lieu d'où il commença à se replier sur Williamsburg, en est à plus de cent milles. Les vieilles armes de Point-of-Fork ont été retirées de l'eau ; le canon jeté dans la rivière avait été fort endommagé dans la marche de retour sur Richmond, de manière que Sa Seigneurie ne nous a fait aucun tort considérable, qu'elle a perdu une grande partie de ses précédentes conquêtes, et n'en a fait aucune dans cet État. Le général Greene me demandait seulement de conserver mon terrain en Virginie ; mais les mouvements de lord Cornwallis peuvent

liamsburg le 4. Lafayette avait fait tout ce qu'il fallait pour lui persuader que ses forces étaient plus considérables. La veille ou surveille de l'évacuation de Williamsburg, un espion double avait porté à lord Cornwallis un faux ordre du jour, trouvé, disait-il, dans le camp, par lequel il était ordonné à la division du général Morgan de prendre telle place dans la ligne. Le fait est que le général Morgan était arrivé de sa personne et sans troupes. Le docteur Gordon observe avec raison que lord Cornwallis, depuis Charlestown jusqu'à Williamsburg, avait fait plus de onze cents milles sans compter les déviations, ce qui équivaut avec ces déviations à cinq cents lieues. Toute la marche à travers la Caroline du Nord et la Virginie et la campagne contre Lafayette furent faites sans tentes, sans équipages, ce qui fait honneur à l'activité de lord Cornwallis, et justifie la réputation qu'il avait d'être le meilleur général britannique employé dans cette guerre. » (Extrait du manuscrit n° 2.)

répondre à quelque chose de mieux que cela sous le rapport politique.

Adieu, mon cher général, je ne sais si c'est à notre tour de changer de rôle et de poursuivre l'ennemi. En attendant, j'ai l'honneur, etc.

EXTRAITS

DE

PLUSIEURS LETTRES AU GÉN. WASHINGTON *.

Ambler's Plantation, 8 juillet 1781.

La copie que je joins ici, mon cher général, vous rendra compte de nos affaires dans ces quar-

* De Williamsburg les Anglais se retirèrent sur Portsmouth, près de l'embouchure de James-River, et par conséquent de la baie de la Chesapeak. La mer était libre pour eux, et cette suite de mouvements rétrogrades semblait indiquer le projet d'évacuer la Virginie. Aussi lorsqu'on apprit qu'ils embarquaient du monde, M. de Lafayette ne douta-t-il pas que leur dessein ne fût de quitter le pays, probablement pour se rendre à New-Yorck. Mais en même temps, il devint évident que si des forces navales paraissaient sur ces côtes, ils étaient bloqués sans ressources. C'est ce que réalisa au delà de toute espérance leur inexplicable retraite sur Yorcktown et Gloucester.

tiers. Me conformant à vos ordres, j'ai évité une action générale; mais lorsque les mouvements de lord Cornwallis paraissaient indiquer qu'il n'était pas dans son intérêt de combattre, je risquais des engagements partiels. Sa Seigneurie semble avoir abandonné l'espoir de conquérir la Virginie. Nous avons fait un grand secret de la force de notre armée qui n'était pas supérieure, qui même était généralement inférieure à celle de l'ennemi. Nos états étaient enflés, comme le sont communément les états de la milice; mais nous en avions très-peu sous les armes, surtout dans les derniers temps; et pour cacher à quel point nous étions peu nombreux, j'étais obligé de me porter en avant comme si j'eusse souhaité un engagement général. Nous n'avons jamais eu au delà de quinze cents hommes de troupes régulières; l'ennemi en avait quatre mille, dont huit cents à cheval, et supposait que nous devions en avoir huit mille. Je n'ai jamais campé sur une ligne, ce qui rendait plus difficile de juger quel était notre nombre.

Malvan-Hill, 20 juillet.

Lorsque je me suis rendu dans le sud, vous savez que j'avais présenté quelques objections particulières; mais j'ai compris ensuite la nécessité d'y envoyer le détachement, et j'ai vu que si je m'en étais retourné, personne n'aurait pu amener ici les troupes contre leur inclination. Mon entrée dans

l'État fut heureusement marquée par un service rendu à la capitale. La Virginie devint le grand objet de l'ennemi, aussi bien que le but de tous les calculs du ministère. J'ai eu l'honneur de commander une armée et d'être opposé à lord Cornwallis. Incomparablement inférieurs à lui, la fortune s'est plu à nous sauver; égaux en nombre, mais non en qualité, nous avons encore été assez heureux. Cornwallis a eu la confusion d'une retraite, et cet État étant délivré, le gouvernement rétabli, l'ennemi s'est réfugié sous la protection de ses ouvrages à Portsmouth. Il paraît qu'un embarquement se prépare, probablement destiné pour New-Yorck. La guerre dans ce pays deviendra une guerre de pillages, et il n'est plus question de grandes manœuvres. Un officier prudent suffira pour conduire les affaires ici, et le baron est prudent au plus haut degré. Mon cher général, si une partie des troupes anglaises allait à New-Yorck, pourrait-il m'être permis de rejoindre les armées combinées?

Malvan-Hill, 20 juillet.

Point de nouvelles du nord, point de lettres du quartier général; je suis entièrement étranger à tout ce qui se passe hors de la Virginie, et nos opérations étant dans ce moment un peu languissantes, j'ai plus de temps pour penser à mon isolement; en un mot, j'ai la maladie du pays, et si

je ne puis aller au quartier général, je voudrais au moins en entendre parler. J'ai grand besoin de connaître votre opinion sur la campagne de Virginie. La conquête de cet État était incontestablement le principal objet que se proposait le ministère. Je pense que votre diversion a été plus utile que toutes mes manœuvres, mais celles-ci ont été surtout dirigées par des vues politiques. Aussi longtemps que milord a désiré une action, pas un coup de fusil n'a été tiré; du moment où il a voulu éviter de combattre, nous avons fait une guerre d'escarmouches, mais j'avais soin de ne jamais commettre l'armée. La supériorité navale de l'ennemi, sa supériorité en cavalerie, en troupes régulières, ses mille autres avantages me rendent heureux d'en être sorti sain et sauf. J'avais l'œil fixé sur les négociations d'Europe, et me proposais pour but de donner à Sa Seigneurie la défaveur d'une retraite.

Suivant tous les rapports, il paraît qu'une partie des troupes s'embarquera; l'infanterie légère, les gardes, le 80e régiment, les chasseurs de la Reine, sont, assure-t-on, destinés pour New-Yorck. On prétend que lord Cornwallis est désappointé dans ses espérances de commandement. Je ne puis découvrir ce qu'il fera de sa personne. Ira-t-il en Angleterre? dans ce cas nous aurions à nous réjouir; car c'est un homme froid et actif, deux qualités redoutables dans cette guerre du sud.

Les habillements que vous avez depuis long-

temps destinés à l'infanterie légère, ne sont pas encore arrivés : j'ai été obligé de les envoyer chercher, j'espère les avoir dans peu de jours. Ces trois bataillons sont les meilleures troupes qui aient jamais tenu la campagne, ma confiance en eux est sans bornes. Ils sont bien supérieurs à toutes les troupes anglaises, et jamais aucune ne se hasardera à les attaquer à force égale. Quel dommage que de tels hommes ne soient pas employés avec les grenadiers français! ils feraient un éternel honneur à nos armes. Mais leur présence ici, je dois en convenir, a sauvé cet État et en vérité toute la partie méridionale du continent.

Malvan-Hill, 26 juillet.

J'ai eu, il y a quelques jours, l'honneur d'écrire à Votre Excellence, et de l'informer qu'un détachement de l'armée anglaise s'embarquerait probablement à Portsmouth ; les bataillons d'infanterie légère et les chasseurs de la reine étaient certainement commandés, et les gardes, avec un ou deux régiments anglais, allaient probablement l'être pour cette destination. Mes conjectures se sont vérifiées, quarante-neuf voiles sont descendues à Hampton-Road, et je crois à chaque instant apprendre leur départ. Un officier anglais prisonnier disait dernièrement que lord Cornwallis lui-même partait aussi.

Il paraît que l'ennemi a quelque cavalerie à bord.

La conquête de la Virginie et l'établissement de la puissance britannique dans cet État n'ayant pas réussi au gré des espérances de la cour d'Angleterre, un moindre nombre de troupes suffit aux besoins actuels, et deux mille hommes peuvent facilement être retirés. Ainsi, je ne pense pas que l'embarquement actuel soit au-dessous de ce nombre. Autant qu'une force de terre peut s'opposer à des opérations navales et à une supériorité navale, je pense que la position actuelle du principal corps de notre petite armée offre la meilleure chance de protéger les différentes parties de la Virginie.

Malvan-Hill, 30 juillet 1781.

Quelques-unes de vos expressions ajouteront, s'il est possible, à ma vigilance à vous tenir bien avisé des mouvements de l'ennemi *. Il se trouve à Hampton-Road trente bâtiments de transport remplis de troupes, la plupart habits rouges; huit

* Le 13, Washington, alors à Dobbs's-Ferry, en félicitant M. de Lafayette de ses succès, lui annonçait des communications très-importantes que lui porterait un officier de confiance, et la jonction de son armée avec celle de Rochambeau. Il lui recommandait de se concentrer et de veiller à ses moyens de correspondance avec lui. Le 15, il le prévenait que le comte de Grasse avait dû le 3 quitter St.-Domingue, avec sa flotte, pour se rendre dans la Chesapeak, et il lui prescrivait de fermer à lord Cornwallis toute retraite par la Caroline du Nord. Il ajoutait : « Dans peu vous entendrez

ou dix bricks ont de la cavalerie à bord. Le vent est favorable, cependant ils ne sont pas partis; on dit qu'ils ont reçu des avis de New-Yorck par un bateau à rames. L'escorte, comme je vous l'ai déjà écrit, se compose du *Charon* et de quelques frégates, les derniers rapports disent sept; je ne puis être affirmatif, et ne crois même pas que lord Cornwallis soit complétement décidé.

J'ai envoyé par une voie sûre l'ordre de réunir la milice, de placer du canon aux passages, d'enlever les bateaux qui pourraient servir à l'ennemi pour aller dans la Caroline du Nord. Vous savez, mon cher général, qu'on peut, avec de très-faibles moyens de transport, se rendre par eau de Portsmouth à Wilmington. La seule manière de fermer le passage est d'avoir une armée devant Portsmouth et de s'emparer des bouches de ces rivières, mouvement qui pourrait être funeste, à moins d'avoir la certitude de la supériorité navale. Mais si une flotte paraissait à Hampton-Road, et que je

parler de moi. » Le 30, il ne cachait plus son dessein de marcher vers le sud. Ce n'est pourtant que le 21 août qu'il annonça que ses troupes étaient en marche. En revenant sur la nécessité de renfermer l'ennemi de toutes parts : « Je ne tenterai pas, disait-il, à cette distance, de vous indiquer les moyens. La connaissance que vous avez du pays, le temps que vous y avez passé, les manœuvres variées et étendues que vous y avez faites, vous ont fourni de nombreuses occasions d'observer, et votre génie militaire vous en aura fait retirer le plus grand profit. » (Lettres de Washington, t. VIII.)

fusse prévenu quelques jours à l'avance, notre situation serait bien agréable.

Malvan-Hill, 31 juillet 1781.

Un de mes correspondants, domestique de lord Cornwallis, écrit de Portsmouth, le 26 juillet, et dit que son maître, Tarleton et Simcoe sont encore dans la ville, mais projettent de s'éloigner. La plus grande partie de l'armée est embarquée, les bagages de milord sont encore dans la ville. Sa Seigneurie est si jalouse de ses papiers, que mon honnête ami dit qu'il ne peut les avoir; il y a aussi une grande quantité de nègres, et très-précieux; mais, à ce qu'il paraît, pas de bâtiments pour les emmener. Je ne sais quelle garnison ils laisseront, mais j'aurai soin, du moins, de la tenir renfermée dans ses limites.... Si une flotte française entrait dans Hampton-Road, je crois que l'armée anglaise serait à nous.

Camp sur le Pamunkey, 6 août 1781.

Le convoi que je croyais et crois encore destiné pour New-Yorck, a, d'après nos rapports, mis à la voile pour Baltimore; j'ai écrit, en conséquence, à Votre Excellence, et comme je ne m'étais pas laissé aller à trop m'approcher de Portsmouth, j'ai pu couper vers Fredericksburg. Mais au lieu de continuer sa course dans la baie, milord est entré dans

Yorck-River, et a débarqué à Yorck et à Glouces-ter. On a ajouté des bateaux plats aux premiers vaisseaux. Nos mouvements n'ont pas été précipi-tés; nous étions à temps pour prendre notre course vers la rivière Pamunkey, et nous choisirons une position où les différentes portions de l'armée pourront se réunir. J'ai des miliciens dans le comté de Gloucester, d'autres autour d'Yorck. Nous agi-rons d'après les circonstances, mais en évitant de nous jeter dans un faux mouvement, qui donnerait à l'ennemi, à cause de sa cavalerie et de sa supé-riorité sur l'eau, l'avantage sur nous. Sa Sei-gneurie joue si bien qu'on ne peut de sa part es-pérer une faute pour en réparer une de la nôtre.

Yorck est entourée par la rivière et un marais; l'entrée est étroite. Il y a une colline qui domine, et qui, si elle était occupée par les ennemis, éten-drait beaucoup leurs ouvrages. Gloucester est une langue de terre qui s'avance dans la rivière vis-à-vis d'Yorck. Leurs bâtiments, dont le plus gros est un 44, sont entre les deux villes. Si une flotte nous arrivait dans ce moment, nos affaires prendraient une heureuse tournure.

New-Kent Mountain, 11 août 1781.

Croyez, mon cher général, que la satisfaction d'être avec vous me rendra heureux, quel que soit le commandement que vous jugiez à propos de me donner; mais pour le présent, je suis, comme

vous, d'avis qu'il est mieux que je reste en Virginie, d'autant plus que lord Cornwallis ne veut pas nous laisser, et qu'il peut advenir des circonstances qui me présentent d'agréables occasions dans le commandement de cette armée. — Je vous ai assez bien compris, mon cher général; mais je serais heureux d'avoir un détail plus circonstancié, qui, je le sens, ne peut être risqué dans une correspondance. Gouvion ne serait-il pas l'ambassadeur convenable? D'abord, je serais heureux, à tout événement, de l'avoir avec moi; de plus je pense qu'il répondrait parfaitement à votre intention, il serait difficile de vous séparer d'un officier de votre état-major. Si quelque chose se décidait, le comte de Damas pourrait venir, sous prétexte de servir avec moi : on sait qu'il est mon ami. — Mais pour en revenir aux opérations de Virginie, je vous dirai, mon cher général, que lord Cornwallis se retranche à Yorck et Gloucester; le plus tôt que nous le dérangerons sera le mieux, mais à moins que nos amis maritimes ne nous aident, nous ne pouvons pas beaucoup nous risquer.

Branches de Yorck-River, 21 août.

La plus grande partie des forces de l'ennemi est à présent à Yorck, qu'il ne fortifie pas encore; mais il s'occupe de la défense de la langue de Gloucester, où il y a un corps assez considérable sous le colonel Dundas. Il y a un vaisseau de 44 canons

à Yorck; puis plusieurs frégates et autres bâtiments sont plus bas dispersés. On a laissé une petite garnison à Portsmouth. S'ils ont l'intention d'évacuer, du moins procèdent-ils avec une surprenante lenteur. J'inférerais des préparatifs de l'ennemi, qu'il travaille pour le cas où il serait protégé par une flotte, et aurait à se défendre contre une autre; que s'il conserve Portsmouth, le corps principal sera à Yorck, et un détachement sur la langue de Gloucester, pour défendre la batterie d'eau. Leurs fortifications sont très-resserrées; d'après les précautions et les mouvements partiels, je conclurais qu'ils ne sont pas très-bien renseignés et qu'ils cherchent à se rendre compte de mes intentions et de mes desseins.

Nous avons jusqu'à présent occupé les branches d'Yorck-River, d'où nous avons l'œil sur deux routes. Quelques miliciens ont empêché les partis de l'ennemi de demeurer à Williamsburg ou dans le voisinage, et de faux rapports leur ont donné quelques alarmes. Un autre corps de milices sous le colonel Ennis, les a tenus enfermés dans Gloucestertown, et a fourragé tout alentour. Aussitôt que j'eus reçu vos ordres, j'ai écrit au gouverneur que la connaissance de quelques projets de l'ennemi rendait nécessaire de réunir six cents miliciens sur Blackwater. J'ai écrit au général Gregory, près de Portsmouth, que j'avais avis de l'intention où était l'ennemi de pousser un détachement en Caroline, ce qui dérangerait

grandement un projet que nous avions formé de ce côté. J'ai prié le général Wayne de se porter vers le sud, se tenant prêt à passer James-River à Westover. Un bataillon d'infanterie légère et nos seuls cent dragons étant dans le comté de Glocester, je les appelle mon avant-garde, et je prendrai là mes quartiers pour un ou deux jours, tandisque les troupes fileront vers James-River. Notre petite armée se rassemblera donc encore sur les eaux de Chickahomeny, et si l'on jugeait que Jamestown-Island fût un lieu convenable, nous pourrions y opérer notre jonction, tandis que nous rendrions plus difficile pour l'ennemi le voyage de la Caroline *.

* Après l'arrivée de lord Cornwallis à Yorck, le général Lafayette demanda au colonel Barber un soldat intelligent et fidèle qu'il pût envoyer comme espion dans le camp des Anglais. Morgan, de la ligne du New-Jersey, lui fut indiqué. Le général l'envoya chercher, et lui proposa la tâche difficile de passer à l'ennemi comme déserteur, et de s'enrôler dans son armée. Morgan répondit qu'il était prêt à tout faire pour son pays et son général, mais que le rôle d'espion répugnait à tous ses sentiments; il ne craignait pas pour sa vie, mais pour son nom que pouvait souiller une tache éternelle. Cependant il finit par céder, mais à condition qu'en cas de malheur le général ferait connaître la vérité, et publierait les détails du fait dans les journaux du New-Jersey. M. de Lafayette le lui promit. Morgan se rendit donc au camp des Anglais. Sa mission était de donner avis des mouvements importants, et de tromper l'ennemi sur les ressources et les projets des Américains. Il était arrivé depuis peu, lorsque Cornwallis le fit

Dans l'état présent des affaires, mon cher général, j'espère que vous viendrez en Virginie, et que si l'armée française prend cette route, j'aurai enfin la satisfaction de vous voir de mes yeux à la tête des armées combinées. Sous deux jours j'écrirai de nouveau à Votre Excellence, et je la tiendrai

appeler, et le pressa de questions en présence de Tarleton, notamment sur les moyens que pouvait avoir le général Lafayette de passer au sud de James-River. Morgan répondit, suivant ses instructions spéciales, qu'il avait assez de bateaux pour traverser le fleuve au premier signal avec toute son armée : « Alors, dit Cornwallis à Tarleton, ce que je vous disais ne se fera pas » ; voulant parler apparemment d'un projet de marche par la Caroline du Nord. Après l'arrivée de la flotte française, M. de Lafayette, au retour d'une reconnaissance, trouva à son quartier six hommes en uniforme anglais, et un Hessois habillé de vert : parmi eux était Morgan qui ramenait cinq déserteurs et un prisonnier; il n'avait pas cru que ses services d'espion fussent désormais d'aucune utilité. Le lendemain, le général lui offrit pour récompense le grade de sergent; Morgan remercia, mais il refusa cet avancement, disant qu'il se croyait un bon soldat, mais qu'il n'était pas sûr d'être un bon sergent. D'autres offres ne furent pas acceptées davantage. « Que puis-je donc faire pour vous? lui demanda le général. — Je n'ai qu'une faveur à demander, répondit Morgan; pendant mon absence, on m'a pris mon fusil; j'y mets beaucoup de prix, et je veux le ravoir. » Des ordres furent donnés pour qu'on le retrouvât et qu'on le lui rendît; c'est tout ce qu'il voulut recevoir. M. Sparks, qui publie cette anecdote, dit qu'il l'a entendu raconter cinquante ans après par le général Lafayette qui admirait encore la noblesse d'âme de ce soldat. (*Washington's writings*, tome VIII, p. 152.)

constamment et particulièrement informée. A moins que quelque chose ne soit fait dans ce moment même (et, selon toute probabilité, ce serait difficile), lord Cornwallis doit être attaqué avec un assez grand apparat. Mais si une flotte française prend possession de la baie et des rivières, et que nous ayons formé une force de terre supérieure à la sienne, son armée doit tôt ou tard être contrainte à se rendre, puisque nous pourrons avoir des renforts à volonté.

Adieu, mon cher général, je vous remercie du fond de mon cœur de m'avoir ordonné de rester en Virginie, et c'est à votre bonté que je dois la plus belle perspective que je puisse jamais envisager.

A MADAME DE LAFAYETTE.

Au camp entre les branches d'Yorck-River, 24 août 1781.

Le séjour de Virginie n'est rien moins que favorable à ma correspondance; ce n'est pas aux affaires que je m'en prends, et trouvant tant de temps pour m'occuper de ma tendresse, j'en trouverais bien aussi pour vous en assurer; mais il n'y a point d'occasion ici, nous sommes forcés d'envoyer les lettres au hasard à Philadelphie; ces

risques-là, réunis à ceux de la mer, et le redoublement de retards doivent nécessairement rendre plus difficile l'arrivée des lettres ; si vous en recevez plus de l'armée française que de celle de Virginie, il serait injuste d'imaginer que je suis coupable.

L'amour-propre dont vous m'honorez a peut-être été flatté du rôle qu'on m'a forcé de jouer ; vous aurez espéré qu'on ne pouvait pas être également gauche sur tous les théâtres ; mais je vous accuserais d'un terrible accès de vanité (car tout étant commun entre nous, c'est être vaine que de me trop estimer), si vous n'aviez pas tremblé pour les dangers que je courrais ; ce n'est pas des coups de canon que je parle, mais des coups de maître beaucoup plus dangereux que me faisait craindre lord Cornwallis. Il n'était pas raisonnable de me confier un tel commandement ; si j'avais été malheureux, le public aurait traité cette partialité d'aveuglement.

Pour recommencer presqu'au déluge, je vous rappellerai la pauvre expédition de Portsmouth. Le général Rochambeau avait le projet d'y joindre mille Français sous le baron de Viomenil. Vous aurez appris comment l'escadre française acquit beaucoup de gloire, tandis que l'escadre anglaise remplissait son objet. L'amiral Arbuthnot vous aura dit ensuite que j'étais bloqué, blocus qui, sans être marins, ne nous arrêta pas quatre heures. Vous aurez ensuite appris que le général Phillips

ayant fait des préparatifs à Portsmouth, nous courûmes à toutes jambes à Richmond où nous arrivâmes presqu'en même temps, mais où j'arrivai le premier. Ensuite ils vinrent de New-Yorck et de Caroline se joindre aux troupes de Virginie ; tout cela fut réuni sous le formidable lord Cornwallis qui abandonna ses premières conquêtes pour remplir le plan ministériel par la conquête de la Virginie. Ce n'est pas sans peine que nous évitâmes la bataille qu'il cherchait; après bien des courses nous devînmes plus forts qu'au commencement, et nous fîmes semblant d'être bien plus forts encore; nous regagnâmes ce que nous avions perdu sans risquer de bataille, et après deux petites affaires, l'armée ennemie se porta sur Portsmouth qu'elle a ensuite évacué et dont nous avons rasé les fortifications. Ils sont actuellement dans la rivière d'Yorck où ils se sont rendus par eau. S'il arrivait une supériorité maritime en laquelle nous espérons fermement, je me saurais bon gré que la campagne eût fini par cette position pour l'armée anglaise.

Les troupes françaises et les troupes américaines devant New-Yorck sont sous les ordres du généralissime. Mon ami Greene a eu beaucoup de succès en Caroline, et cette campagne a pris partout une beaucoup meilleure tournure que nous ne devions espérer. *Peut-être pourra-t-elle finir fort agréablement.* On prétend que le ministère britannique envoie ici le gouverneur de Virginie;

j'ai peur qu'ils n'aient eu trop d'espérances sur les succès de leur armée; les Pensylvaniens qui devaient les joindre, sont ici avec nous. Sans la vertu, le zèle et le courage des troupes réglées que j'avais, il m'eût été impossible de me tirer d'affaire. Je ne puis assez répéter mes obligations, surtout à ceux avec lesquels j'ai commencé cette fatigante campagne. La milice a fait ce qu'elle a pu. J'ai été fort content de notre petite armée et désire fort qu'elle l'ait été de moi.

Je dois vous parler de ma santé; cet article est un peu monotone; car à chaque fois je ne puis que répéter l'éloge de mon tempérament; le soleil de Virginie a très-mauvaise réputation et l'on m'avait fait des prédictions effrayantes; effectivement beaucoup de personnes ont eu la fièvre; mais ce climat est pour moi aussi bon que tout autre, et le seul effet qu'ait eu la fatigue sur moi est un redoublement d'appétit.

A M. DE VERGENNES.

Camp entre les branches d'Yorck-River,
le 24 août 1781.

Quand on a lord Cornwallis en tête, Monsieur le comte, et qu'on est à courir dans les sables de

Virginie, il faut s'en rapporter aux autres pour vous mander les détails américains. Depuis qu'on a daigné me hasarder à la tête de cette armée-ci, je me trouve à cinq cents milles d'aucune autre troupe, et les nouvelles de guerre, celles du général Washington et celles du congrès ne m'arrivent qu'après des temps immenses; mais vous avez le chevalier de la Luzerne et vous ne pouvez rien avoir de mieux. Il n'y a qu'un point sur lequel je ne veux m'en rapporter à personne; c'est de vous assurer le plus possible du tendre et éternel attachement que je vous ai voué pour la vie. Pour suivre l'immense plan de sa cour, lord Cornwallis exposa les deux Carolines, et le général Greene en a profité amplement; il est vrai que de tous les points on s'est rassemblé sur nous, et tout tenait au bonheur d'éviter une action; la fortune nous a bien servis, et après quelques jonctions, notre petite armée a repris tout le terrain dont la conquête avait coûté tant de sacrifices. Dans les autres États, nous avons plus manœuvré que combattu. Lord Cornwallis nous a laissé Portsmouth d'où il communiquait avec la Caroline, et se trouve à présent à Yorck, poste très-avantageux avec la supériorité maritime; si par hasard elle nous arrivait, notre petite armée participerait à des succès qui la dédommageraient d'une longue et fatigante campagne; alors je ne serais pas fâché que nos mouvements eussent fini par la situation actuelle.

Je ne puis vous parler que de moi, Monsieur le comte, ou bien de l'armée anglaise, car tout le reste arrive presque aussitôt à Versailles que dans ce coin-ci de la Virginie. On dit que vous allez faire la paix; je ne suis pas des plus crédules, et pense qu'on attendra au moins les événements de la campagne.

Voilà encore un gros paquet, Monsieur le comte, et je ne crains pas d'abuser de vos bontés dont je connais toute l'étendue; j'ose m'en croire digne, autant qu'on peut le mériter par tous les sentiments de la confiance et du respectueux attachement avec lesquels, etc.

Je vous prie d'offrir mes hommages à madame la comtesse de Vergennes, et mille compliments à messieurs vos fils.

A M. DE MAUREPAS.

Camp entre les branches d'Yorck-River, le 24 août 1781.

Plus séparé que jamais du reste du monde, Monsieur le comte, je n'en suis pas moins occupé des personnes que j'aime et qui m'honorent de leurs bontés. Je vous dois tant de reconnaissance, et sens pour vous tant d'attachement, que je désire

rappeler quelquefois à votre souvenir le rebelle commandant de la petite armée virginienne. Votre intérêt pour moi, monsieur le comte, aura été effrayé du rôle dangereux dont on a chargé ma jeunesse; à cinq cents milles de tout autre corps et sans moyens quelconques, on a bien voulu m'opposer aux projets de Saint-James et à la fortune de lord Cornwallis. Jusqu'ici nous n'avons pas eu de désastres, mais à la guerre on ne sait jamais ce qui peut arriver le lendemain. Lord Cornwallis ne nous a pas pris en courant après nous, et de mouvements en mouvements le voilà dans l'excellent port d'Yorck. Qui sait si ses manœuvres ne finiraient pas par nous faire prisonniers de guerre?

Ne connaissant pas le vaisseau qui porte cette lettre, je ne m'étendrai ni sur nos projets ni sur nos espérances; M. le chevalier de la Luzerne, qui sait les occasions, a soin de vous apprendre ce qui se passe. Moi, je suis perdu dans les sables de Virginie; ne m'occupant qu'à vivre d'industrie, et ne correspondant qu'avec lord Cornwallis. Cette lettre-ci, monsieur le comte, ne sera donc destinée qu'à me rappeler à vos bontés, et vous présenter l'hommage du respect et du tendre attachement avec lesquels, etc.

Me permettez-vous, Monsieur le comte, de présenter mes hommages à madame la comtesse de Maurepas, et à madame de Flamarens?

AU GÉNÉRAL WASHINGTON *.

Holt's Forge, 1^er^ septembre 1781.

MON CHER GÉNÉRAL,

C'est du fond de mon cœur que je vous félicite de l'arrivée de la flotte française. Quelques bruits avaient été répandus, des rapports d'espions envoyés, mais nulle certitude jusqu'à ce que les

* « Washington ayant adopté définitivement le projet de réunir les forces de terre et de mer contre l'armée de Cornwallis si heureusement conduite dans la position la plus exposée à l'influence navale, il était encore bien important et très-délicat d'empêcher qu'il pût gagner la Caroline, et faire manquer toute la campagne des alliés. C'est pour cet objet que Lafayette avait envoyé des troupes au sud de James-River sous prétexte de déloger les Anglais de Portsmouth, ce qui eut encore le bon effet de faire réunir au corps de l'armée les troupes et l'artillerie qui se seraient sauvées par Albermale Sound à l'arrivée du comte de Grasse. C'est dans la même vue qu'il retint des troupes au midi de James-River, sous prétexte d'envoyer le général Wayne et ses Pensylvaniens à l'armée du sud pour renforcer le général Greene. Personne n'était dans le secret, c'est ce qui fait que les ennemis ne purent être détrompés. C'est dans ce temps qu'il envoya le prétendu déserteur Morgan. En un mot, après avoir manœuvré depuis plusieurs mois de manière à conduire son ennemi dans l'endroit le plus propre à profiter d'une coopération

dépêches de l'amiral m'aient été remises. Je vous transmets sa lettre et celle de M. de Saint-Simon ; et je vous prie de les faire toutes deux traduire par Tilghman ou Gouvion seuls, car il y a des passages qui me sont personnels et que je ne me soucierais

maritime, il manœuvra dans les derniers temps pour qu'il ne pût pas échapper au moment où il verrait son danger. Ses soins à cet égard furent d'autant plus nécessaires que lord Cornwallis savait qu'on attendait dans l'Amérique du Nord une grande flotte française. Au moment où le comte de Grasse arriva, Lafayette marcha rapidement à Williamsburg, se fit joindre par le corps du marquis de Saint-Simon de trois mille deux cents hommes. Dès qu'il fut débarqué à Jamestown, il fit repasser la rivière et réunit à lui le corps de Wayne, et assembla de l'autre côté de Yorck-River, en face de Gloucester, un corps de milices. L'armée anglaise se trouva serrée en même temps de tous les côtés, et lord Cornwallis n'eut plus de salut possible que dans une entreprise très-hasardeuse. Il reconnut cependant la position de Williamsburg avec dessein de l'attaquer. Elle était bien choisie; deux creeks ou petites rivières se jetant, l'une dans James, l'autre dans Yorck-River, resserrent beaucoup la Péninsule en cet endroit; il eût fallu forcer deux passages bien défendus; deux maisons et deux bâtiments publics de Williamsburg, en pierres, étaient bien placés pour défendre le front. Il y avait cinq mille hommes de troupes américaines et françaises, un gros corps de milices, une artillerie de campagne bien servie. Lord Cornwallis ne crut pas devoir risquer l'attaque. Il aurait pu passer à Gloucester ou remonter Yorck-River, le comte de Grasse ayant négligé de faire passer des vaisseaux au-dessus; mais il eût fallu abandonner artillerie, magasins, malades, et les mesures étaient prises pour lui couper le chemin en quelques marches. Il se décida donc à attendre l'attaque. Elle

pas de montrer à d'autres. Grâce à vous, mon cher général, je suis dans une charmante situation, et je me trouve à la tête d'un corps superbe ; mais je ne suis pas si pressé que le comte de Grasse, et je regarde qu'ayant à jouer une partie si sûre, il

aurait pu lui fournir une chance de combat, si Lafayette eût cédé à une sollicitation bien tentante. Le comte de Grasse était pressé de s'en retourner ; l'idée d'attendre les généraux et les troupes du nord le contrariait beaucoup. Il demandait vivement à Lafayette d'attaquer l'armée anglaise avec les troupes américaines et françaises à ses ordres, lui offrant pour ce coup de main, non-seulement les détachements qui formaient la garnison des vaisseaux, mais autant de matelots qu'il en demanderait. Le marquis de Saint-Simon, qui, quoique subordonné à Lafayette par la date de sa commission, était bien plus ancien que lui d'âge et de service, se réunit à ces instances de l'amiral. Il représenta que les ouvrages de lord Cornwallis n'étant pas achevés, une attaque de forces supérieures enlèverait suivant toute apparence Yorcktown, et ensuite Gloucester. La tentation était grande pour le jeune général de l'armée combinée, ayant à peine vingt-quatre ans; il avait un prétexte irrécusable dans la déclaration de M. de Grasse qu'il ne pouvait pas attendre les généraux et les forces venant du nord; mais cette attaque dont le succès eût été si brillant aurait coûté nécessairement beaucoup de sang. Lafayette ne voulut pas sacrifier à sa gloire personnelle les soldats qui lui étaient confiés, et se refusant à la demande du comte de Grasse, il ne chercha qu'à lui persuader d'attendre l'arrivée du général Washington accompagné des généraux Rochambeau et Lincoln, tous anciens de Lafayette ; par ce moyen, la réduction de l'armée de Cornwallis devint une opération certaine et peu coûteuse. » (Note extraite du manuscrit n° 2.)

serait fou, en risquant une attaque, de donner quelque chose au hasard. Il paraît que le comte de Grasse a grande hâte de repartir; il s'attache à chercher dans mes expressions quelque fondement au plan qu'il préfère. On a bien voulu adopter mes idées, quant à l'envoi de bâtiments dans James-River, et à la jonction à opérer à Jamestown. Je voudrais qu'on pût aussi forcer le passage à Yorck; car alors Sa Seigneurie n'aurait aucune possibilité d'échapper.

Le retard de l'arrivée du comte de Grasse, le mouvement de la grande armée, et l'alarme où l'on était à Yorck, m'ont forcé pour plus grande sécurité à envoyer une partie des troupes sur la rive méridionale de James-River. Demain et le jour suivant seront employés à faire des dispositions pour couvrir un débarquement, ce qui s'accomplira avec des continentaux débarrassés de leur bagage; et, le 5, suivant le désir du comte, nos troupes feront leur jonction. Je proposerai alors au général français de prendre à dix ou douze milles d'Yorck une position sûre qui ne puisse pas être forcée, sans faire éprouver à l'ennemi une perte plus considérable que celle que nous aurions à souffrir; et à moins que les choses ne soient bien différentes de ce que je suppose, mon opinion est que nous devons nous contenter d'empêcher l'ennemi de fourrager, et de le fatiguer en faisant inquiéter ses avant-postes par la milice, sans compromettre nos troupes régulières.

Quelle que soit l'obligeance avec laquelle le marquis de Saint-Simon a bien voulu dire au colonel Gimat qu'il était prêt à servir sous moi, je ne ferai rien sans lui témoigner la déférence due à l'âge, aux talents et à l'expérience ; mais je penche plutôt pour cette ligne de conduite prudente que j'ai adoptée en dernier lieu. Le général Du Portail est avec le comte de Grasse, il connaît vos intentions et sera naturellement consulté pour tous nos mouvements.

Lord Cornwallis a encore une manière d'échapper ; il peut débarquer à West-Point et traverser James-River, quelques milles au-dessous de Point-of-Fork ; mais j'ai pensé que ce côté-ci était le plus important à surveiller, l'autre route étant remplie d'obstacles. Cependant, pour empêcher même une *possibilité*, je désirerais que quelques vaisseaux fussent stationnés près d'Yorck.

Le gouverneur * était avec moi à l'arrivée des lettres; il a sauté à cheval, et s'est rendu à son conseil. Je lui ai donné un *memorandum* demandant des provisions de toute espèce pour la flotte et l'armée combinée. Nous pouvons compter sur une assez grande quantité de bestiaux, mais la farine doit être envoyée du Maryland et de la Pensylvanie. Le chevalier d'Annemours, consul français, est ici, et prendra les moyens d'approvisionner ses compatriotes sans nous affamer.

* Le gouverneur de Virginie, le général Nelson.

Après un examen détaillé de l'état du pays et de nos circonstances, j'espère que vous jugerez que nous avons pris les meilleures précautions, pour diminuer les chances que Sa Seigneurie peut avoir d'échapper. Il lui en reste quelques-unes, mais si précaires que j'ai peine à croire qu'il veuille les tenter. S'il le fait, il faut qu'il abandonne vaisseaux, artillerie, bagages, une partie des chevaux, tous les nègres ; il doit être sûr de perdre le tiers de son armée, et courir le risque de la perdre toute, sans obtenir la gloire qu'il peut acquérir par une brillante défense.

Adieu, mon cher général, l'agréable position où je suis est due à votre amitié, elle en est par cette raison plus chère à votre respectueux serviteur et ami.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Williamsburg, 8 septembre 1781.

MON CHER GÉNÉRAL,

J'ai eu l'honneur de vous écrire récemment et de vous rendre compte de ce qui était venu à ma connaissance. J'espérais à chaque instant pouvoir entrer dans plus de détails ; mais si vous saviez comme les choses vont lentement en ce pays! Encore, ai-je

fait du mieux que j'ai pu. J'ai écrit et reçu vingt lettres par jour du gouvernement et de chaque département. Le gouverneur fait ce qu'il peut; les rouages de son administration sont si rouillés que nul gouverneur au monde ne pourrait les faire marcher comme il faut. Le temps prouvera qu'on a trop sévèrement accusé Jefferson. — Les troupes françaises ont débarqué, mon cher général, avec une étonnante célérité; elles ont déjà manqué de farine, de viande et de sel, pas cependant de manière à en être privées un jour entier; j'ai fait l'office la nuit et le jour de quartier-maître et de collecteur, ce qui m'a donné un violent mal de tête et la fièvre, qui cesseront avec trois heures de sommeil; ce sera mon excuse, mon cher général, pour ne pas écrire moi-même. L'armée française est composée des meilleurs régiments, et d'un corps de hussards qui peut rendre des services immédiats. Le général et les officiers ont adopté gaiement la manière de vivre de notre détachement américain si mal pourvu. Je pense qu'un mot de vous là-dessus produirait très-bon effet. Hier soir, en laissant nos bagages et en acceptant les chevaux de nos officiers, nous avons pu nous porter à une position près Williamsburg. Le front en est protégé par des ravins, le flanc droit, couvert par un moulin et un étang, sur la route de Jamestown; la gauche, par Queen's Creek, de petits ruisseaux et des flaques d'eau. Nous avons de la milice devant notre droite et notre gauche, et une bonne percée sur la

rivière; nos provisions peuvent venir jusqu'à notre principal lieu de débarquement. Williamsburg et ses fortes constructions sont sur notre front. J'ai sur les lignes le général Muhlenberg avec mille hommes, dont quatre cents réguliers de Virginie et cent dragons. En empruntant des chevaux non harnachés de White, nous pourrions y joindre une centaine de hussards. Il y a une ligne de bâtiments armés le long de James-River, et une petite réserve de milice qui peut s'accroître chaque jour. Huit cents miliciens du comté de Gloucester sont en route. — J'avais recommandé au comte de Grasse, avec la délicatesse convenable, de faire remonter quelque force navale dans Yorck-River; les vaisseaux français armés qui étaient sur Pamunkey, sont descendus à West-Point; le comte de Grasse n'a fait encore aucun mouvement, sauf quelques vaisseaux qui sont au-dessous d'Yorck. — La lettre que Votre Excellence lui a écrite, a été envoyée d'une manière sûre. Nous avons des obligations infinies aux officiers et aux hommes pour leur zèle.

Je suis entré dans ces détails, mon cher général, pour vous montrer que l'avantage de la position, et non le désir d'aller en avant, a dicté nos mesures; nous tâcherons, s'il n'est pas dangereux de nous trop développer, de nous former une juste idée des ouvrages, mais je me trompe fort, ou ce serait une folie d'attaquer avec nos forces actuelles. Le marquis de Saint-Simon, le comte de Grasse et le

général Du Portail, partagent mon opinion. Mais si lord Cornwallis venait assaillir une position telle que la nôtre, tout le monde pense qu'il aurait certainement à s'en repentir; et lors même qu'il nous battrait, il faudrait qu'il se préparât aussitôt à un autre combat.

A présent, mon cher général, je vais vous parler des fortifications d'Yorck. Lord Cornwallis y travaille jour et nuit, et bientôt il sera mis dans une situation respectable. Il a mis à terre la plus grande partie de ses matelots, il rassemble toutes les provisions qu'il peut se procurer. On m'a dit qu'il avait ordonné aux habitants du voisinage de la ville d'y rentrer. Il devrait sentir qu'ils peuvent lui faire autant de mal que de bien. Notre position le rendra très-prudent, et je crois que c'est un grand point. Pas de nouvelles au camp de la flotte de M. le comte de Barras *.

Je vais répondre maintenant à la partie de votre

* « Marshall parle du départ du comte de Barras pour la Chesapeak, et de son arrivée avec l'artillerie de siége; cet amiral avait reçu une lettre du ministre de la marine, maréchal de Castries, qui, l'informant des ordres donnés à M. de Grasse de venir sur la côte des États-Unis, lui laissait la liberté de faire une croisière sur le banc de Terre-Neuve, ne devant pas obliger M. de Barras à servir sous son cadet, auquel le ministre voulait laisser le commandement. Mais M. de Barras prit noblement le parti de conduire lui-même l'artillerie de Rhode-Island, et de venir avec tous ses vaisseaux se ranger sous les ordres de l'amiral moins ancien que lui. » (Manuscrit n° 2.)

lettre qui concerne l'approvisionnement des troupes placées sous votre commandement immédiat, etc.

A l'égard du point le plus favorable pour le débarquement de vos troupes, l'opinion du marquis de Saint-Simon, ainsi que la mienne, est qu'il doit s'effectuer sur James-River, mais jusqu'ici nous n'avons pas eu occasion de fixer le lieu le meilleur. Il paraît cependant que ce doit être à ou près Williamsburg ou bien à Jamestown.

Je suis, etc.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON *.

Camp devant Yorck, 16 octobre 1781.

MON CHER GÉNÉRAL,

Votre Excellence ayant vu en personne nos dispositions, je me bornerai à lui adresser le récit de ce qui s'est passé dans l'exécution.

Le bataillon du colonel Gimat conduisait l'avant-garde ; il était suivi par celui du colonel Hamilton qui commandait tout le corps avancé. En même

* C'est le 13 septembre que le général Washington avait opéré sa jonction avec le général Lafayette; et le 28, la place d'Yorck fut investie. On donna l'assaut le 15 octobre.

temps, un parti de quatre-vingts hommes, sous le colonel Laurens, tournait la redoute. Je demande la permission de renvoyer Votre Excellence au rapport que j'ai reçu du colonel Hamilton dont les talents bien connus et la valeur ont été dans cette occasion si remarquables et si utiles. Les obligations que nous avons à lui, au colonel Gimat, au colonel Laurens, sont au-dessus de toute expression. Pas un coup de fusil n'a été tiré, et l'ardeur des troupes n'a pas laissé le temps aux sapeurs de frayer la voie; grâces à la conduite des chefs, à la bravoure des troupes, la redoute a été enlevée avec une rapidité peu commune.

Le bataillon du colonel Barber, qui était le premier dans la colonne destinée à soutenir l'attaque, ayant été détaché au secours de l'avant-garde, est arrivé au moment où l'on commençait à s'emparer des ouvrages, et il a exécuté ses ordres avec la plus grande vigueur; le colonel a été légèrement blessé. Le reste de la colonne, sous les généraux Muhlenberg et Hazen, s'est avancé avec une discipline et une fermeté admirables. Le bataillon du colonel Vose s'est déployé à la gauche, une partie de la division se rangeant successivement, tandis qu'une seconde ligne formait des colonnes à l'arrière-garde. Ce qui ajoute à l'honneur de nos troupes, c'est qu'elles se déployaient et prenaient leurs rangs, dans un ordre et un silence parfait, sous le feu de l'ennemi. Permettez-moi de citer particulièrement le major Barber, inspecteur de la division,

qui s'est distingué, et a été blessé par un boulet de canon.

En faisant les dispositions pour la garde des ouvrages que nous avons réduits, j'ai été heureux de trouver le général Wayne et les Pensylvaniens, placés de manière à nous donner, en cas de besoin, le secours le plus efficace.

J'ai l'honneur, etc.

A M. DE MAUREPAS.

Au camp près Yorck, le 20 octobre 1781.

La pièce est jouée, Monsieur le comte, et le cinquième acte vient de finir; j'ai été un peu à la gêne pendant les premiers; mon cœur a joui vivement du dernier, et je n'ai pas moins de plaisir à vous féliciter sur l'heureux succès de notre campagne; je ne vous en ferai pas les détails, Monsieur le comte, et m'en rapporte à Lauzun, à qui je souhaite autant de félicité à traverser l'Océan qu'il en a eu à passer sur le corps de la légion de Tarleton.

M. de Rochambeau vous rend tous les comptes relatifs à l'armée qu'il commande; mais si l'honneur d'avoir commandé pendant assez longtemps la division de M. de Saint-Simon était un droit

pour parler de mes obligations à ce général et à ses troupes, ce droit me deviendrait infiniment cher.

Voulez-vous bien, Monsieur le comte, présenter mes hommages à madame la comtesse de Maurepas et à madame de Flamarens, et agréer l'assurance de ma tendresse, de ma reconnaissance et de mon respect.

A M. DE VERGENNES.

Camp près Yorck, ce 20 octobre 1781.

Recevez mon compliment, Monsieur le comte, sur la bonne plume que l'on vient enfin de tailler à la politique. M. de Lauzun vous donnera tous les détails; je suis heureux que notre campagne de Virginie finisse aussi bien, et mon respect pour les talents de lord Cornwallis me rend encore sa prise plus précieuse. Après ce coup d'essai, quel général anglais viendra se mettre en tête de conquérir l'Amérique? Les manœuvres méridionales n'ont pas fini plus heureusement que celles du nord, et l'affaire du général Burgoyne a été renouvelée.

Adieu, Monsieur le comte; le temps que j'ai

pour écrire est si court que j'ajouterai seulement ici l'assurance du respect et du tendre attachement, etc.

A MADAME DE LAFAYETTE.

A bord de *la Ville de Paris*, dans la baie de Chesapeak, 22 octobre 1781.

Voici le dernier instant, mon cher cœur, où il me soit possible de vous écrire; M. de Lauzun va joindre la frégate et partir pour l'Europe; quelques affaires avec l'amiral me procurent le plaisir de vous donner des nouvelles plus fraîches de deux jours; celles qui ont rapport aux événements publics seront détaillées par M. de Lauzun; la fin de cette campagne est vraiment brillante pour les troupes alliées; il y a eu dans nos mouvements un ensemble rare, et je serais dégoûté, si je n'étais pas content de la fin de ma campagne en Virginie. Vous aurez su toutes les fatigues que la supériorité et les talents de lord Cornwallis m'ont données; l'avantage que nous eûmes ensuite de recouvrer le terrain perdu et qui a fini par la position où il nous fallait lord Cornwallis pour le prendre; c'est dans ce moment que tout le monde a fondu sur lui. Je compte parmi mes plus beaux instants le temps où la division de M. de Saint-Simon a

resté réunie à mon armée, et ceux où j'ai alternativement commandé les trois maréchaux de camp avec les troupes sous leurs ordres. Je plains lord Cornwallis dont j'ai la plus haute idée; il veut bien me témoigner quelque estime, et après m'être donné le plaisir dans la capitulation de faire rendre les malhonnêtetés de Charlestown, je ne compte pas porter plus loin la vengeance.

Ma santé est excellente, il ne m'est arrivé aucune malencontre pendant nos opérations.

Présentez mes plus tendres hommages à madame d'Ayen, à M. le maréchal de Noailles; mille compliments à toutes mes sœurs, à l'abbé Fayon, à M. de Margelay. J'embrasse mille et mille fois nos chers enfants. Adieu, adieu.

DU MARQUIS DE SÉGUR

A M. DE LAFAYETTE.

Du 5 décembre 1781.

Le roi étant informé, Monsieur, des talents militaires dont vous avez donné des preuves multipliées en commandant les différents corps d'armée qui vous ont été confiés en Amérique, de la sagesse et de la prudence qui vous ont dirigé dans les différents partis que vous avez été dans le cas

de prendre relativement aux intérêts des États-Unis, et de la confiance que vous vous êtes acquise de la part du général Washington; Sa Majesté m'a chargé de vous mander que les éloges que vous méritez en tous points ont fixé son attention, et que votre conduite et vos succès lui ont fait concevoir de vous, Monsieur, l'opinion la plus favorable, telle que vous pouvez la désirer, et d'après laquelle vous devez compter sur ses bontés. Sa Majesté, pour vous en donner une marque très-particulière et la plus flatteuse, vous assure le grade de maréchal de camp en ses armées, pour en jouir après que la guerre de l'Amérique sera terminée, époque à laquelle vous cesserez d'être au service des États-Unis pour rentrer à celui de Sa Majesté. — D'après cette décision, vous serez regardé comme maréchal de camp de la date de la capitulation faite, après le siége d'Yorcktown, par le général Cornwallis, le 19 octobre de cette année, attendu que vous faisiez alors les fonctions de ce grade dans les troupes des États-Unis de l'Amérique.

Sa Majesté dispose dans ce moment-ci de son régiment de dragons, dont elle vous avait conservé le commandement.

Je vous prie d'être persuadé de la part que je prends à la justice que vous rend Sa Majesté, et du désir que j'ai de vous prouver en toute occasion le sincère attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc. Ségur.

AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

A bord de *l'Alliance*, Boston, 21 décembre 1781.

Mon cher Général,

Je suis fâché de penser que nous ne sommes pas partis, et qu'il reste encore des doutes sur notre départ pour demain. Je m'afflige de ce retard, moins encore dans mon intérêt personnel, qu'à raison de notre prochaine campagne sur le plan de laquelle votre opinion que je suis chargé de faire connaître, doit exercer une influence si utile à la cause commune. Quant au département des affaires étrangères, je serai heureux de justifier la confiance du congrès, en donnant mon avis de mon mieux toutes les fois qu'il me sera demandé. Mais l'article finances sera, je le crois, un point difficile pour le ministre américain, et je serai heureux de l'aider de tous mes efforts. Après mon arrivée en France, je vous écrirai avec détail où en sont les choses, et je vous rendrai le compte le plus exact que je pourrai.

J'ai reçu bien des témoignages d'affection à Boston, et je suis fort attaché à cette ville à laquelle j'ai tant d'obligations; mais des considérations d'intérêt public m'ont rendu impatient de la quitter, et d'aller à bord de la frégate où je reçois toutes sortes

de politesses, mais où j'aimerais mieux être à la voile qu'à l'ancre..... — Le 23. Je vous demande pardon de vous donner la peine de lire mes griffonnages ; mais nous allons mettre à la voile, et mon dernier adieu doit être adressé à mon bien-aimé général. Adieu donc, mon cher général ; je connais si bien votre cœur que je suis sûr qu'aucune distance ne peut altérer votre attachement pour moi; avec la même sincérité, je vous assure que ma tendresse, mon respect, ma reconnaissance pour vous sont au-dessus de l'expression; qu'au moment de vous quitter, je sens plus que jamais la force de ces liens d'amitié qui, pour toujours, me lient à vous, et que je songe d'avance au bonheur le plus souhaité, celui de me retrouver avec vous, et par mon zèle et mes services, de satisfaire les sentiments de respect et d'affection de mon cœur. — Voulez-vous bien offrir mes compliments et mes respects à madame Washington, et me rappeler au souvenir du général Knox et du général Lincoln?

Adieu, mon cher général, votre respectueux et tendre ami.

FIN DE LA CORRESPONDANCE.

APPENDICE.

I

PRÉCIS

DE

LA CAMPAGNE DE 1781,

POUR SERVIR A L'INTELLIGENCE DE LA CARTE.

Après le combat de MM. Destouches et Arbuthnot, on abandonna le projet sur Portsmouth; les Français firent voile pour Rhode-Island; les milices furent congédiées, les troupes réglées se portèrent vers le nord, Arnold fut ensuite renforcé par le major général Phillips, et la conquête de la Virginie devint pour les Anglais l'objet de la campagne. L'armée alliée, sous les généraux Washington et Rochambeau, se portait devant New-Yorck; celle du général Greene attaquait les postes laissés en Caroline, l'une et l'autre à près de 500 milles de Richmond; le major général marquis de Lafayette est chargé de défendre la Virginie.

Avril et *mai*. — D'après les préparatifs faits à Portsmouth, il juge que la capitale en est l'objet : marche forcée de son corps, de Baltimore à Richmond, environ 200 milles; il arrive le soir du 29 avril; les ennemis étaient parvenus à Osborn's; les petits corps de milices

se rassemblent dans la nuit à Richmond ; le lendemain matin les ennemis à Manchester, se voyant prévenus, se rembarquent à Bermuda-Hundred, et redescendent James-River.

Les Américains à Bottom's Bridge, un corps détaché sur Williamsburg ; le général Phillips reçoit un *aviso*, et remonte la rivière; débarquement à Brandon ; second renfort de New-Yorck ; lord Cornwallis, qu'on assurait être embarqué pour Charlestown, s'avance à travers la Caroline du Nord.

Les Américains à Osborn's, pour établir une communication sur James et Appomattox, sont prévenus par la marche de Phillips à Pétersburg, le 10 à Wilton ; le 18, canonnade et reconnaissance sur Petersburg, qui, en rassemblant les partis ennemis, permet de faire filer un convoi pour la Caroline ; le 20, à Richmond ; — jonction de lord Cornwallis avec les troupes de Petersburg ; — la grande disproportion du corps américain, l'impossibilité de commander les rivières navigables, et la nécessité de garder le côté important de James-River ne permettent pas de s'y opposer.

Ayant envoyé une partie des troupes à Portsmouth, le lieutenant général lord Cornwallis se choisit une armée d'environ 5,000 hommes, 300 dragons, 300 chasseurs montés ; passe à Westover. Les Américains n'avaient que 3,000 hommes environ, formés de 1,200 hommes réguliers, dont 50 dragons, et de 2,000 miliciens. Tout ce que Richmond avait d'important était évacué, nos troupes à Wintson's Bridge ; marche rapide des deux corps, les ennemis pour engager une action, les Américains pour l'éviter et conserver le haut du pays avec la communication de Philadelphie : elle était également nécessaire à notre armée et à l'existence de celle de la Caroline.

Juin. — Les magasins de Fredericksburg sont évacués ; — les Américains à Mattapony Church ; — l'ennemi à Chesterfield-Tavern. — Grandes pluies qui vont rendre le Rapid-Ann impassable ; — lord Cornwallis marche pour en gagner la tête ; nos troupes se hâtent, et vont à Raccoon-Ford attendre le général Wayne avec un corps réglé de Pensylvaniens.

Désespérant d'engager une action ou de couper la communication avec Wayne et Philadelphie, lord Cornwallis change d'objet et cherche à détourner celui des Américains ; il se dirige tout à coup sur les grands magasins d'Albermale Court-House ; un détachement de dragons tâche d'enlever l'Assemblée de l'État à Charlottesville et manque son coup ; un autre détachement se porte sur Point-of-Fork, où le général Steuben formait six à sept cents recrues ; il évacue ce point, et croit devoir se retirer dans la direction de la Caroline ; — quelques effets peu importants sont détruits. Le passage du Rapid-Ann avait été nécessaire pour ne pas être acculé par lord Cornwallis : la communication avec Philadelphie était indispensable. On ne pouvait espérer, même en combattant, d'empêcher la destruction des magasins avant la jonction avec les Pensylvaniens. Lafayette prend donc le parti de les attendre, et, dès leur arrivée, regagne les ennemis à marche forcée.

Le 12, les Américains à Boswell's Tavern ; lord Cornwallis était parvenu à Elk-Island. Pour se placer au-dessus des ennemis, la route commune passe à la tête de Bird's Creek. Lord Cornwallis y porte son avant-garde, et compte tomber sur notre flanc ; les Américains réparent dans la nuit un chemin peu connu, et, dérobant leur marche, prennent une position à Mechunck-Creek, où, suivant l'ordre donné, ils sont joints par 600 montagnards. Le général anglais, voyant les magasins

couverts, se retire à Richmond, et est suivi par notre armée.

Différentes manœuvres des deux armées : les Américains sont rejoints par le général Steuben, avec ses recrues; leur force alors est 2,000 hommes de troupes réglées, et 3,200 miliciens. — Lord Cornwallis croit devoir évacuer Richmond; le 20, le marquis de Lafayette le suit, et conserve l'offensive, cherchant à manœuvrer et évitant de combattre. Les ennemis se retirent sur Williamsburg, à six milles de cette ville; leur arrière-garde est attaquée avec avantage par notre corps avancé sous le colonel Butler. Position prise par les Américains à une marche de Williamsburg.

Juillet. — Différents mouvements qui finissent par l'évacuation de Williamsburg : les ennemis à Jamestown. Notre armée s'avance sur eux; le 6, combat vif entre l'armée ennemie et notre avant-garde sous le général Wayne, en avant de Green-Spring; deux pièces de canon restent en leurs mains; mais ils sont arrêtés par un renfort d'infanterie légère; la même nuit ils se retirent sur James-Island, ensuite à Cobham, sur l'autre côté de James-River, et de là dans leurs ouvrages à Portsmouth. Le colonel Tarleton est détaché dans le County d'Amelia; les généraux Morgan et Wayne marchent pour le couper; il abandonne son projet, brûle ses chariots, et se retire précipitamment. Les ennemis se tenant dans Portsmouth, l'armée américaine prend une position saine sur Malvan-Hill, se repose de ses fatigues.

Août. — Les Américains se refusant à descendre devant Portsmouth, une partie de l'armée anglaise s'embarque et se rend par eau à Yorcktown et à Gloucester. Le général Lafayette prend une position à la fourche de Pamunkey et Mattapony-River, ayant des corps dé-

tachés sur les deux côtés d'Yorck-River. Les Pensylvaniens et quelques nouvelles levées ont ordre de rester sur James-River, et se croient destinés pour la Caroline. Rassemblement des milices sur Moratie ou Roanoke-River; les gués et chemins au sud de James-River gâtés sous différents prétextes; mouvements pour occuper l'attention de l'ennemi. Comme dans l'événement préparé par Lafayette il serait resté à la garnison de Portsmouth un moyen d'échapper, Lafayette fait menacer ce point. Le général O'Hara croit devoir enclouer trente pièces de canon, et se joindre au gros de l'armée. A peine tout est-il réuni, que le comte de Grasse paraît à l'entrée de la baie de Chesapeak. Le général Wayne passe la rivière, et se place de manière à arrêter l'ennemi, s'il tentait de se retirer vers la Caroline. L'amiral français était attendu au cap Henry par un aide de camp de Lafayette pour lui rendre compte de la situation respective des troupes de terre, et lui demander les mouvements nécessaires pour couper toute retraite aux ennemis. Il mouille au cap Henry, envoie trois vaisseaux dans Yorck-River, garnit James-River de frégates; et le marquis de Saint-Simon avec 3,000 hommes débarque à James-Island ou Jamestown.

Septembre. — La rivière ainsi défendue, le général Wayne a ordre de la repasser; le marquis de Lafayette marche sur Williamsburg, réunit dans une bonne position les troupes combinées au nombre de 7,500 hommes environ. Il avait laissé 1,500 miliciens dans le comté de Gloucester, et fait hâter quelques troupes venant du nord. Cette position, qui ferme toute retraite à lord Cornwallis (nos postes avancés à neuf milles d'Yorck), est conservée depuis le 4 jusqu'au 28 septembre. Lord Cornwallis reconnut la position de Lafayette, et désespéra de la forcer.

Le 6 septembre, M. le comte de Grasse, laissant les rivières gardées, sort avec le reste de sa flotte, poursuit l'amiral Hood, qui s'était présenté, le bat, et coule à fond *le Terrible;* il prend les frégates *l'Iris* et *le Richmond;* le 13, il se réunit dans la baie à l'escadre de M. de Barras, partie de Rhode-Island avec 800 hommes et l'artillerie française; la flotte du comte de Grasse consiste alors en 38 vaisseaux de ligne.

L'amiral de Grasse et le général Saint-Simon, commandant les Français aux ordres de Lafayette, le pressent d'attaquer lord Cornwallis, et lui offrent un renfort de garnisons de vaisseaux. Il préfère d'agir à coup sûr et d'attendre les troupes venant du nord. En effet, le général Washington parvint à tromper entièrement le général Clinton sur ses intentions; il s'avançait vers la Virginie avec un détachement américain, et l'armée du comte de Rochambeau embarqué sur la tête de Chesapeak; ils sont portés sur des transports à Williamsburg. Le 28, on marche sur Yorck, et l'armée combinée en commence l'investissement; le 29, reconnaissance de la place; le 30, l'ennemi évacue les postes avancés, et se retire dans les ouvrages d'Yorck.

Octobre. — Le 1er, nouvelle reconnaissance; le 3, escarmouche entre la légion de M. le duc de Lauzun et celle de Tarleton, où la première a l'avantage. Cette légion et 800 hommes des vaisseaux sous M. de Choisy avaient joint la milice à Glocester. La nuit du 6 au 7, la tranchée ouverte; celle du 11 au 12, la seconde parallèle. La nuit du 14 au 15, les redoutes de la gauche des ennemis enlevées l'épée à la main, l'une par les grenadiers et chasseurs français, l'autre par l'infanterie légère américaine. La première attaque dirigée par le baron de Viomenil, maréchal de camp; la seconde par le marquis de Lafayette. Le 17 matin, lord Cornwallis

demanda à capituler; le même soir, le feu cessa. L'armée anglaise, réduite à 8,000 hommes, 900 miliciens compris, se rend prisonnière de guerre.

II

A M. DE VERGENNES.

Au Hâvre, le 18 juillet 1779.

Vous me demandez, Monsieur le comte, quelques idées sur une expédition en Amérique. L'incertitude de notre embarquement actuel en doit mettre beaucoup, sinon dans un projet que je crois dans tous les cas fort utile, du moins dans le temps de son exécution. Mais ce n'est pas un plan déterminé que vous exigez; ce n'est pas un mémoire adressé dans les formes au ministère, et il est alors plus aisé de se conformer à vos intentions.

L'état de l'Amérique et la nouvelle conduite que les Anglais paraissent adopter rendent plus que jamais cette expédition nécessaire. Les côtes désolées, les ports détruits, le commerce gêné, les points fortifiés d'où partent ces invasions; tout semble appeler nos secours maritimes et terrestres. Le moindre effort présent frappe encore plus le peuple qu'une grande diversion éloignée; mais outre la reconnaissance des Américains, et particulièrement des États opprimés, un corps de troupes nous assure dans ce continent une grande prépondérance. Enfin, Monsieur le comte, sans entrer dans des détails trop longs, vous savez que mes idées n'ont pas varié sur cet article, et la connaissance que je puis avoir de ce pays m'assure qu'une telle expédition, *si elle est bien conduite*, non-seulement réussirait en

Amérique, mais serait d'un avantage très-particulier à notre patrie. Outre l'intérêt de s'attacher les Américains, et celui de faire une bonne paix, la France doit songer à détruire les moyens d'une vengeance prochaine; c'est pour cela que la prise d'Halifax est infiniment importante. Mais nous aurions besoin de secours étrangers, et cette entreprise doit être précédée de services rendus dans différentes parties du continent. Alors nous serions aidés, et, sous prétexte d'en vouloir au Canada, nous tâcherions d'enlever Halifax, ce magasin et boulevard de la marine anglaise dans le nouveau monde.

Sachant parfaitement qu'une proposition considérable ne serait pas acceptée, je vais réduire, autant qu'il est possible, le nombre de troupes dont on aurait besoin. Je le mets à quatre mille hommes, dont mille grenadiers et chasseurs, auxquels je joins deux cents dragons et cent hussards, avec une artillerie convenable. Cette infanterie doit être formée de bataillons entiers, commandés par des lieutenants-colonels. Si l'on voulait donner aux plus anciens officiers des commissions au-dessus de ce rang, vous savez que le ministre de la marine en donne qui, en revenant en Europe, n'ont plus aucune valeur dans le service de terre. Il nous faut des officiers qui sachent s'enmuyer, vivre de peu, se refuser tous les airs et particulièrement le ton vif et tranchant, se passer pour un an des plaisirs, des femmes et des lettres de Paris; ainsi nous devons prendre peu de colonels et de gens de la cour, dont les façons ne sont nullement américaines.

Je demanderais donc, Monsieur, quatre mille trois cents hommes, et, comme je n'écris pas *au ministère*, permettez que, pour la facilité du discours, je me suppose un moment le chef postiche de ce détachement.

Vous connaissez assez mes principes pour savoir que je ne courtiserai pas le choix du roi. Quoique j'aie commandé avec assez de bonheur un plus grand nombre de troupes, et (je l'avoue franchement) que je croie me sentir capable de les mener, mon intention n'est pas de faire valoir ces titres; mais répondre de ce que fera un inconnu serait une extravagance, et comme, talents à part, la conduite politique du chef, la confiance du peuple et de l'armée américaine, feront la moitié du succès, je suis obligé, malgré ma répugnance, de mettre en avant un caractère que je connaisse, pour appuyer mes raisonnements sur une base quelconque.

Après cette digression, Monsieur le comte, j'en viendrai à l'embarquement de ces quatre mille trois cents hommes. Comme les côtes de Normandie et de Bretagne ont été fort fatiguées, je proposerai de le faire à l'île d'Aix. On trouverait aux environs des troupes et des provisions; les ports, depuis Lorient jusqu'au Passage, fourniraient des navires de transport. Lorient a des vaisseaux de commerce d'un port considérable. Ceux de la compagnie des Carraques au Passage le sont encore davantage, et ces bâtiments ont de plus des canons d'un fort calibre, qui peuvent aider au combat ou éteindre des batteries de terre; d'ailleurs on les aurait dans un temps très-court. J'y embarquerais les soldats à deux tonneaux par homme, et passerais les dragons à pied avec leur équipage de cheval. Il y a beaucoup de détails que je donnerais, si le projet était arrêté, mais qu'il serait superflu d'énoncer ici. D'après l'expérience de M. d'Estaing, qui s'est trouvé gêné avec quatre mois de biscuit et deux de farine, je prendrais ces deux derniers, en y ajoutant six mois de biscuit, ce qui ferait en tout huit mois de provisions pour la marine et les troupes. Quant à notre escorte, Monsieur le

comte, c'est à des marins à la décider. Mais nos transports étant des bâtiments de force, trois vaisseaux de ligne, un vaisseau de 50 canons pour les rivières, trois frégates et deux cutters, paraîtraient plus que suffisants. L'opération étant particulièrement maritime, le commandant de l'escadre devrait être un homme fort distingué; son caractère, son patriotisme, sont des articles bien intéressants. Je n'ai jamais vu M. de Guichen, mais ce que j'entends dire de sa vertu et de sa modestie me préviendrait bien en sa faveur.

Nous voici donc, Monsieur le comte, à l'île d'Aix, avec notre détachement et l'escadre qui doit s'en charger. Il s'agit à présent d'opérer, et nos plans dépendent entièrement des circonstances. Dans le premier projet, on partirait au commencement de septembre; dans le second, on resterait ici jusqu'à la fin de janvier. Il serait encore possible de partir en octobre; cette idée me paraîtrait même préférable au départ de la fin de janvier; mais les différentes opérations se trouvant naturellement enclavées dans les autres plans, il est inutile de détailler ce dernier. On dit ici que, passé la marée du commencement d'août, il ne faut plus compter sur la descente. D'ailleurs la flotte ennemie va se renforcer, à ce que l'on assure. Quatre ou cinq semaines de préparatifs suffiraient pour les transports et les troupes; il n'est donc pas déraisonnable de faire un projet pour cet automne, et même pour le mois de septembre.

Les avantages de commencer dans ce mois seraient : 1° de priver les ennemis de Rhode-Island, de nous assurer une île et un port excellent jusqu'au printemps, et d'ouvrir la campagne à notre volonté; 2° d'établir une prépondérance en Amérique pour les négociations de l'hiver; 3° si l'on désire la paix, de remettre un

poste important dans notre côté de la balance; 4° en cas que les ennemis se fussent étendus dans aucun des États, de les enlever avec d'autant plus de facilité que nous ne serions pas attendus.

Quelques jours avant notre départ, et pas plus tôt (pour prévenir les suites de l'indiscrétion), on dépêcherait en Amérique trois corvettes avec des lettres pour M. de la Luzerne, le congrès et le général Washington. Nous manderions que « le roi craignant pour ses alliés » les suites du nouveau genre de guerre que les Anglais » adoptent, et d'après les demandes du docteur Frank- » lin, enverra des vaisseaux en Amérique, et y joindra » quelques troupes de débarquement. Que si le congrès » a besoin de leurs secours, ils prêteront volontiers la » main au général Washington; mais, dans le cas con- » traire, ils se rendront aux îles. » Cette forme réussira parfaitement, et de mon côté j'écrirai en ma qualité d'officier américain des lettres plus particulières au congrès et au général Washington, où, en leur confiant que nous avons à peu près carte blanche, je proposerai mes idées à mon ami, et lui ferai faire les préparatifs convenables. On ferait croire ici à notre départ que nous allons servir de garnison à une des Antilles, tandis que les troupes de ces îles agiront offensivement, et qu'en été nous serons chargés de la révolution du Canada.

L'escadre, partant le 10 septembre, serait au point de Sandy-Hook sur la côte de Jersey vers les premiers jours de novembre, un des plus beaux mois qu'il y ait dans toute l'Amérique indépendante. Cet armement semblerait alors menacer New-Yorck, et nous trouverions à notre arrivée des pilotes pour différents autres points, et tous les renseignements nécessaires. Si Rhode-Island (ce dont je ne doute pas un moment) était le

point propre à être attaqué, nous mettrions le soir le cap au sud, comme pour aller dans la partie méridionale, et, revirant de bord pendant la nuit, nous reviendrions à terre à Block-Island, et nous nous occuperions du siége de Newport.

Il y a des troupes continentales à Providence qui dans un jour seraient à Bristol; il y a des milices à Tivertown qui montreraient aussi une tête; Greenwich, ayant quelques troupes, doit avoir des bateaux plats; on ferait descendre ceux qui sont à Sledge-Ferry; tout cela se trouve sur les lieux. Pour éviter les inconvénients de l'année passée, le commandant maritime ne perdrait pas une minute à envoyer deux frégates dans le passage de l'est, et à forcer celui du milieu, chose assez peu dangereuse; les bâtiments qui s'y trouveraient seraient détruits; et, comme les ennemis ont coutume de laisser un corps depuis six cents jusqu'à quinze cents hommes sur Connanicut-Island, il y serait aisément enlevé, et nous y ferions notre rassemblement terrestre. Les vaisseaux, si le vent y portait, sortiraient la même nuit, ou bien l'on nous enverrait rejoindre les autres. Au reste, toutes ces manœuvres dépendraient des circonstances. Ce qu'il y a de bien certain, c'est que le même vent qui nous ferait atterrer, permettrait de s'emparer du passage de l'est, pour favoriser les Américains de Bristol et de Tivertown, et que, si l'on veut, on peut forcer le passage du milieu. Mais, dans tous les cas quelconques, il est aisé de faire la descente, de la manière que je vais expliquer.

Newport est fortement défendu du côté de la terre, mais toute la plage qui se trouve derrière la ville, offre des points faciles pour le débarquement. Ils sont d'ailleurs trop étendus pour qu'il soit possible de les défendre par des batteries. C'est là que les troupes françaises

mettraient fort aisément à terre, et, se trouvant à la pointe du jour sur la hauteur qui domine la ville et les lignes, elles prendraient tous les ouvrages à revers, et foudroieraient tout ce qui serait dans Newport. Ce mouvement serait, en cas de besoin, protégé par le feu des vaisseaux; les ennemis, dispersés et étourdis par trois fausses attaques sur les deux côtés de l'île, et sur le point de Bristol, croiraient qu'on a pris le système de l'année passée : plus cette manœuvre paraîtrait hardie, plus nous devons être sûrs de son succès. Vous sentez, au reste, Monsieur le comte, qu'à la guerre tout dépend du moment : le coup d'œil d'un instant déciderait les détails de l'attaque. Il suffit de dire ici que, d'après ma connaissance intime de cette île, et le temps que j'ai passé sur les lieux à chercher toutes les manières d'y réussir, je crois qu'avec ce nombre de troupes, et la plus simple coopération des Américains, je pourrais répondre de m'en emparer en peu de jours.

Aussitôt que l'île serait prise, il faudrait écrire à l'État de Rhode-Island, et lui offrir de remettre la place aux milices nationales, à moins que l'État n'aimât mieux attendre l'avis du général Washington; ils prendraient ce dernier parti, et on nous *prierait* de nous y établir pour l'hiver. Des batteries sur Goat-Island, Brenton's Point, Connanicut-Island, assureraient d'autant mieux la sortie du port, surtout avec l'aide des vaisseaux, que les Anglais ne sont pas assez en force pour nous réattaquer, et qu'ils ne s'y résigneraient jamais dans la mauvaise saison. Nous serions nourris par le pays, et quoiqu'on dise que les vivres sont très-difficiles à se procurer, je tâcherais de ne pas user notre magasin maritime, et trouverais plus de ressources que l'armée américaine elle-même.

La même lettre qui annoncerait au congrès le succès

de Rhode-Island (dont, autant qu'on doit se fier à des calculs, je ne doute aucunement), parlerait aussi de notre voyage aux îles, et demanderait si l'on n'a plus besoin de nous. Leur réponse nous engagerait à rendre d'autres services, et d'après leur aveu, nous laisserions à Greenwich l'hôpital et les infirmes, nous ferions raccommoder les batteries par la milice, et nous nous rendrions en Virginie. On peut, sans être présomptueux, espérer que le point de James-River, s'il est conservé, tomberait sous nos efforts réunis à ceux des Virginiens. Alors la baie de Chesapeak redeviendrait libre, et les troupes de cet État pourraient porter toutes leurs forces du côté du fort Pitt.

Il est impossible de juger d'ici les postes que les Anglais occupent en Amérique. La Géorgie ou la Caroline auraient, suivant toute apparence, besoin de nos secours, et les opérations postérieures à Rhode-Island se décideraient sur les lieux. Mais pour se former une idée générale, il suffit de dire que les mois de décembre et janvier seraient employés dans la partie méridionale du continent. Comme les Anglais sont obligés de diviser dans chacun de leurs ports quelques vaisseaux, frégates, bâtiments marchands ou de transport, ils feraient en détail une perte considérable.

Le mois de février nous reverrait à Newport; on s'y occuperait d'échanges avec New-Yorck, et des matelots français, troqués contre des soldats, pourraient être renvoyés sous pavillon parlementaire à M. d'Orvilliers. Les intérêts politiques se traiteraient vis-à-vis du congrès, et le commandant du détachement pourrait aller à Philadelphie pour y arranger, avec le ministre plénipotentiaire, les demandes de la campagne prochaine, et faire des propositions au congrès et au général Washington. Je proposerais de faire venir des députés

des différentes nations sauvages; de leur faire des présents; de les détourner du parti des Anglais, et de réveiller dans leur cœur cet ancien amour de la nation française, qu'il nous sera peut-être un jour fort important de retrouver.

Il est inutile de dire ici que si nous partions au mois d'octobre, la saison serait trop avancée pour songer à Rhode-Island. Mais les opérations méridionales pourraient également se faire, et le succès serait d'autant plus sûr que nous aurions l'avantage d'une surprise. Alors au lieu de nous rendre à Newport, nous hiverne-rions à Boston où nous serions bien reçus, et fort commodément. Nous ouvririons la campagne à notre volonté, et préparerions d'avance les moyens d'une grande entreprise sur Rhode-Island, en nous procurant en même temps par les habitants des ports au nord de Boston et surtout de Marblehead, toutes les connaissances que nous les enverrions chercher à Halifax.

Mais supposons que nous sommes établis à Newport. La fin d'avril ouvre la campagne, et lord Cornwallis ne sera pas empressé de sortir de New-Yorck. La crainte de se dégarnir de notre côté lui fera renoncer à toute entreprise sur les forts de la rivière du Nord. Peut-être même il nous serait possible d'aider le général Washington à attaquer New-Yorck. M. d'Estaing avait cru découvrir avant son départ qu'on pouvait passer par le Sound. Mais je laisse ce soin aux officiers de mer, et sans l'être moi-même, je sais qu'on peut s'emparer de Long-Island, en chasser les troupes, et pendant que le général Washington ferait une tentative de son côté, y établir des batteries fort gênantes pour la garnison de New-Yorck; mais en partant de cette ville, en supposant même que Newport serait prise l'année précédente, je suis bien loin d'être aussi affirmatif que pour l'attaque

de Rhode-Island, et je n'en parle que comme d'une possibilité.

Dans tous les cas, Monsieur le comte, il faudrait s'arranger pour agir contre Halifax dans le mois de juin. D'après les droits que les autres expéditions nous donneraient, je puis répondre que nous serions aidés pour celle-ci par les Américains. Je trouverais à Boston et dans les ports du nord des gens sûrs, qui nous iraient chercher dans Halifax même toutes les connaissances nécessaires. La ville de Marblehead surtout entretient encore un commerce interlope avec la Nouvelle-Écosse, et nous fournirait les plus excellents pilotes. On ferait préparer les habitants du nord de New-Hampshire et de Casco-Bay, qui, sous leur général Stark, celui qui a gagné l'affaire de Bennington, se montreraient prêts à passer, et, suivant les circonstances, passeraient du côté d'Annapolis. Ce pays est peuplé, dit-on, de gens mécontents du gouvernement anglais; dans les derniers temps où j'étais à Boston, j'y vis un homme principal et membre du conseil de la Nouvelle-Écosse, qui s'était rendu secrètement auprès du général Gates, et qui nous assura des bonnes dispositions d'une partie des habitants. Plusieurs d'entre eux ont certainement des correspondances avec les Américains; et, d'après ce qu'ils assurent, il se formerait sur-le-champ un parti. Quant à nous, Monsieur le comte, je suppose que nous mettions à la voile le premier de juin, et que nous soyons accompagnés des frégates continentales et particulières qu'on pourrait rassembler dans Boston; le congrès nous donnerait sûrement les troupes que nous demanderions, et ces mêmes brigades qui appartenaient dernièrement à ma division, et dont le seul objet est à présent de tenir en respect les ennemis de Rhode-Island, n'ayant plus alors d'occupation, nous

suivraient sans faire aucun tort à la grande armée. Ils viendraient d'autant plus volontiers, que presque tous ces régiments, appartenant au nord de la Nouvelle-Angleterre, seraient fort fâchés de repasser la rivière d'Hudson, et préféreront une expédition importante pour leur pays. Le général Gates, qui a du crédit dans la Nouvelle-Angleterre et connaît parfaitement Halifax, m'a souvent proposé de faire de concert une expédition contre cette ville où nous réunirions des troupes françaises et américaines. On trouverait à Boston des canons de siége, des mortiers, on pourrait, s'il était nécessaire, en faire venir davantage du magasin de Springfield; et le corps de l'artillerie américaine est assez bon.

Les ennemis se douteraient d'autant moins de notre projet, que leurs idées se porteront toujours sur le Canada. Les mouvements des milices du nord seront pris pour une intention de nous joindre par Sowel auprès de la rivière Saint-François, pendant que nous remonterions le fleuve Saint-Laurent. Cette persuasion, qu'avec un peu d'adresse on pourrait augmenter, donnerait des inquiétudes à Quebec, exciterait de la fermentation, et si par hasard il se trouvait un vaisseau de guerre à Halifax en état de tenir la mer, on l'en ferait peut-être sortir pour se rendre dans la colonie menacée.

Je n'ai jamais vu la ville d'Halifax, mais les gens qui, avant les troubles, étaient dans le service anglais et y ont passé le plus de temps en garnison, m'ont dit que le grand point était de forcer à droite ou à gauche le passage de George-Island, et qu'on pouvait sans être troublé, mettre à terre, ou du côté de la batterie de l'est pour prendre et cette batterie et le fort Sackville, ou, ce qui paraît plus court, du côté de la ville même. Le faubourg du nord, où sont les magasins, est médiocrement

défendu, on peut aussi commander *le Bason* où sont les bâtiments à réparer. Plusieurs officiers dignes de foi m'ont assuré qu'Halifax était en amphithéâtre, que toutes les maisons seraient, sans exception, foudroyées par le canon des vaisseaux qui auraient forcé le passage, et qu'alors la ville obligerait la garnison à se rendre. Comme les troupes détruiraient toutes les défenses de la côte, et que des vaisseaux de guerre forcent aisément des batteries établies sur les îles, je suis bien persuadé, et le rapport de tous ceux qui y ont été m'assure encore qu'Halifax ne résisterait pas à nos efforts réunis à ceux des Américains.

L'idée d'une révolution en Canada paraît charmante à tout bon Français, et si des vues politiques la condamnaient, vous avouerez, Monsieur le comte, que c'est en résistant aux premiers mouvements du cœur. Les avantages et les inconvénients de ce projet demandent une grande discussion dans laquelle je n'entrerai pas ici. Vaut-il mieux laisser aux Américains un objet de crainte et de jalousie par le voisinage d'une colonie anglaise; ou bien rendrons-nous la liberté à nos frères opprimés, pour retrouver à la fois le commerce des fourrures, la correspondance des sauvages, tous les profits de nos anciens établissements, sans en avoir les dépenses et les déprédations? Mettrons-nous dans la balance du nouveau monde un quatorzième État qui nous sera toujours attaché, et qui, par sa situation, offrirait une grande prépondérance dans les troubles qui diviseront un jour l'Amérique? Les opinions sont très-partagées sur cet article; je connais la vôtre, Monsieur le comte, et mon penchant ne vous est pas inconnu. Je n'y pense donc en aucune manière, et ne regarde cette idée que comme un moyen de tromper et inquiéter l'ennemi. Si, cependant, Monsieur le comte, il en était ja-

mais question, il faudrait y préparer le peuple d'avance, et les connaissances que j'ai été obligé de me procurer, lorsqu'une armée particulière devait entrer dans ce pays, m'ont mis à portée de me former une idée sur les moyens d'y réussir.

Mais revenons, Monsieur le comte, à la Nouvelle-Écosse. On pourrait y laisser en garnison une partie des troupes américaines qui nous auraient suivis, et ceux des habitants qui auraient pris les armes en notre faveur. Ne serait-il pas bien aisé de détruire ou prendre les établissements anglais auprès du banc de Terre-Neuve? et, après cette opération, nous règlerions notre marche suivant les circonstances. En admettant que nous pussions retourner à Boston ou Rhode-Island au mois de septembre, et que New-Yorck ne fût pas pris, il serait possible d'offrir encore nos secours au général Washington. D'ailleurs Saint-Augustin, la Bernude, ou quelque autre point bon à attaquer, deviendrait l'objet de nos instructions. Si, au contraire, on nous fait revenir, trois semaines ou un mois nous conduisent du banc de Terre-Neuve en France, et l'on peut encore, en arrivant, alarmer les côtes d'Irlande.

Si le mois de septembre, qui réunit tous les avantages, paraît trop prochain, si même on ne voulait pas nous envoyer en octobre, il faudrait reculer notre départ jusqu'à la fin de janvier. Dans cette supposition, nous serions également précédés de quinze jours seulement par des corvettes; nous serions attendus au même point, et de la même manière; nous passerions le mois d'avril dans la partie plus méridionale, nous attaquerions au mois de mai Rhode-Island, et serions à la fin de juin devant Halifax; mais vous sentez, Monsieur le comte, qu'il serait plus avantageux de prendre ses mesures sur les lieux, et de longue main, et que le départ

d'automne est sous beaucoup de points de vue préférable. D'ailleurs, vous ne m'accuserez pas d'être conduit à cette opinion par l'intérêt de mes plaisirs; car un hiver à Boston ou Newport ne vaut pas, à beaucoup près, un hiver de Paris.

Voilà, Monsieur le comte, quelques idées que, pour vous obéir, j'ai l'honneur de soumettre à votre examen. Je ne donne pas à ce griffonnage les airs d'un plan bien régulier, mais vous mettrez en valeur ces différents projets suivant les circonstances. Mon premier désir, dans ce moment, est que vous puissiez lire une écriture assez ridicule en général, mais que la longueur du mémoire rend encore plus irrégulière. Le second est que vous apportiez à cette lecture une indulgence d'autant plus grande que mes cartes américaines, celles d'Halifax exceptées, sont restées à Paris, et que presque toutes mes citations sont en conséquence faites de mémoire. D'ailleurs je n'ai pas voulu vous ennuyer par des détails trop longs à écrire, et si vous désirez en causer à l'aise, l'entre-deux des marées du Hâvre, rendant la sortie impossible, me laisserait le temps de passer trois jours à Versailles.

Je suis fortement convaincu, Monsieur le comte, et je ne peux, sans trahir ma conscience, cesser de répéter qu'il est très-important pour nous d'envoyer un corps de troupes en Amérique. Si les États-Unis ne le désiraient pas, je croirais que nous devons leur en faire naître l'envie, et même chercher des prétextes. Mais vous serez entièrement prévenu sur cet article, et le docteur Franklin attend l'instant favorable pour faire sa proposition. Lors même que les opérations de cette campagne, que M. d'Estaing, ou je ne sais quel événement, auraient pu faire des changements favorables, il restera toujours assez d'ouvrage pour nous; et un

seul des avantages proposés ne vaudrait-il pas la peine d'envoyer le détachement?

Un très-grand article, Monsieur le comte, un article sur lequel je ne peux m'empêcher de peser beaucoup, c'est la nécessité de garder un profond, un inviolable secret. Il est inutile de se fier à personne, et les gens mêmes qui servent le plus à l'arrangement du détachement et des vaisseaux, n'ont aucunement besoin de savoir les intentions précises du gouvernement; ce mystère devrait tout au plus être confié au commandant maritime et au chef de ses troupes de débarquement; encore faudrait-il le leur dire le plus tard qu'on pourrait.

On dira sûrement, Monsieur le comte, que les Français seront mal reçus dans ce pays et vus de mauvais œil dans son armée. Je ne peux pas nier que les Américains ne soient un peu difficiles à manier, surtout par des caractères français; mais si j'étais chargé de ce soin, ou que le commandant nommé par le roi s'y prît passablement bien, je répondrais sur ma tête d'éviter ces inconvénients, et de faire parfaitement recevoir nos troupes. Il y a tel excellent officier, Monsieur le comte, qui plairait beaucoup ici, et que d'après mon intime connaissance de nos alliés, je serais fâché de leur voir envoyer; mais il y en a beaucoup, qui, je suis sûr, réussiraient parfaitement. La connaissance de la langue serait un immense avantage; malheureusement, il y a peu d'officiers généraux (M. le duc d'Ayen excepté) qui puissent la parler.

Quant à moi, Monsieur le comte, vous savez ma façon de penser, et ce n'est pas vous qui douterez que mon premier intérêt ne soit de servir ma patrie. J'espère, pour le bien public, que vous enverrez des troupes en Amérique. On me trouvera, je pense, trop jeune pour

ce commandement; mais j'y serai sûrement employé. Si, dans l'arrangement du projet, il se trouvait quelqu'un auquel mes sentiments fussent moins connus, et qui, en proposant pour moi ou le commandement, ou un emploi considérable, donnât pour raison que j'en serai plus disposé à servir par mes conseils ou par mes soins, j'ose (oubliant le ministre du roi) charger M. le comte de Vergennes de prendre, comme mon ami, la parole, et de refuser en mon nom des grâces dues à un motif si mal calculé sur mon caractère.

Ce Mémoire est si long, Monsieur le comte, qu'il vous dégoûtera de m'en demander; mais dussiez-vous être lassé de me lire, je ne me lasserai pas de vous répéter avec quels sentiments d'attachement et de respect, j'ai l'honneur d'être,

Monsieur le comte,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

LAFAYETTE.

FIN DU TOME SECOND.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE TOME SECOND.

SECOND VOYAGE EN AMÉRIQUE, ET CAMPAGNES DE 1780 ET 1781. — *Mémoires historiques sur les années* 1779, 1780 *et* 1781. . . . . P. 7

CORRESPONDANCE. 1779, 1780, 1781. 43

A M. de Vergennes. . . . . *Ib.*

Du général Washington à M. de Lafayette. . . 45

A M. de Vergennes. 49

A M. de Vergennes. 52

Au président du congrès. 54

Au général Washington. 60

A M. de Vergennes. 68

A M. de Vergennes. 73

Du docteur Franklin à M. de Lafayette. . . . 77

Au docteur Franklin. 78

Du général Washington à M. de Lafayette. . . 79

Au général Washington. 87

A M. de Vergennes. 91

Au général Washington. 95

A M. de Vergennes. 96

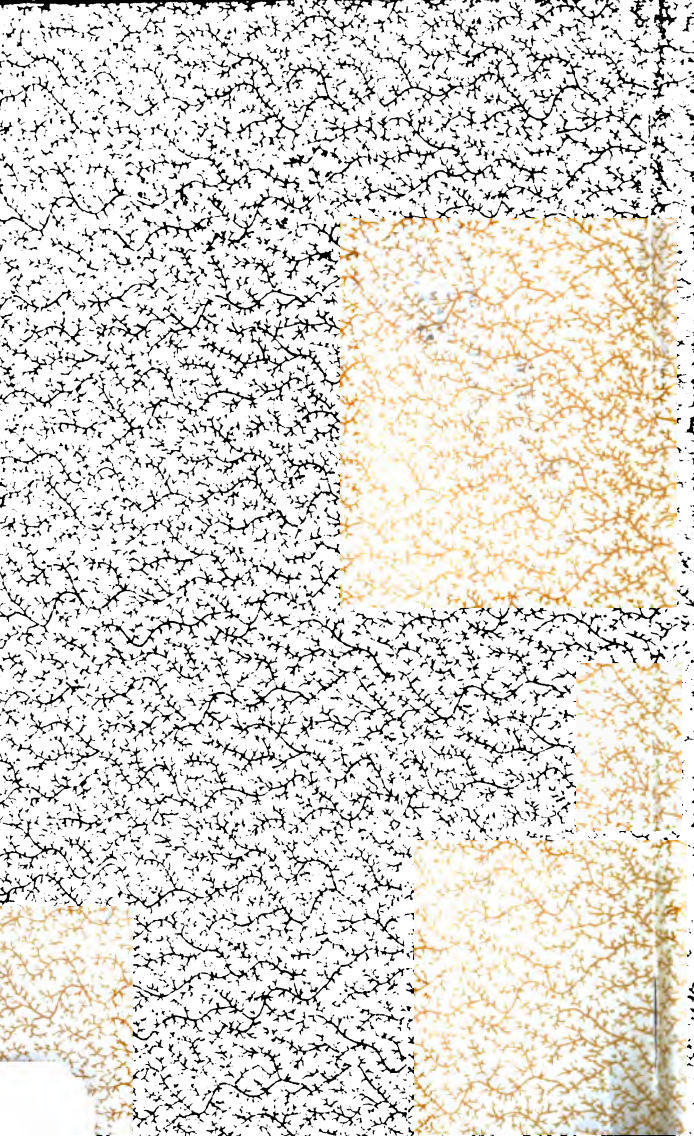
Du général Washington à M. de Lafayette. . . 98

A M. le comte de Rochambeau. 100

Au général Washington. 108

A MM. le comte de Rochambeau et le chevalier de Ternay. 112
De M. de Rochambeau à M. de Lafayette. . . . 126
A MM. de Rochambeau et de Ternay. 128
A M. de Rochambeau. 131
De M. de Rochambeau. 134
Au chevalier de la Luzerne. 137
A madame de Tessé. 140
A madame de Lafayette. 143
Au général Washington. 148
Du général Washington à M. de Lafayette. . . 153
Au général Washington. 155
Au général Washington. 157
Au général Washington. 159
Du général Washington à M. de Lafayette. . . 164
A M. de Vergennes. 167
A madame de Lafayette. 179
Au général Washington. 184
Au général Washington. 188
Au général Washington. 190
Du général Washington à M. de Lafayette. . . 194
Au général Washington. 196
Au colonel Hamilton. 201
Au général Washington. 202
Au général Washington. 206
Du général Washington à M. de Lafayette. . . 208
Au général Washington. 211
Du général Phillips à M. de Lafayette. 213
Du général Phillips à M. de Lafayette. . . . 215
Au général Phillips. 216
Au général Phillips. 218
Note pour le capitaine Émyne. . . . . *Ib.*
Note du général Arnold au capitaine Ragedale. . 219
Au général Washington. . . . . *Ib.*

Au général Washington. 222
Extraits de plusieurs lettres au général Washington. 225
A madame de Lafayette. 238
A M. de Vergennes. 241
A M. de Maurepas. 245
Au général Washington. 245
Au général Washington. 250
Au général Washington. 254
A M. de Maurepas. 256
A M. de Vergennes. 257
A madame de Lafayette. 258
Du marquis de Ségur à M. de Lafayette. . . . 259
Au général Washington. 261
APPENDICE. 263
I. Précis de la campagne de 1781, pour servir à l'intelligence de la carte. . . . . *Ib.*
II. A M. de Vergennes. 269

FIN DE LA TABLE.

4-